An engraving of a busy printing house. In the background, workers are at their stations, with signs for 'le Propagateur', 'L'Ami de la Patrie', 'le Publiciste', 'le Voyageur', 'le Bulletin des Sciences', 'le Courrier des Spectacles', 'le Peuple par Cable', and 'Affiches Annonces'. In the foreground, a diverse group of people, including a woman in a white dress and a man in a blue vest, are holding and reading various newspapers. One man is lying on the ground in the bottom left corner.

La Révolution

Jean-Clément Martin

Dossier n° 8054

2006

documentation
photographique

La documentation Française



Éditorial

La Documentation photographique

Rédaction

Nathalie Petitjean
Rédactrice en chef

Béatrice Kalaydjian
Rédactrice, iconographe

Françoise Gélibert
Maquettiste-infographiste

Paule Oury
Secrétaire

Conseil éditorial

Laurent Carroué
Françoise Dieterich
Bernard Phan
Yves Poncelet
Dominique Varinois

Première de couverture

Liberté de la presse
Estampe anonyme, non datée
(c) Photo RMN © Bulloz
Maquette : F. Gélibert/DF

Avertissement

Les opinions exprimées dans les textes originaux ou cités n'engagent que leurs auteurs. L'autorisation de reproduire textes, graphiques et images sous © DF doit être demandée à La **documentation** Française. Dans les autres cas, la demande doit être adressée directement aux sources indiquées page 64. Il est rappelé que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre.

La Révolution française, comment en parler ? Comment l'enseigner ? L'épisode demeure central dans l'histoire et la mémoire du pays. Bicentenaire oblige, le dernier dossier de la *Documentation photographique* consacré à la "Révolution des droits de l'homme" date de fin 1988. Depuis, les recherches se sont poursuivies, approfondies, renouvelées dans leurs objets, leurs problématiques et leurs méthodes. La Révolution continue à interroger les historiens.

Le parti pris par l'auteur, Jean-Clément Martin, est d'envisager la période sous l'angle de la constitution d'un espace politique collectif. Il propose ainsi un itinéraire chronologique, original dans sa périodisation, qui rend compte de ce qu'est une révolution en train de se faire, une révolution "en marche" : ni projet organisé ni chaos véritable, plutôt une expérience commune vécue par des hommes et des femmes de toutes conditions, un temps de rencontre entre la pensée – les idées, les débats de société – et l'action. Sont à l'œuvre, d'un côté, les principes, que l'on cherche à appliquer, de l'autre, les luttes de pouvoir et les rivalités, la violence aussi, qu'on ne peut occulter. Cette démarche permet de cerner au plus près les moments de ruptures, les enchaînements, les efforts de stabilisation. Rien n'était joué !

C'est au travers de documents variés (peintures, gravures, textes, cartes et même... cire colorisée) que l'auteur aborde les nouveaux champs de la recherche ou qu'il renouvelle l'approche de questions déjà débattues : le thème des origines, la question religieuse, le rôle des femmes, la violence et la Terreur, la guerre civile, le mouvement sans-culotte, les innovations culturelles... La Contre-Révolution trouve ici sa place dans l'étude du processus révolutionnaire.

Loin des idées reçues, voici un numéro qui réveille l'intérêt pour une Révolution que l'on croit trop souvent "bien connaître".

**Une cartothèque est à votre disposition
sur le site de La Documentation française.**

Retrouvez de nombreuses cartes
de la Documentation photographique en ligne :
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartotheque/>

La Révolution

Ruptures et enchaînements

Jean-Clément Martin, professeur d'histoire à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française

Enseigner l'histoire de la Révolution française demeure difficile. L'épisode est central dans l'histoire et la mémoire de notre pays, il semble s'inscrire dans une logique inéluctable, illustrée par la montée des tensions, l'affirmation des droits et la démonstration de l'unanimité en 1789-1790. Ensuite, la succession rapide d'événements brutaux, le grand nombre d'acteurs, dont la plupart n'apparaissent qu'épisodiquement, la multiplicité des scènes, nationales, locales, internationales, la complexité des enjeux, enfin les querelles d'interprétation, créent une complexité dont ne sont souvent retenues que l'évocation de grandes figures – Robespierre, Danton –, de grands événements – la mort du roi, “la Terreur” –, et l'exposition de grands débats. Thermidor marquerait le retour à l'histoire un peu terne d'une utopie déçue, avant qu'un homme ambitieux et charismatique, Napoléon Bonaparte, ne se saisisse du pouvoir pour son profit et pour stabiliser le pays.

Entre les idéaux et les espoirs initiaux, l'élan collectif, les violences et les utopies, les ambitions et les petitesse enfin, la Révolution hésite. Ou plutôt les tonalités des discours éducatifs sur la Révolution hésitent entre moralisme, éducation civique, récit mythique d'un événement fondateur et réflexion méthodologique.

Le parti pris du texte qui suit est d'emblée d'envisager la période sous l'angle de la consti-

tution d'un espace politique collectif. Entre les années 1780 et 1800, la société française se structure peu à peu autour d'un débat politique autonome, laïcisé, ouvert à tous les groupes sociaux. Peu de pays accèdent alors à cette liberté, considérée comme dangereuse puisque toutes les formes d'intervention politique sont expérimentées, confrontées, parfois dans leur démesure. La France connaît une trajectoire originale, qui ne doit rien au hasard.

La complexité des relations sociales, la fragilité des institutions en place, la disponibilité de meneurs potentiels sont des facteurs simples qui permettent de rendre compte de l'enchaînement des luttes, de leur déploiement, de leurs impasses, de leur détournement. Entre innovation, expérimentation, réaction et stabilisation, un itinéraire peut être proposé, qui rende compte de ce qu'est une révolution.

La question posée ici découle de la nature même de la révolution. Pas de révolution sans principes ni sans ruptures : soit la reconnaissance, d'un côté, de l'importance des idées et des débats, de l'autre, de la réalité des coups de force, des affrontements et de la violence. L'articulation entre ces deux dimensions demeure parfois difficile à expliquer à des adolescents à qui l'on prêche la tolérance, la discussion et la négociation ! La réponse passe par le recours à la chronologie. Sans croire qu'il suffit de ra-

conter pour expliquer, mais simplement parce que les événements n'avaient été ni prévus ni organisés. Il s'agit donc de les comprendre dans leurs enchaînements, de les mettre en relation avec la volonté de stabilisation affirmée continuellement, de leur donner du sens dans une histoire générale des systèmes politiques. Le parti pris est d'identifier des séquences inégales, représentant chacune un moment d'équilibre dans le cours de la décennie, pour éviter de penser qu'il y aurait eu soit une politique délibérée, soit seulement du bruit et de la fureur. L'objectif est de montrer comment des acteurs ont essayé de résoudre les difficultés, sans cesse renouvelées, qui se sont posées à eux, comment leurs interventions ont contribué à créer des cadres nouveaux, parfois porteurs d'effets dramatiques inattendus.

Une brutale sortie de crise

La Révolution est née de la tentative maladroite pour sortir d'un affrontement de près de trente ans. Si l'on cherche ce qui se produit de neuf par rapport aux luttes et aux troubles ordinaires dans la monarchie française, la rupture décisive a lieu en 1787, quand la réunion des États généraux est annoncée, sans que les formes en soient précisées.

La remise en cause de "l'absolutisme"

L'assemblée prévue n'est pas inédite, mais elle n'a plus de légitimité ni d'emploi depuis le début du XVII^e siècle. Surtout, en ne fixant pas les modalités de l'élection et de la réunion, le roi et la Cour reconnaissent, *de facto*, que le pouvoir de décision est partagé avec les Parlements, les élites politiques et l'opinion. Le débat remet en cause tous les précédents historiques et fait apparaître des affrontements d'opinion dans lesquels le roi et ses ministres ne tranchent pas. Ils admettent ainsi que le pouvoir de l'État est soumis à discussion, puisqu'ils laissent se développer une campagne de pamphlets – voire y participent indirectement –, dans laquelle les avis sont librement débattus. En outre, la question du vote par tête ou par ordre demeure dans une indécision grave. Le doublement de la représentation du tiers état et le renforcement du poids des curés dans les assemblées cléricales, voulus par le roi et ses ministres, sont des novations dont les conséquences pratiques ne sont pas évaluées. Ces mesures ont été prises contre les nobles et les parlementaires jugés hostiles aux réformes autoritaires souhaitées par le ministère, mais la tactique vis-à-vis des députés et d'une opinion désormais sensible à ces questions n'est pas définie.

Le roi a décidé cette réunion des États généraux, contraint et forcé, à la suite de l'échec de tous les compromis possibles avec les autorités traditionnelles du pays et de son incapacité à obtenir d'elles les réformes attendues, à commencer par les levées d'impôts indispensables au Trésor. La monarchie "absolue", au sens où le mot était employé pour qualifier, et dénoncer, le pouvoir que la monarchie avait obtenu au cours du XVIII^e siècle, est morte en 1787-1788, faute d'avoir pu résoudre ses propres incapacités à diriger le pays. Faiblesse apparemment étonnante pour un régime donné comme si autoritaire.

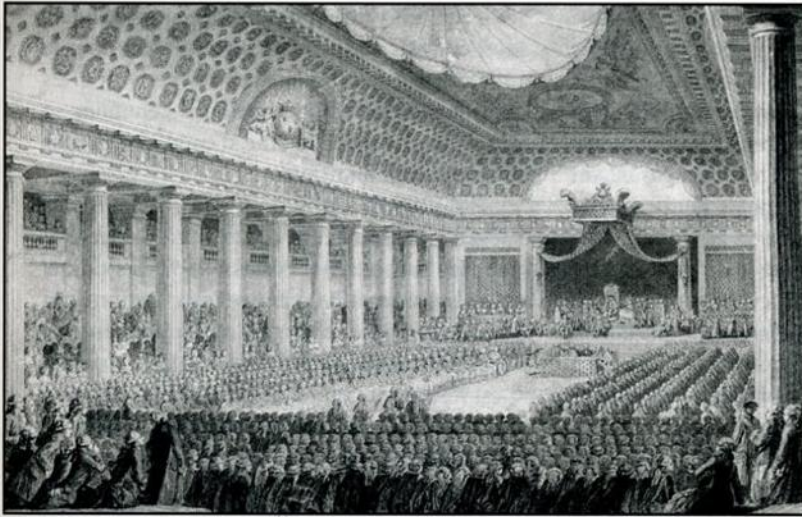
La disparition de l'organisation traditionnelle de la monarchie

La convocation des États généraux enclenche des processus qui, pour une large part, relèvent de la marche ordinaire du royaume. Les institutions locales et provinciales fonctionnent correctement et permettent la rédaction de "cahiers de doléances", qui commencent majoritairement par l'appel au roi, père des peuples. Une cascade d'élections aboutit à l'envoi de plus d'un millier d'hommes à Versailles, porteurs des espoirs du pays et riches des discussions qui ont eu lieu pendant plus de trois mois. La mise en œuvre de cette procédure a pourtant révélé les lignes de faille de la société.

D'une part, la délimitation des "ordres" (clergé, noblesse, tiers état) a donné naissance à des contestations inattendues, puisqu'une partie de la noblesse provinciale, notamment dans l'Ouest et en Provence, a exclu de ses assemblées les anoblis récents, au nom de l'identité nobiliaire la plus ancienne. Ces derniers, jusqu'alors fiers de leur ascension, sont brutalement déçus par ceux qu'ils considéraient comme leurs pairs et qui deviennent d'un seul coup des rivaux à combattre. D'autre part, il a fallu composer avec de nouvelles demandes de représentation, celles des ports maritimes et des habitants des colonies, ce qui a permis de mesurer les conséquences des mutations économiques et sociales des dernières décennies. Ainsi, les débats ont-ils fait prendre conscience que les divisions entre réformateurs et opposants aux réformes traversaient tout le pays, même les campagnes, ralliées à l'un ou l'autre camp lors de la rédaction des cahiers.

La création involontaire d'un nouvel espace politique

Quand les États généraux s'ouvrent, le 4 mai 1789, sur la messe traditionnelle, ils sont d'emblée incapables de travailler car tous ces



Première séance des États généraux dans la grande salle des Menus-Plaisirs, Versailles, 5 mai 1789. Gravure de Charles Monnet

blocages exigent des débats que le roi et la Cour n'ont pas prévus et sur lesquels ils restent muets. La nation a bien été convoquée, mais la nature même de ses représentants est en cause, et nul consensus n'est envisagé. La monarchie politique meurt ainsi entre mai et juin 1789. La constitution des États généraux en Assemblée nationale le 17 juin est une révolution véritable, puisque la France entre ainsi *de facto* dans un système parlementaire. La souveraineté est dès lors partagée entre le roi et la nation. Louis XVI, alternant promesses et répressions, fait montre d'une résistance inattendue de sa part : le pays comptait sur sa volonté réformatrice. Or il prend le parti des plus récalcitrants, notamment de son frère Artois.

L'épisode du Jeu de paume, le 20 juin 1789, est significatif des conséquences inattendues de cette obstruction. Les députés prennent une initiative grave pour deux raisons : d'une part, ils proclament qu'ils veulent instaurer une Constitution, ce qui constitue une innovation radicale ; d'autre part, ils prêtent serment entre eux, ce qui crée, de fait, une forme de rassemblement extérieure aux principes mêmes de la monarchie, qui fonctionne "verticalement". Ils sont vus comme les représentants de la "nation" et instaurent d'un coup une distance avec le corps du roi, qui n'est plus le seul lien entre tous les Français.

La mystique de la monarchie de droit divin, appuyée sur la dignité spécifique de la noblesse, aurait dû demeurer un obstacle à la situation qui vient de se créer. La distance entre la Cour et les députés restait infranchissable ; tout reposait encore sur le "fait du prince", laissé libre de décisions prises dans le cercle des intimes et toujours fort du lien direct qui l'unit à la noblesse militaire. Dans ce contexte, rappeler les députés à l'ordre ancien devient

une faute politique, alors que quelques mois plus tôt la revendication même des députés était simplement impensable. Que le roi n'ait pas pu, ou voulu, comprendre qu'il devait changer de façon de gouverner est devenu inacceptable. La "nation" s'est ralliée au nouvel ordre politique, une partie de la noblesse et du clergé comprise. Les menaces sur l'avenir du pays que font peser les rassemblements de troupes, notamment étrangères, parlant peu ou pas le français, puis le renvoi brutal de Necker, dont l'image libérale garantissait une certaine confiance dans les volontés réformatrices du roi, indiquent que les leçons politiques n'ont pas porté et que l'affrontement est inévitable.

La rupture du 14 juillet

Le 14 juillet 1789 n'est pas une date essentielle si l'on s'arrête aux faits eux-mêmes. Une émeute a brûlé les octrois, pillé des dépôts d'armes, investi une citadelle mal défendue, la Bastille, tué son commandant, responsable par sa maladresse d'une centaine de morts, et libéré les sept prisonniers qui s'y trouvaient. En comparaison, le bilan de la destruction des ateliers des tapissiers Réveillon et Henriot, quelques mois auparavant, était plus grave (plusieurs jours d'émeutes, 150 morts au bas mot). L'essentiel est la conjonction qui se réalise autour de cette insurrection, qui n'est pas une émeute de plus dans une longue série, mais qui devient un affrontement symbolique. La prise de la Bastille incarne le succès de la résistance au roi et à la noblesse, l'unité des soldats (les gardes françaises) avec les députés et le peuple de Paris, enfin la réussite de la force collective (Paris se donnant un maire, Bailly). Quand le roi, le 17 juillet, accepte de venir dans la ville, d'en recevoir les clés remises par Bailly et d'arborer la cocarde qui unit le blanc royal au bleu et rouge de Paris, on peut comprendre pourquoi les observateurs étrangers, notamment, estiment que les Français ont réussi leur révolution.

La consécration politique est complète avec les décisions prises pendant la nuit du 4 août et la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme. Les députés ont su réagir au bouleversement engendré dans le pays à l'annonce des événements du 14 juillet. Car une autre conjonction s'est produite dans le pays, donnant naissance à la "Grande Peur". Des émotions rurales embrasent de nombreuses régions depuis le printemps 1789, certaines coïncident avec la réunion des États généraux, provoquant morts d'hommes. Après juillet, le mouvement est renforcé par des manifestations spontanées contre d'hypothétiques

menaces : des “brigands” ou les “Anglais” sont craints dans les campagnes. Ces rumeurs infondées débouchent souvent sur des violences contre les châteaux des propriétaires fonciers. Des bandes armées détruisent les documents qui fondent les redevances récentes pesant sur les terres. Sans doute la “Grande Peur” a-t-elle des origines complexes et son lien avec Paris est-il moins assuré qu’on ne le dit parfois. Des violences importantes ont eu lieu avant et en même temps que les événements parisiens, interdisant de penser à une relation de cause à effet. Ensuite, tout le Sud-Ouest s’enflamme. Les antagonismes sociaux antérieurs expliquent cet embrasement. Mais, en abolissant d’un seul coup les codes qui régissaient la société, en reconnaissant les nouvelles relations fondées sur l’égalité de droit (tout en maintenant les inégalités de la richesse), en définissant les principes laïcisés de la Constitution à venir, l’Assemblée accomplit les promesses implicites du 14 juillet. Les règles communes sont inscrites dans le droit, là où il n’y avait jusque-là que des coutumes.

Pour toutes ces raisons, le 14 juillet représente bien une rupture. Que la date soit immédiatement commémorée, que les pierres de la Bastille soient envoyées dans tout le pays, ne doit pas seulement faire sourire. A côté des exploitations naïves ou politiciennes, le 14 juillet devient le symbole de l’unité de la nation, le moment de la fondation. En 1790, la “fête de la Fédération” unit les représentants de la nation dans une cérémonie dont tous les participants connaissent les limites et les faiblesses, puisque le roi ne s’y implique guère et que des mouvements régionaux ont lancé depuis plusieurs mois des “fédérations” qui risquent de provoquer des ruptures entre partisans et opposants à la Révolution.

A la recherche de l’exception française

En 1789, la Révolution française apparaît d’autant plus réussie qu’elle s’est produite dans un vieux et grand pays. Jusque-là, seuls les États-Unis, entre 1775 et 1787, ont réussi leur révolution, consacrée par l’adoption d’une Constitution ; les autres pays ont échoué. De 1781 à 1786, les Pays-Bas sont divisés par une guerre civile qui contraint à l’exil, notamment en France, quelques milliers de “patriotes” protestants. Leur afflux sera une des raisons de l’adoption de l’édit de tolérance de 1787. Entre 1780 et 1783, les Irlandais, inspirés par l’exemple américain, obtiennent un partage du pouvoir avec le gouvernement anglais, situation qui demeure instable et provoque l’exil des plus

radicaux. En 1782, après une décennie de luttes, les Genevois s’affrontent ouvertement pour la redéfinition des organismes de pouvoir ; les “patriotes” sont battus, quelques centaines se réfugient en France, même si celle-ci n’est pas intervenue en leur faveur.

En 1789, à l’imitation des Français, les Liégeois se soulèvent contre leur prince-évêque ; les patriotes ne réussissent pas à s’unir et sont chassés en 1790 par une intervention de la Prusse. Le même schéma se reproduit presque à l’identique dans les provinces belges, mais ici, c’est l’Autriche qui, à la fin de 1790, réduit à néant les espérances révolutionnaires, la France laissant passer les troupes autrichiennes sur son territoire.

Dans ce contexte européen, le 14 juillet semble avoir dénoué d’un seul coup toutes les tensions et fait l’union de la nation et du roi ; une voie s’est ouverte, dont l’importance a été saisie par tous, puisque depuis les élections aux États généraux la sensibilité au devenir politique du royaume s’était répandue dans le pays. De ce point de vue, le 14 juillet représente la révolution attendue, l’aboutissement d’une longue période d’immobilité et de luttes.

La fin de trente ans d’oppositions et d’inventions

La Révolution a inventé l’Ancien Régime. Les historiens le savent : la monarchie française n’était pas un monolithe destiné à être détruit en 1789. La crise était réelle, elle n’était pas mortelle. Pourquoi a-t-elle eu cette résonance ?

Entre forces et faiblesses

La France est alors le pays d’Europe le plus peuplé, le plus riche, l’un des plus dynamiques économiquement. Il tire un grand profit de colonies qui ont enrichi et transformé certaines villes (Bordeaux, Nantes) et permis un essor industriel. Cependant, la place de la France dans le concert des États est affaiblie depuis les années 1760. Diplomatiquement et militairement, le pays est limité par les initiatives anglaises et par la montée de la puissance prussienne. Les famines ont disparu, même si l’évolution des prix demeure soumise aux aléas climatiques et si les rivalités sociales se sont aggravées par la diversification des métiers et des situations.

Les Français sont certes essentiellement des ruraux, continuant de vivre selon des habitudes séculaires, mais une part importante de la population est lettrée, marquée par les mutations urbaines récentes et sert d’intermédiaire avec l’ensemble du pays. Tous vivent plus ou moins au rythme de la circulation des biens, des

personnes et des nouvelles, qui s'est accélérée depuis une cinquantaine d'années. Une frange de cette population a été impliquée dans la colonisation et la guerre outre-mer. Les villes, surtout au nord de la Loire, reçoivent de nombreux ruraux venus trouver du travail, mais aussi une vie plus libre. Les bourgeoisies urbaines sont florissantes, même dans les petites villes, liées entre elles par des réseaux de sociabilité et de culture, dont le modèle est Paris.

La mutation de la population parisienne est considérable. À côté des populations continuant de vivre à l'ancienne dans leur quartier, se développent de nouvelles couches, plus lettrées, plus mobiles, plus indépendantes des hiérarchies sociales aussi. Ce sont elles qui sont confrontées aux rigidités traditionnelles des "ordres". La noblesse réussit à contrôler l'entrée des roturiers et anoblis récents dans les hauts grades de l'armée, et l'épiscopat est peuplé par de hauts nobles. Leur statut de "privilegiés" échappant aux impôts devient de plus en plus inadmissible pour une opinion favorable à un partage des devoirs.

La "révolution" ratée des années 1770

Dans ce contexte, le roi, la Cour et les élites politiques des Parlements se sont affrontés directement depuis 1770 pour savoir comment réformer les institutions et les adapter aux évolutions du pays.

La question religieuse est au cœur de ces difficultés. La lutte a été vive entre le roi et ses ministres, plutôt "dévots", et les Parlements, plutôt jansénisants, réclamant une Église détachée de Rome et représentative du pouvoir de la "nation" face aux autorités. Pendant des années, le clergé et l'opinion, surtout urbaine, ont été marqués par les "querelles des sacrements" : les jansénistes avérés pouvaient se voir refuser l'extrême onction, ce qui représentait un scandale et une pression intolérable. Les parlementaires avaient pourtant obtenu l'éviction des jésuites et l'indépendance de l'Église de France vis-à-vis du pape. Cette position leur a donné l'image de "patriotes" soucieux de la défense des droits de la "nation", mais ils n'entendaient pas changer le fonctionnement des instances traditionnelles pour autant.

La question politique bute toujours sur la défense des traditions provinciales, là où le roi veut imposer des assemblées regroupant des représentants élus parmi les propriétaires fonciers. La brutalité de ses réformes conduit Louis XV à l'échec. En 1771, il n'arrive pas à réaliser ce qui est dénoncé comme une "révolution" et devient le modèle du roi despote. La

question sociale et économique n'est pas mieux traitée par Louis XVI. L'échec des réformes est là aussi patent. Les corporations, supprimées un temps, sont en définitive rétablies. En 1775, la "guerre des farines" est le nom donné aux émeutes qui traversent le pays, suite aux réformes libérales de Turgot (libre circulation des grains). La crainte populaire de manquer de pain rencontre la volonté des élites qui s'opposent aux réformes pouvant modifier les hiérarchies existantes en donnant trop d'importance à la propriété et à la richesse économique. L'autorité du monarque est mise à mal, tandis que l'image du couple royal se dégrade.

La conjonction des crises

Une multiplicité de mutations fait entrer le régime dans la crise qui aboutit à 1789. La monarchie ne guide plus l'opinion ou les arts, comme elle le faisait sous les rois précédents. Le développement des Lumières et l'essor prodigieux des salons ou des réseaux de sociabilité – comme la franc-maçonnerie – ouvrent des discussions sur tous les sujets essentiels, comme l'administration des peines judiciaires, l'éducation, le divorce ou le droit de propriété. La contestation ouverte s'exprime dans des pièces comme *Le Mariage de Figaro* de Beaumarchais, représentée malgré l'interdiction royale !

À partir de 1781, la monarchie est aux abois. Son administration (Conseil d'État, intendants) vit d'expédients pour remplir les caisses du royaume ; il lui est impossible de trouver un compromis avec les "privilegiés" et les parlementaires qui entendent intervenir davantage dans la marche des affaires. Les ministres se succèdent en se critiquant mutuellement. Ils alarment le public en publiant les chiffres du déficit de la nation, imputé de façon polémique à la Cour et à la reine. Faute d'accord avec ces élites qui entendent restaurer le pouvoir aristocratique contre une monarchie qui a renforcé le pouvoir des administrations, la solution ultime est le recours aux États généraux.

Or, la monarchie française apparaît alors aux yeux du reste de l'Europe sous les traits d'un régime "despotique", archaïque, figé dans un "absolutisme" que les Grands du royaume ont largement contribué à créer. Les soubresauts qui ont affecté la vie politique depuis 1770 ont renforcé cette impression d'un blocage généralisé, de l'incapacité à adapter le système politique à l'évolution sociale. La France apparaît traversée par des contradictions. L'engagement dans la guerre d'Indépendance américaine accentue le déficit des finances, ne rapporte rien au royaume et ne restaure pas le prestige perdu en Europe. Aux Pays-Bas, la

France est incapable de s'opposer aux Anglais et aux Prussiens qui écrasent la révolution en 1786 et rétablissent le stathouder.

Comment la Révolution française, apparemment réussie en 1789, achevée même pour de nombreux observateurs, a-t-elle été relancée, surprenant tout le monde ?

La stabilisation dangereuse

Entre 1790 et 1792, stabilisation et radicalisation de la Révolution vont de pair. Les logiques propres aux institutions mises en place entraînent tous les acteurs dans des conflits imprévus et cumulatifs, jusqu'à créer une situation finalement instable.

Les enjeux de l'intervention des femmes en politique

L'exemple de ces difficultés peut être donné par la place accordée aux femmes. La Révolution n'arrive pas à trouver un juste équilibre entre la reconnaissance de leur participation et le contrôle de leurs initiatives. Après avoir refusé plusieurs fois de laisser partir des manifestations à Versailles, les autorités parisiennes suivent, tant bien que mal, les femmes qui s'engagent le 5 octobre 1789 dans une démarche de revendications économiques et politiques. Le tour violent pris dans la nuit par la manifestation et le retour à Paris avec la famille royale, escortée notamment par des femmes armées et des manifestants portant des têtes de gardes du corps sur des piques, provoquent par la suite un refus des interventions féminines. Les demandes ultérieures de reconnaissance d'un quelconque rôle politique sont rejetées, et craintes. Les femmes les plus militantes sont logiquement conduites à adopter des positions

de plus en plus marquées et à rallier les factions extrêmes.

Les conflits nés de la question religieuse

Un processus de radicalisation analogue se retrouve à l'œuvre dans le domaine religieux. La Constitution civile du clergé est l'aboutissement de préconisations qui semblent marquées au coin du bon sens. La mise à la disposition de la nation des biens de l'Église et la reconfiguration de l'ordre du clergé, selon des principes qui semblent convenir à la majorité de la population et des clercs, relèvent de l'esprit du temps. La suppression des vœux monastiques perpétuels est également bien acceptée par une grande partie de l'opinion, défavorable aux ordres masculins. Le courant de réforme est ancien. La monarchie avait commencé à supprimer des ordres religieux, surtout masculins, qui ne drainaient plus de vocations. Dans les pays voisins, les souverains se sont engagés dans la restructuration des Églises nationales, comme dans la reconnaissance des dissidents religieux (surtout les protestants dans les pays catholiques). C'est donc un processus général à l'Europe, lancé depuis une vingtaine d'années, qui est à l'œuvre. Certes, ce mouvement de sécularisation et de rationalisation est critiqué, notamment par la papauté, mais il s'impose à beaucoup. Nombre de curés en France souhaitent une redistribution équitable des ressources, pour revenir à une austérité originelle et pour leur assurer des revenus fondés sur des biens propres liés aux cures. Reste que la mise en place de la Constitution civile du clergé provoque beaucoup de résistances.

D'abord, parce que ces mesures laissent penser qu'il peut s'agir d'une revanche des protestants sur le catholicisme. Ensuite, parce que les décisions outrepassent les revendications de la plupart des clercs, même parmi les patriotes, comme Sieyès ou Grégoire. Enfin et surtout, parce que l'échafaudage juridique et administratif construit à partir de ces décisions a des répercussions mal contrôlées. La négociation avec le pape est menée dans une concurrence malsaine entre les divers envoyés français qui parlent, officiellement, au nom de la nation ou, officieusement, au nom du roi ; la condamnation papale, prévisible, n'est pas anticipée. Les lois sur le serment sont appliquées dans chaque département selon des modalités décidées par les administrateurs locaux : les uns sont conciliants, les autres radicaux. Les réactions cléricales et populaires sont transcrites *ipso facto* dans un manichéisme qui les transforme en plébiscite politique.

Le retour de la famille royale à Paris le 6 octobre 1789.
Gravure anglaise anonyme



La partition politique imposée

Le dualisme classant les Français en “patriotes” et “aristocrates” s’impose alors peu à peu à tout le pays ; de l’Assemblée, où la gauche et la droite commencent à se différencier, aux campagnes, par le port de cocardes et des habits bleus des gardes nationaux. La révolution des administrations est prise dans ce mécanisme. La création des départements, qui ne relève pas d’un esprit abstrait autant qu’on l’a dénoncé, entraîne des rivalités locales qui deviennent des enjeux politiques. La création des pyramides administratives et judiciaires passe par des élections rapidement politisées. Les ruptures antérieures rejouent donc à ces occasions, à commencer par l’opposition protestants/catholiques qui connaît son apogée dans les affrontements de Nîmes et de Montauban dès 1790. Les répercussions, dans les régions de fortes tensions, comme la vallée du Rhône, l’Ouest, les Antilles, sont logiquement violentes, toutes ces novations étant prétexte et occasion à la renaissance des vengeances et des règlements de compte. Il suffit qu’un groupe prenne le parti de la Révolution pour que le voisin s’affirme dans ce qui devient la Contre-Révolution.

Enfin, l’invention de nouveaux principes politiques crée des conflits inédits. En mai 1790, l’Assemblée proclame la paix au monde et s’engage à ne mener ni guerre de conquêtes ni diplomatie secrète. L’initiative se fonde sur la volonté de conserver un équilibre entre le roi et l’Assemblée, mais provoque des conséquences en chaîne. La France est considérée comme la “terre de la liberté”, pouvant accueillir tous ceux qui partagent son utopie, ce qui bouleverse l’importance accordée aux frontières héritées de l’histoire. Les “sujets” peuvent réclamer le droit à devenir “citoyens” en se déliant de l’obéissance aux princes qui les gouvernent. Les États voisins craignent d’autant plus la contamination révolutionnaire que la guerre civile éclate dans l’enclave papale d’Avignon au nom même de la liberté offerte par la France aux peuples qui veulent s’affranchir de leurs tyrans. Avignon se déchire en effet entre des populations qui s’affichent “patriotes” et réclament l’intégration dans la France révolutionnaire, et d’autres qui restent attachées au maintien des liens avec le pape et se retrouvent classées comme “aristocrates”. Les rivalités locales sont ainsi colorées politiquement, ce qui donne une portée politique plus large à ces événements. Avignon devient l’exemple de l’application des principes révolutionnaires en Europe. La Révolution devient l’occasion de prises de partis qui s’apparentent à des croisades. Les ambiguïtés sont grandes cependant dans l’esprit même des

révolutionnaires, puisqu’il s’agit malgré tout d’affirmer la suprématie des idées de la Révolution française sur toute autre revendication de liberté. Ainsi la Corse cesse d’être une île conquise pour appartenir à “l’empire” français, ce qui ne satisfait qu’en partie les Corses, car ils entendent que la France reconnaisse leur autonomie dans l’organisation d’assemblées communautaires anciennes, défendues tout au long du XVIII^e siècle.

La rupture de Varennes

L’équilibre instable, illustré par la fête de la Fédération en 1790, est rompu quand le roi essaie de rejoindre les armées du marquis de Bouillé à Metz et est arrêté à Varennes, le 21 juin 1791. L’épisode, bien connu, est de peu d’intérêt en soi. Il révèle cependant la fragilité des fictions sur lesquelles toute la France a fonctionné depuis octobre 1789, et permis l’installation forcée de la famille royale aux Tuileries. Le volontarisme des groupes dirigeants de l’Assemblée, feignant de croire que le roi avait été enlevé, apparaît singulièrement décalé. Sans doute ne pouvaient-ils pas désavouer le roi, mais ils ne tiennent pas compte de la mobilisation extraordinaire et du désarroi des Français à l’annonce de la fuite du roi. L’opinion accuse le couple royal de trahison et manifeste, pour une partie, en faveur de la République. La manifestation du 17 juillet 1791, au Champ-de-Mars, qui réclame la déchéance du roi, est dispersée brutalement par les autorités parisiennes. Cette réaction traduit le peu de maîtrise qu’elles ont de leurs propres forces et leur incompréhension de la culture politique populaire qui s’affirme.

L’intervention des sans-culottes

Ces deux années, 1790 et 1791, ont en effet vu naître des mouvements populaires autonomes. La Contre-Révolution populaire se cherche. La Révolution des sans-culottes a fait ses premiers pas. Le club des Cordeliers, qui a d’abord regroupé pêle-mêle des sensibilités très disparates mais acquises à des inventions politiques inédites, s’est fait le porte-parole des exclus de la politique “officielle” : citoyens passifs, pauvres et femmes. La minorité des Jacobins, avec Robespierre, a compris qu’il fallait tenir compte de la détermination populaire après la fusillade du Champ-de-Mars, ce qui est à mettre au compte de l’intelligence politique de ce groupe qui va incarner l’espoir révolutionnaire. À l’inverse, les hommes de l’Assemblée au pouvoir à ce moment-là, Barnave, Lameth, La Fayette, n’ont pas compris que tous leurs soutiens s’effondraient, à gauche comme à droite.

Les surenchères

La guerre, accélérateur de la Révolution

La guerre va devenir le moteur le plus efficace de la Révolution. Elle radicalise les positions et soude la nation. Les relations déjà difficiles avec les pays voisins ont été aggravées par la présence de troupes "d'émigrés" qui menacent la Révolution. Le mot "émigré" désigne les Français qui ont fui depuis 1789, parce qu'ils refusent le cours nouveau de la politique. Après Varennes, des milliers de nobles, notamment des officiers de l'armée, sont partis, faisant craindre leur retour offensif puisqu'ils ont le soutien de quelques souverains étrangers et qu'ils n'hésitent pas à faire des proclamations martiales contre les révolutionnaires. Paradoxalement, les propagateurs de l'idée d'une France "terre de la liberté", se retrouvent à l'initiative de la guerre, puisque leurs adversaires sont devenus des traîtres dangereux pour l'idée même de la Révolution. Le 20 avril 1792, la déclaration de guerre au roi de Prusse et au roi d'Autriche (qui devient empereur quelques jours après) prend donc la suite logique des affrontements à l'intérieur du pays. Tous les partis se sont aussi engagés dans cette guerre en espérant éliminer leurs opposants ; seules quelques individualités, dont Robespierre et Marat, en redoutent les conséquences, craignant notamment qu'un général s'empare du pouvoir.

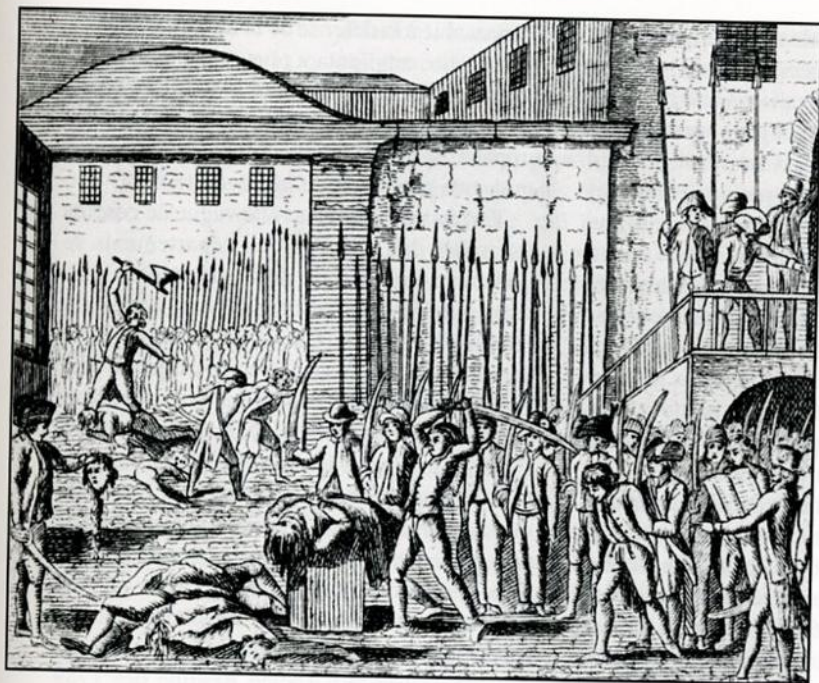
Rien ne se passe comme prévu car les défaites militaires initiales, attendues par beaucoup, provoquent une mobilisation populaire dans les rangs de la Révolution, et dans ceux de la Contre-Révolution. L'élan patriotique se traduit par des dons, des manifestations et par l'enrôlement de nombreux volontaires dans les armées, ce qui crée des conflits avec les troupes royales, surtout avec les officiers, fréquemment soupçonnés de trahison. L'entrée des troupes étrangères et des émigrés dans l'est du pays, accompagnée parfois par le ralliement de populations à ce qui peut apparaître comme le retour de l'Ancien Régime, suscite la colère et surtout la peur, devant les menaces proférées à l'encontre des révolutionnaires et de Paris. La panique et la détermination qui s'emparent des classes urbaines parisiennes notamment, dépassent le roi et la Cour, accusés de double jeu, mais aussi l'Assemblée. Les Jacobins, que ce soit dans leur aile "girondine" ou "montagnarde" – division qui commence à s'affirmer en 1792 – prennent la tête de la résistance nationale, mais sont en concurrence avec les mouvements sans-culottes.

Les "journées" populaires et la violence politique

Les journées révolutionnaires de 1792 sont particulièrement violentes. Dans une montée continue des affrontements, les foules parisiennes et leurs porte-parole au sein des sections et de la Commune de Paris s'opposent d'abord à l'inertie royale et à l'attentisme de l'Assemblée (20 juin), opèrent ensuite un coup d'État que les députés acceptent en décrétant la suspension du roi (10 août), et, enfin, accomplissent des massacres (3-6 septembre) qui témoignent de l'ampleur de la panique et de la haine face aux menaces de la Contre-Révolution. Les hommes de l'Assemblée ont suivi, plus qu'agi. La journée du 10 août est exemplaire puisque le conflit entre l'Assemblée et le roi au sujet des mesures à prendre pour la défense du pays semble insoluble. Chaque camp se prépare à un affrontement militaire, mais, à Paris, la préparation de l'insurrection échappe aux députés qui acceptent la décision des armes. En septembre, la menace directe provoquée par l'avancée des troupes ennemies et la peur des mesures de répression annoncées par les émigrés déclenchent une réaction violente à l'encontre des prisonniers détenus à Orléans et surtout à Paris. Mouvement archaïque, au sens où il renvoie aux pratiques des guerres de religion par exemple, mais aussi mouvement voulant exprimer une justice populaire qui estime nécessaire de se substituer à une justice d'État incapable, les exécutions sont pratiquées par des groupes de sans-culottes laissés libres de leurs actes par des députés dépassés par les événements.

Les tueries du 10 août sont mises sur le compte de la riposte contre les troupes fidèles au roi. Celles de septembre créent un malaise qui ne disparaîtra jamais. La sidération qui suit interdit aux sans-culottes, qui tiennent pourtant la Commune de Paris, de prendre le pouvoir ; la majorité des députés n'ose pas condamner, mais cherche ensuite à éviter le retour à de pareilles extrémités.

Les nouvelles venues de Saint-Domingue limitent les possibilités d'action des révolutionnaires, car la grande île est aussi la proie d'atrocités, aux explications quasiment impossibles. La situation y est dramatique ; les esclaves se sont révoltés après que l'insurrection des métis ait été réprimée avec une grande brutalité et que les colons se soient divisés entre eux. Une partie des grands propriétaires a utilisé la liberté révolutionnaire pour contrôler les nouvelles institutions. Face à ces luttes, qui sont connues avec beaucoup de décalage en France, les députés hésitent et redoutent d'aggraver les tensions. On comprend que l'annonce des tueries, des



Les massacres de septembre 1792 dans les prisons parisiennes. Gravure d'époque sur cuivre

incendies et des dévastations les aient rendus prudents, au sens où il fallait d'abord consolider l'existence de la Révolution coûte que coûte. A l'inverse, on peut admettre que les étrangers basculent le plus souvent dans le refus de la Révolution française, dont la violence semble prendre des proportions incontrôlables.

La "deuxième révolution"

La victoire de Valmy, le 20 septembre 1792, qui annonce une suite de victoires, consacre pourtant cette nouvelle alliance tacite entre forces populaires, craintes autant que courtisées, et mouvements politiques animés par des hommes d'assemblée. Une imagerie, créée aussitôt, fait de ce succès l'œuvre des volontaires, ce qui permet d'exalter la figure du peuple en minorant les exactions de septembre. La guerre ne peut se mener qu'avec l'énergie populaire, mais les concessions à faire clivent les Jacobins. Les Girondins refusent de plus en plus clairement les demandes de contrôle des prix, les initiatives féministes, les interventions armées et politiques des sans-culottes. Les Montagnards apparaissent comme l'incarnation de l'unité nationale radicale. Le procès du roi, dans l'hiver 1792-1793, est l'illustration de ce reclassement des groupes politiques. Les Girondins brouillent définitivement leur image et semblent prêts à des reniements, puisqu'ils donnent l'impression d'hésiter à punir le roi, face à des Montagnards recourant à des principes clairs et efficaces.

L'aggravation de la menace aux frontières, avec l'entrée de l'Angleterre dans la guerre,

et surtout les soulèvements ruraux contre l'obligation d'envoyer 300 000 hommes supplémentaires dans les armées, font entrer la Révolution dans une nouvelle phase. La radicalité montagnarde donne du sens à ces événements en systématisant les ruptures entre partisans et opposants à la Révolution.

La lecture politique des menaces du printemps 1793

Alors que la répression de nombreux affrontements avait été laissée à l'appréciation des autorités locales, parfois impitoyables, les insurrections de mars 1793 sont l'occasion d'adopter une législation dure qui renoue avec des pratiques d'Ancien Régime instituant un jugement et une exécution immédiate, et incitent à une lecture globale des oppositions. Au sud de la Loire, une zone d'affrontements aux contours imprécis reçoit le nom de "guerre de Vendée" et devient d'un seul coup le symbole de la Contre-Révolution intérieure. Dans le même temps, des accusations sont portées contre les "modérés", soupçonnés d'avoir favorisé ces résistances par leur faiblesse coupable. La mobilisation populaire ne produit pourtant pas les effets positifs escomptés, exacerbant même la guerre quand une politique plus mesurée aurait pu la terminer ; l'alliance des Jacobins de gouvernement et des sans-culottes s'accompagne d'une méfiance réciproque. Dans l'immédiat, au printemps 1793, c'est pourtant cette alliance qui permet de conduire la guerre.

La montée vers les extrêmes et la diversité des clivages

Ces épisodes contribuent à changer la figure politique du pays. Les sensibilités contre-révolutionnaires se sont manifestées librement jusqu'en août 1792 ; elles sont entrées ensuite dans une opposition souterraine, par exemple autour du breton La Rouerie. Ceci a favorisé des explosions de violence sporadiques en août 1792, avant les résistances plus importantes de mars 1793 en réaction à la levée des 300 000 hommes. Cette situation va se prolonger jusqu'en 1804, au moins. Les patriotes modérés gardent le pouvoir dans les administrations départementales, et font le gros dos devant l'arrivée au pouvoir des Jacobins, Girondins puis Montagnards à Paris, comme devant la montée irrésistible des courants populaires, qui s'affirment dans de nombreuses villes. La décantation des mouvements révolutionnaires se poursuit et les clivages s'approfondissent. Les sans-culottes deviennent une force autonome, avec des meneurs nationaux et des

militants locaux qui réclament l'exercice de droits politiques. Les personnalités, comme Danton, qui avaient pu canaliser à leur profit les revendications collectives se retrouvent isolées entre hommes d'État (ceux qui sont d'abord attachés à la représentation nationale dans les assemblées) et hommes d'appareil (ceux qui sont plus sensibles aux attentes, même contradictoires, des groupes sociaux peu représentés dans les assemblées) ; elles ne réussissent à se maintenir que par leur habileté à proposer des mots d'ordre acceptables par les deux groupes. Les rivalités personnelles sont grandes dans tous les camps. Marat, par exemple, jouit d'un prestige important, mais demeure solitaire dans son écriture journalistique, tandis que certains s'affichent à la tête de courants populaires : Hébert, Roux, Varlet ou Leclerc. Ce dernier est proche des femmes "révolutionnaires", comme Lacombe ou Léon, qui sont en train de chasser de la scène parisienne leurs rivales plus "modérées", comme Keralio-Robert, Méricourt ou Gouges.

L'été 1793 s'ouvre sur de multiples guerres, à tous les niveaux, dans tous les espaces, sans que nul ne puisse en prévoir les issues.

L'élimination de l'ennemi

A partir de 1793, la guerre civile et aux frontières change radicalement les mentalités et le paysage politique. La logique d'exclusion de l'ennemi a été héritée des pratiques de la monarchie contre les protestants ou les jansénistes ; elle est présente d'emblée dans l'opposition entre "patriotes" et "aristocrates" et a été avivée dans la dénonciation des "émigrés" après 1791 et l'épisode de Varennes. Or, la mobilisation militaire, qui touche tout le pays après 1793, rompt avec les usages qui concernaient jusque-là des effectifs humains limités. Elle unifie définitivement toutes les luttes locales. Celles-ci sont dorénavant classées selon la grille nationale qui oppose Révolution à Contre-Révolution, donnant la primauté aux groupes parisiens qui se disputent la prééminence politique.

Coup d'État sans-culotte et réaction "girondine"

L'élimination, le 2 juin 1793, d'une partie des Girondins par la Convention, passée sous la direction des Montagnards, est un bon exemple de cette situation nouvelle. Les sans-culottes imposent cette mesure aux parlementaires au terme d'un conflit direct avec les députés de la Gironde qui voulaient juger leurs meneurs. Si la Convention demeure le lieu de la légitimité, les sans-culottes possèdent la force armée in-

dispensable à la défense de la nation. L'appel à la radicalité est d'autant plus grand que les menaces sont réelles. Dans l'été 1793, tout l'Ouest échappe au contrôle, Marat est assassiné chez lui par Charlotte Corday, l'Europe entière est en guerre pour détruire la Révolution.

En réponse, une nouvelle vague de conflits apparaît : des villes et des départements se soulèvent contre cette prise du pouvoir indirecte par les sans-culottes. Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux, Caen, ou, à un moindre degré, Nantes, refusent le coup d'État de juin et entrent dans une dissidence qui va parfois jusqu'à la révolte armée. Dans tous les cas, il s'agit de maintenir les acquis de la Révolution, sans démembrer le pays ou récuser l'autorité de la Convention. Certains insurgés souhaitent que celle-ci puisse siéger hors de Paris, à Bourges, au centre de la France, pour ne plus subir la pression parisienne. Beaucoup, comme les Marseillais ou les Bretons, estiment que leur opposition à l'Ancien Régime dès 1789 leur a donné une légitimité politique, et que les "anarchistes" parisiens (les sans-culottes et Marat) ne respectent ni leur antériorité ni leurs convictions.

L'invention du "fédéralisme"

Ce mouvement, sans unité ni cohésion, qui ne veut pas donner prise à la Contre-Révolution, s'effondre de lui-même, sauf à Lyon, Marseille et Toulon, où des éléments contre-révolutionnaires se joignent peu à peu aux révoltés "girondins", modifiant le sens de la lutte. Une dénomination inventée à Paris, le "crime de fédéralisme", est employée pour qualifier ce sursaut. Elle sert à justifier les mesures répressives prises depuis la capitale par les Montagnards et les sans-culottes au nom du salut public. Paris apparaît ainsi comme la citadelle révolutionnaire combattant contre la coalition des ennemis intérieurs et extérieurs.

Il faut pourtant se méfier de cette image bien connue. Il n'y a pas eu de front contre-révolutionnaire unique ni de ralliement des Girondins au royalisme. Corday agit seule, dans une orientation morale plus que politique. C'est en suivant des convictions personnelles qu'elle décide de se sacrifier en tuant un "monstre". Ses sympathies politiques sont certes proches de celles des Girondins caennais, mais sa décision doit davantage à une éducation religieuse et à l'imitation des exemples antiques qu'à une orientation clairement idéologique. Les discordances priment aussi entre Montagnards et sans-culottes, puisque leurs émissaires dans les provinces (envoyés du ministère de la Guerre ou représentants en

mission), comme les généraux, liés à l'un ou l'autre camp, s'affrontent dans des rivalités qui affaiblissent les armées. Cela explique notamment les victoires vendéennes jusqu'en octobre 1793, et provoque des surenchères dans la répression des opposants. Un langage radical s'installe, qui interdit toute compromission, exige des punitions exemplaires et justifie toutes les violences. Ceci explique les exécutions de Lyon, sous la conduite de Fouché et de Collot d'Herbois.

Les alliances politiques pour la défense de la Révolution

Il n'y a pourtant aucun système politique derrière ces violences ; les conventionnels utilisent et encadrent les revendications violentes des sans-culottes plus qu'ils ne s'y rallient. En septembre 1793, ils acceptent la création d'une armée révolutionnaire, sous le commandement de sans-culottes, tout en évitant de mettre "la terreur à l'ordre du jour" de l'Assemblée. Contrairement à ce qui est dit, l'Assemblée n'accepte jamais de faire entrer le pays dans un régime de "terreur", considéré comme l'apanage des rois. Pour autant, elle ne condamne pas ouvertement la politique violente menée par des groupes de sans-culottes, notamment dans les armées. L'ambiguïté de cette position est dangereuse. Dans les zones les plus marquées par les oppositions, la violence est laissée à l'initiative des individus qui se saisissent d'une autorité politique ou militaire. C'est particulièrement vrai en Vendée où la répression fait des milliers de morts. Certaines personnalités, comme la reine Marie-Antoinette, les chefs girondins emprisonnés, des femmes (Gouges, Mme Roland) sont envoyées à la guillotine pour répondre aux demandes de vengeance des sans-culottes. Liée à cette sensibilité très radicale, une campagne de déchristianisation est entreprise dans certaines villes.

Le contrôle des initiatives populaires

Dans le même temps, les femmes révolutionnaires sont exclues définitivement de la scène politique, et les meneurs les plus attachés aux utopies communautaires et égalitaires comme Roux ou Leclerc (dernier défenseur des revendications des femmes révolutionnaires) sont emprisonnés, laissant le champ libre aux proches d'Hébert. Les luttes intestines font rage. A partir de septembre 1793, les conventionnels reprennent progressivement le pouvoir, en renforçant la centralité gouvernementale autour de la Convention et des comités de gouvernement (comité de Salut public, comité de Sûreté gé-

nérale...). La proclamation du "gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix" relève de cette logique qui marginalise peu à peu les institutions rivales et les soumet au contrôle de l'Assemblée.

L'année 1793 reste cependant marquée par la faiblesse de l'État devant les multiples menaces et l'obligation de l'alliance avec la seule force armée capable de protéger la Révolution, celle des sans-culottes. Le déchaînement des violences qui s'est produit dans de nombreuses régions, dont l'Ouest, est lié à ces surenchères.

"La Terreur"

Le rôle central du comité de Salut public

Pendant l'hiver 1793, l'effort de guerre contient les ennemis à l'intérieur comme à l'extérieur, avant de permettre des victoires décisives au cours de l'été 1794. Cet effort est lancé par le comité de Salut public qui s'impose par rapport à toutes les autres institutions, en envoyant à l'échafaud les meneurs sans-culottes, puis ses rivaux, groupés autour de Danton, qualifiés d'Indulgents. Pour la première fois depuis 1789, un organisme va impulser et conduire la marche de la Révolution dans l'ensemble du pays : les autorités départementales perdent leur autonomie et sont dépendantes des "représentants en mission" ; les généraux sont étroitement contrôlés par Carnot et Saint-Just ; les comités de surveillance et les sociétés populaires passent, après mars 1793, sous la houlette des Montagnards et ne peuvent plus incarner le peuple souverain ; enfin, les tentations de réglementation économique sont abandonnées au printemps 1794.

La réorganisation du pays est considérable. Le contrôle des prix et des salaires, jamais correctement réalisé, est aboli, remplacé par un libéralisme économique tempéré par le refus des "accapareurs" et une redistribution de biens aux révolutionnaires pauvres. Mais les lois dites "de Ventôse", qui organisent cette redistribution, ne seront pas vraiment appliquées. L'armée retrouve une organisation rigoureuse, faisant oublier les levées populaires et les mots d'ordre politiques. Elle entame une politique de conquête territoriale au profit de la nation française. Les sciences et les arts sont mis au service de l'État, qui crée des concours et des écoles pour former des élites. La déchristianisation et les fêtes en l'honneur de la déesse Raison sont abandonnées au profit du culte de l'Être suprême prôné par Robespierre, qui fait aussi reconnaître l'immortalité de l'âme par la Convention.

La centralisation de la répression

Dans cette situation qui demeure malgré tout fragile – la guerre continue, mobilisant une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes et les victoires intérieures et extérieures n'ont pas écrasé les adversaires –, la Convention et les comités de gouvernement incarnent l'identité nationale. Ce moment est vraiment fondateur de l'image de la Révolution, défendue par les soldats de l'an II, commandée depuis Paris, responsable aussi de la Terreur. Si la violence politique continue en Vendée, avant d'être enfin endiguée en avril 1794, elle est de plus en plus centralisée à Paris, même si des tribunaux extraordinaires alimentent la guillotine dans le Nord ou dans la vallée du Rhône.

La novation vient de Robespierre, imposant en juin 1794 les lois dites "de Prairial". Ces lois réorganisent la justice révolutionnaire en donnant toute son importance au Tribunal révolutionnaire de Paris, chargé de poursuivre les contre-révolutionnaires de tout le pays. Elles renforcent la centralisation politique dans les mains du comité de Salut public mais apparaissent aussi comme une menace pour nombre de conventionnels qui craignent d'en être les prochaines victimes. Elles sont accompagnées, dans le projet initial, par la création de commissions qui doivent établir la responsabilité des accusés en ne faisant comparaître devant le tribunal que des individus contre-révolutionnaires avérés. Cette précaution, définissant des "ennemis du peuple", était censée adoucir la brutalité de la loi, le verdict du tribunal ne pouvant qu'hésiter entre la liberté ou la mort. Les lois de Prairial n'ont pas été appliquées dans l'esprit qui avait présidé à leur naissance. Les commissions n'ont jamais été créées et

Un comité révolutionnaire sous la Terreur, gravure anonyme d'après Fragonard fils ; ce type de gravure, réalisé après Thermidor, vers 1798, fige l'image du sans-culotte, accusateur, alcoolique, violent.



le Tribunal révolutionnaire (dans lequel Fouquier-Tinville, accusateur public, joue un rôle essentiel) adopte manifestement une stratégie qui vise à déstabiliser Robespierre.

La chute de Robespierre-roi et l'invention de la "Terreur"

Des fournées de prisonniers sont constituées et envoyées à la guillotine pour des raisons qui semblent plus liées à des règlements de compte entre groupes révolutionnaires qu'à l'application d'une politique de répression systématique. Une "conspiration" se noue au sein de l'Assemblée, qui cherche à montrer que Robespierre est un dictateur, un "tyran", qu'il rêve de devenir roi, en épousant la fille de Louis XVI encore en prison, et "messie" d'une nouvelle religion professée par une vieille prophétesse, Catherine Théot. Vadier, membre influent du comité de Sûreté générale, rival du comité de Salut public, fait envoyer cette dernière en prison et ridiculise Robespierre à cette occasion. Là encore, ces rumeurs peuvent faire sourire, elles ont pourtant joué un rôle important – et bien connu. En exploitant habilement le mécontentement des sans-culottes devant la tournure prise par les événements et en insistant sur le fait que la rigueur révolutionnaire des lois de Prairial paraît inutile face aux victoires militaires, un groupe de conventionnels, dont Barère, Carnot, Vadier et Fouché, met en place une manœuvre qui débouche sur l'accusation de tyrannie portée contre Robespierre.

Celui-ci est déclaré hors-la-loi le 8 thermidor, jugé le 9, exécuté le 10 avec ses amis proches, mais aussi avec tous ceux qui pouvaient se rattacher à lui, soit plus de cent personnes. L'opération est perçue comme la sortie de "la Terreur". Le mot apparaît à ce moment seulement pour qualifier ce qui vient de se passer, alors qu'il n'a pas été utilisé auparavant. Robespierre, en février 1794, l'avait incidemment employé pour mettre en garde l'Assemblée contre les risques que faisaient courir les Hébertistes en réclamant des mesures radicales.

Centralisation et stabilisation de la Révolution

La période qui s'écoule entre le printemps et l'automne 1794 peut être considérée comme l'apogée de la Révolution : les principes qui s'expriment à ce moment sont certainement les plus cohérents et la Convention est définitivement la seule source de légitimité et de légalité. Le groupe des hommes au pouvoir (Montagnards ou membres du "marais", ce centre décrié mais pourtant bien républicain) est

homogène, au-delà des querelles individuelles qui vont se révéler essentielles ensuite. Les opposants de "gauche" (Hébert) ou de "droite" (Danton, qu'il faudrait voir plutôt comme un "populiste") ont été éliminés. Une République représentative, nationale, centralisée, d'un libéralisme contrôlé, est l'objectif de tous les conventionnels, groupe qui constitue l'ébauche d'une "classe politique" professionnelle. Au même moment, l'armée se professionnalise également et le système éducatif est rebâti sur des principes d'efficacité.

La tentative de stabiliser la Révolution a donc été réelle et pensée. Elle a échoué pour plusieurs raisons. Parce que l'homme qui a incarné ce tournant, Robespierre, amené à jouer ce rôle par tout son parcours – c'est un politique intransigeant mais aussi un tacticien habile évoluant entre les factions pour répondre aux demandes populaires sans leur être trop soumis –, a paru s'engager dans une révolution morale et religieuse, ou spirituelle, qui ne convenait plus aux républicains de gouvernement pragmatiques, libéraux, juristes avant tout, comme Merlin de Douai, Carnot, qui refusent de confier l'autorité du pays à un seul homme. A cela s'ajoutent les rivalités politiques et personnelles qui jouent selon des clivages complexes, et les manœuvres de quelques-uns, Tallien ou Fouché, qui craignent simplement pour leur tête et veulent faire retomber sur Robespierre la responsabilité d'actes de violence qu'ils ont pourtant commis. La dénonciation de "la Terreur" qui en résulte, est avant tout une machination savamment orchestrée pour disqualifier un individu et rallier les clubs jacobins à la Convention. Il est nécessaire de le rappeler pour éviter d'en être dupe.

La signification de Thermidor

Thermidor est de ce point de vue une date qui trouve son sens dans la création d'une rupture plus mythique que réelle puisque la première étape de la stabilisation de la Révolution a été réussie en mars-avril 1794. Thermidor a ajouté à cela la dimension fantasmagique nécessaire pour que les mentalités adoptent ce virage. D'une certaine façon, le mécanisme qui avait eu lieu au moment du 14 juillet 1789, c'est-à-dire la reconnaissance par l'événement brutal d'une situation déjà existante, joue à nouveau en 1794. Il ne convient donc pas de nier l'importance de Thermidor, mais de bien l'apprécier.

La stabilisation imposée

Entre l'automne 1794 et 1797, le pays traverse une succession de crises, complexes voire

contradictoires, mais toutes marquées par la volonté de trouver un nouvel équilibre, hors des tentations de l'extrême gauche ou de la Contre-Révolution aristocratique. Les assises politiques du régime demeurent cependant fragiles, dépendant étroitement des coalitions de circonstance qui sont nouées, ce qui explique la suite de coups d'État qui scandent la période. Les années suivantes, l'appareil politique est plus fermement constitué autour des républicains, même si leurs propres divisions les conduisent à la faillite et à l'acceptation d'un régime autoritaire : le Consulat.

La dénonciation du jacobinisme et la réaction

Dans l'immédiat après-Thermidor, la Convention se retrouve face à toutes les forces qu'elle a libérées, alors que les structures révolutionnaires ont disparu, ou sont en train de disparaître. Les clubs des Jacobins sont désavoués et fermés, les sociétés populaires et comités de surveillance sont dénoncés, certains de leurs membres poursuivis devant des tribunaux et parfois exécutés. Les journaux se déchaînent contre les atrocités commises en 1793 et 1794, se saisissant notamment des violences perpétrées en Vendée et à Nantes. Le représentant en mission Carrier, qui, en février 1794, avait été rappelé à Paris suite à la désapprobation de ses méthodes par Robespierre, est jeté en pâture à l'opinion, jugé par ses pairs, envoyé à la guillotine en décembre 1794.

Ses responsabilités, directes et surtout indirectes, dans les massacres accomplis à Nantes, exécutions, noyades, sont indéniables. Plusieurs milliers de personnes ont été ainsi mises à mort, hommes, femmes et enfants. Carrier a laissé des groupes d'hommes exercer leur toute-puissance pendant plusieurs mois. En même temps, il a indiscutablement organisé la résistance à la Contre-Révolution et assuré le ravitaillement de la ville assiégée. Il est isolé dans la Convention : il s'est opposé à Robespierre sans appartenir au mouvement qui a réussi Thermidor et devient dès lors le bouc émissaire parfait. Les descriptions horribles des exactions nantaises font oublier les actes de Fouché à Lyon, par exemple. Le jugement de Carrier permet de créer les conditions d'un nouvel équilibre politique.

Dans un premier temps, la tolérance prédomine. Les prisons s'ouvrent, les Girondins survivants sont réintégrés dans la vie politique et à la Convention. La paix est recherchée avec les Vendéens et les chouans. Cependant, cette évolution s'accompagne de la montée en force de la réaction hostile aux sans-culottes et aux

Jacobins. Ce qui va être dénommée "la Terreur blanche", la chasse souvent mortelle à l'encontre des "buveurs de sang", se met en place dans les grandes villes et dans la vallée du Rhône. Des milliers de révolutionnaires sont traqués, beaucoup assassinés, par des bandes de jeunes gens, les "muscadins", avec l'assentiment des autorités locales. La Contre-Révolution urbaine, qui se manifeste par le refus ostentatoire des rigueurs vestimentaires des années précédentes, triomphe et contribue à faire renaître les tensions sociales et politiques, alors que le libéralisme économique, combiné à un hiver très rigoureux, provoque une recrudescence de la misère.

La réduction des opposants

Sur fond de désorganisation sociale, tandis que les campagnes sont parcourues de bandes d'errants et de pillards, le pays entre à nouveau dans des convulsions politiques, mais le pouvoir ne va pas hésiter, cette fois, à user de la répression policière et militaire. Dès le printemps 1795, les mouvements populaires parisiens, qui regrettent 1793 sans être pour autant nostalgiques de Robespierre, assiègent et investissent la Convention lors d'une émeute. Le coup de force demeure sans suite. Les députés déploient en retour un arsenal de lois qui interdit les rassemblements et réprime violemment les meneurs.

Par ailleurs, les conventionnels, craignant une poussée royaliste aux élections, assurent leur contrôle sur les deux assemblées (conseil des Cinq-Cents, conseil des Anciens) du nouveau régime, le Directoire, en décrétant que les deux tiers des élus seront obligatoirement choisis parmi les conventionnels sortants. En octobre 1795, ils brisent, avec l'aide de l'armée, un rassemblement de royalistes, mécontents d'avoir été les dupes de cet arrangement électoral. Un an plus tard, les Directeurs, et notamment Carnot, réussissent à marginaliser les tentatives insurrectionnelles d'un courant issu du jacobinisme populaire, autour de Babeuf. Ils recourent également à des manipulations policières pour décimer les militants d'extrême gauche, qui sont emprisonnés et, pour quelques-uns, guillotins.

Enfin, en août 1797, alors que le centre de l'Assemblée, allié aux royalistes modérés, a obtenu un succès aux élections et peut prétendre diriger le pays, les républicains, appuyés sur la partie légaliste de l'armée, opèrent une révolution de palais, chassent les élus royalistes, emprisonnent quelques généraux et des ministres qui sont proches d'eux, et cassent les élections.

Une institution inédite, mais des menaces réelles

A cette date, le régime a définitivement vaincu ses opposants au sein des institutions. Une classe politique désormais attachée à la République, libérale, nationaliste, expansionniste, méfiante envers les mouvements de gauche et farouchement hostile aux royalistes, perçus comme des revanchards catholiques et politiques, s'est installée aux différents niveaux du pouvoir. Le pays n'est pas pour autant pacifié, des régions entières échappent à tout contrôle. A commencer par l'Ouest dont les campagnes sont toujours agitées par des bandes et des armées chouannes et qui connaissent des épisodes guerriers parfois dramatiques. Ainsi, en juin 1795, une expédition anglaise débarque des émigrés en baie de Quiberon ; l'échec royaliste est total, et coûte plusieurs milliers de morts.

Aux frontières, les Français obtiennent des victoires, envahissent la Belgique et les Pays-Bas, soumettent peu à peu l'Italie, imposent enfin des traités de paix à l'Espagne, à la Prusse et à l'Autriche. Ces succès sont déterminants : ils permettent l'exploitation financière et économique des pays conquis, organisés en "Républiques-sœurs" dépendantes de la "grande nation" qu'est devenue la France. La guerre a perdu sa radicalité idéologique pour acquérir la dimension nationaliste, qui sera la sienne pendant le siècle suivant. L'économie repart sur de nouvelles bases, une partie des paysans se ralliant définitivement à un régime qui leur a permis d'obtenir des terres, confisquées au clergé ou aux émigrés.

Le nouveau régime

Ordre politique, violence policière et militaire

Les résultats paradoxaux de ces mutations forment le socle des deux années qui suivent. Politiquement, la Contre-Révolution continue d'être dangereuse. Les réseaux d'espions et d'agitateurs sont actifs dans tout le pays, mobilisant les mécontents, infiltrant les autorités locales, voire nationales. Les chouans sont toujours nombreux, et presque invulnérables dans certains fiefs du Morbihan ou de la Normandie. Les bandes de pillards et de jeunes gens réfractaires au service militaire, institué en 1798, sont la plaie de nombreuses campagnes. En 1799, surtout, un mouvement combiné entre les résistants de l'intérieur, les émigrés et les troupes étrangères, anglaises, russes, autrichiennes, lance une offensive dans certaines ré-



Janvier 1798 : les cinq directeurs.
De gauche à droite : Merlin de
Douai, La Reveillère-Lépeaux,
Barras, François de Neufchâteau
et Rewbell.
Eau-forte coloriée

gions (l'Ouest, le Toulousain), et sur toutes les frontières, de la Hollande à l'Italie en passant par la Suisse. Mais l'absence de coordination, le manque de soutien populaire, les hésitations du clergé, condamnent cette opération à l'échec. Reste que les milliers de morts qui en résultent et l'évacuation des armées françaises de toute l'Italie font craindre aux Français le retour de la monarchie absolue et surtout celui d'une aristocratie qui souhaite récupérer ses privilèges et ses terres. La République apparaît dorénavant comme le moyen de conserver des avantages acquis.

Les effets positifs de la stabilisation se font en effet sentir. L'économie intérieure est désormais rétablie dans de nombreuses régions. La dette de l'État n'est pas honorée, mais une nouvelle monnaie, le Franc, est créée sur la faillite des monnaies antérieures. Les entrepreneurs peuvent s'enrichir, et aussi, à de moindres niveaux, des paysans, des employés et des commis. L'assise sociale du régime est clairement établie, d'autant que les conquêtes militaires financent le pays et autorisent de brillantes carrières aux plus aventureux, et aux plus chanceux.

La révolution des élites

Les institutions sont devenues efficaces, en n'hésitant pas à recourir à la force de l'armée et de la police. Les opposants et les réfractaires sont poursuivis, traqués, parfois exécutés dans le sud-est de la France, hors toute règle juridique. Les contre-révolutionnaires font les frais à plusieurs reprises de cette politique violente qui échappe au débat public. Le système éducatif est rétabli au profit des classes moyennes urbaines, donnant la possibilité aux élites locales de s'investir dans l'administration du pays. Les querelles politiques demeurent vives, mais les militants souhaitent éviter toute

insurrection populaire et prônent tous le respect d'un régime représentatif – annonçant les débats du XIX^e siècle. L'Église constitutionnelle a perdu tout crédit, les cultes révolutionnaires sont peu suivis, l'Église catholique reconquiert des territoires, mais les luttes religieuses demeurent de courte durée, même si elles sont parfois violentes.

Les expériences institutionnelles dans les Républiques-sœurs, notamment en Italie et en Suisse (unifiée sous le nom de République helvétique), contribuent à la réflexion sur le système politique français. Car celui-ci demeure malgré tout instable du fait des équilibres compliqués entre un exécutif apparemment fort, entre les mains de cinq Directeurs, mais fragilisé par le renouvellement chaque année de l'un d'entre eux, et un législatif bicaméral composé par les chambres des Cinq-Cents et des Anciens, aux prérogatives limitées et mal définies. Le pays est constamment soumis à des alliances entre républicains conservateurs, plus radicaux, voire proches des anciens Jacobins, ou carrément modérés au point de négocier avec les royalistes.

La crise de 1799 et l'appel au "sabre"

La situation est compliquée par le poids de l'armée. Celle-ci est devenue, depuis 1797, le pivot du pays. Elle assure la cohésion idéologique autour de la "grande nation", elle procure des ressources et des débouchés, elle garantit la place de la France au sein des nations étrangères, obligées désormais de composer avec une république. Ses chefs sont conscients de leur rôle national. Rivaux, les Hoche, Joubert, Moreau, Bonaparte, poursuivent des carrières à la fois militaires et politiques.

Bonaparte, bien conseillé par un ministre habile, Talleyrand, s'impose peu à peu, profitant aussi parfois de la disparition de ses rivaux. Il obtient une popularité croissante par ses conquêtes, notamment en Italie, puis en Égypte. Il s'introduit dans les milieux scientifiques et politiques et finit, en 1799, par apparaître comme incarnant la solution à toutes les difficultés qui assaillent le pays. L'offensive contre-révolutionnaire, le repli des armées, l'agitation des néo-jacobins, les incertitudes sociales et religieuses, la nécessité de rebâtir les institutions poussent les élites au pouvoir à faire appel à un "sabre" capable de poursuivre une politique, cynique et violente, et d'assurer l'apparente continuité avec la France née de la révolution de 1789. L'opération est menée, sans brio particulier, les 18 et 19 brumaire (9 et 10 novembre) 1799.

Le Directoire est remplacé par un nouveau régime, le Consulat, qui va se chercher plusieurs mois, mais dont le principe central est l'instauration d'un exécutif fort, confié à un homme, Bonaparte, qui unit la réalité de tous les pouvoirs en ses mains. L'opinion est d'abord sensible à la stabilité annoncée, puisque la paix religieuse, la fermeté politique envers les extrêmes, les nouvelles victoires à l'extérieur, rassurent tous ceux qui, dans un large centre, attendent avant tout la paix intérieure après dix ans de troubles et de violences.

Quand finit la Révolution ?

La révolution de 1789 est ainsi abandonnée, celle de 1793 est profondément rejetée, et le pays accepte un régime autoritaire, qui succombera

ultérieurement à ses propres dérives. Pourtant, le Consulat prétend que la Révolution entre au port ; il maintient le calendrier révolutionnaire et s'inscrit dans la continuité des principes de 1789. Plus tard, l'Empire ne désavoue pas l'héritage révolutionnaire et le mobilise pendant les Cent-Jours. Reste que les nouvelles institutions, les nouvelles problématiques, tournent le dos à ce qui avait été imaginé auparavant, sauf en ce qui concerne l'affirmation de l'État unifiant la nation, idée autour de laquelle les élites qui ont traversé ces dix ans vont se rallier. C'est bien cette nouvelle définition de l'espace politique qui, finalement, s'identifie au legs révolutionnaire pour la majorité des Français, tandis que des minorités s'engagent dans des luttes militantes à gauche comme à droite d'un échiquier politique dorénavant fixé pour plus de deux siècles.

Bibliographie

Atlas de la Révolution française, Serge Bonin et Claude Langlois (dir.), 11 vol., Paris : École des hautes études en sciences sociales, 1987-2000.

Dictionnaire historique et critique de la Révolution française, François Furet et Mona Ozouf (dir.), Paris : Flammarion, 1988.

Albert Soboul, Jean-René Suratteau (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris : PUF, 1989.

Olivier Bétourné et Aglaia Hartig, *Penser l'histoire de la Révolution*, Paris : La Découverte, 1989.

Jean-Clément Martin, *La Révolution française*, Paris : Belin, 2004.

Jean-Clément Martin, *Violence et Révolution*, Paris : Le Seuil, 2006.

Bernard Plongeron (dir.), *Histoire du christianisme*, tome X, "Les défis de la modernité, 1750-1840", Paris : Desclée, 1995.

Michel Vovelle, *La découverte de la politique*, Paris : La Découverte, 1992.

18-19	Philosophie, sensibilités et Révolution L'expression des sentiments : Julie ou la Nouvelle Héloïse
20-21	Les origines sociales de la Révolution Les "ordres", des cadres sociaux inappropriés
22-23	Les origines religieuses de la Révolution Guérison miraculeuse d'un convulsionnaire de Saint-Médard
24-25	Les images contrastées du roi Portrait officiel du roi Louis XVI
26-27	Les images critiquées de la reine Un portrait qui fit scandale : la reine "en chemise"
28-29	La question religieuse La Constitution civile du clergé, les réactions du pape Pie VI
30-31	Journées révolutionnaires 14 juillet 1789, 20 juin 1792, 1^{er} prairial an III (20 mai 1795)
32-33	La Contre-Révolution L'abbé Barruel, Edmund Burke, les insurgés de "Vendée"
34-35	L'invention du discours politique Discours de Mirabeau et de Robespierre
36-37	La réorganisation du pays Des découpages d'Ancien Régime à la départementalisation
38-39	Femmes et Révolution 5 octobre 1789 : les femmes de Paris marchent sur Versailles
40-41	La Vendée "patriote" Les massacres de Machecoul vus au XIX^e siècle
42-43	Esclavage et Révolution : le cas de Saint-Domingue Jean-Baptiste Belley, un député noir à la Convention
44-45	Sciences, techniques et Révolution Un ballon militaire à la bataille de Fleurus, 26 juin 1794
46-47	Les cadres nouveaux de l'administration Un mariage républicain devant le maire
48-49	L'école et la Révolution Lepeletier de Saint-Fargeau, Robespierre, un instituteur
50-51	La violence et la terreur Discours de Barère ; témoignages de Nantais contre Carrier
52-53	Les Jacobins Robespierre, incarnation du "Jacobin"
54-55	Les sans-culottes Bourgeois et familles sans-culottes au siège de Lille
56-57	La Révolution et l'étranger Franklin, Voltaire et Rousseau aux Champs-Élysées
58-59	Les Républiques-sœurs L'expansion territoriale de la Révolution (carte)
60-61	Un bilan humain de la Révolution ? "Tableau d'une partie des crimes commis pendant la Révolution ..."
62-63	Échos de la Révolution David : de l'aventure héroïque à la réconciliation

Les documents principaux de ce dossier sont également reproduits en transparent : voir p. 64

Philosophie, sensibilités et Révolution

“C’EST la faute à Voltaire ! C’est la faute à Rousseau !” Cette formule célèbre rend les Lumières responsables de la Révolution – et de la violence. Les véritables cultes qui sont rendus aux deux philosophes dans les premières années de la Révolution ont sans nul doute participé à la critique et à la transformation des institutions sociales, religieuses et politiques, le premier incarnant les revendications de justice et d’exercice de la raison, le second l’idéal d’une république vertueuse plutôt égalitaire.

Même la reine Marie-Antoinette est allée en pèlerinage sur la tombe de Rousseau. A quoi tient cette immense popularité ? A son traité éducatif, *L’Émile*, bien sûr, mais surtout au roman *La Nouvelle Héloïse*, dans lequel il fait une large place aux sentiments individuels, au goût de la nature et de la simplicité. L’expression des sentiments amoureux n’est pas seulement un thème romanesque. La gravure montre certes Julie, l’héroïne, une jeune noble, et son précepteur, Saint-Preux, un roturier, échanger le premier baiser sous les ombrages, profitant de la complicité d’une cousine. Mais ce que les lecteurs perçoivent va au-delà : l’intérêt porté aux manifestations de l’amour sincère rompt avec le libertinage des classes nobiliaires et les conventions sociales, tandis que le cadre naturel suggère la simplicité des mœurs qui règne hors des grandes villes. Il ne faut pas s’étonner que l’allaitement maternel revienne alors à la mode. Une leçon sociale et politique est donnée ici, d’autant que le destin tragique de Julie tient dans cette confrontation entre l’authenticité individuelle et le poids des contraintes collectives. Si la vertu, l’innocence et le sentiment sont mis à l’ordre du jour

pendant la Révolution, les Français étaient préparés à ce langage qui avait touché leur sensibilité !

Il ne faudrait pas, cependant, aller trop vite en besogne et faire de Rousseau l’instituteur de la Révolution. Ses textes portent des leçons complexes. Ils défendent autant les raisons du cœur que la nécessité d’une volonté générale rationnelle, si bien que les futurs révolutionnaires, autant que leurs opposants, pourront y trouver leur inspiration. Reste que les réformateurs ne se sont pas tous engagés dans la Révolution et que les révolutionnaires n’ont pas suivi aveuglément les philosophes. Les enseignements de Montesquieu et de Rousseau ont été adaptés aux circonstances.

Les Lumières deviennent “noires” quand l’invention frôle le charlatanisme. Mesmer, un médecin allemand, réunit la bonne société autour de baquets traversés par l’électricité. Ces séances, suscitées par l’engouement autour des fluides, sont plus mondaines que scientifiques. Mais comme il s’agit aussi de récuser les traditions, Mesmer reçoit dans sa lutte contre l’Académie des sciences le soutien de jeunes gens contestataires destinés à de brillantes trajectoires, comme Brissot et le peintre David ! Il est vrai que le nombre important des novations (l’électricité et l’aérostation, par exemple) provoque un bouillonnement culturel qui perturbe les jugements et touche toute la société par osmose à partir des groupes urbains lettrés.

Les opposants aux Lumières ne s’y trompent pas. Ils sont nombreux et actifs, dans les rangs de l’Église, bien entendu, mais également dans le monde juridique, à condamner les projets de réforme, l’introduction du divorce par exemple. Ces anti-Lu-

L’expression des sentiments : une scène de *Julie* ou *La Nouvelle Héloïse*

“Le premier baiser de l’amour”, illustration de Nicolas André Monsiau (1754-1837), dans Jean-Jacques Rousseau, *Julie ou La Nouvelle Héloïse*, lettre XIV, vers 1775. Première édition en 1761.

Disponible sur transparent

mières constituent un groupe déterminé et influent, qui se retrouve dans les rangs de la Contre-Révolution par la suite. Sous le Directoire, les partisans des Lumières, regroupés sous l’appellation dépréciative “d’Idéologues”, jouent un rôle limité dans un pays qui identifie la “Terreur” avec la raison, et dont le régime se tourne vers la poésie et la religion pour rebâtir la société.

Il est vain de chercher dans la Révolution un héritage immédiat des Lumières, qui se sont trouvées souvent en porte-à-faux avec le cours des événements ; il est plus judicieux de voir que la remise en cause des certitudes, à commencer par celles relevant des sentiments, a accoutumé les esprits à l’attente de réformes et à la possibilité de changements jugés favorables.

Séance de magnétisme : le baquet* de Mesmer



*Baquet : caisse de bois de chêne emplie d'eau et de limaille de fer ; du couvercle percé sortent des branches de fer sur lesquelles les malades appliquent les points dont ils souffrent.



Les origines sociales de la Révolution

La Révolution française a été le plus souvent comprise comme le résultat des luttes et mécontentements sociaux accumulés depuis des décennies. Le peuple n'était-il pas, selon une formule célèbre, "ce pauvre Job sur son fumier" ? Il ne convient pas de négliger les injustices et les tensions dans une société très inégalitaire, mais de les nuancer.

Ainsi ces deux gravures figent les stratifications sociales, leur donnent des sens politiques durables et témoignent de la nouveauté des années 1780 ; la vie politique n'est plus réservée aux élites, les revendications sociales sont en train de jouer leur rôle. Le Tiers est devenu ce vieux paysan, faisant oublier les divisions internes de l'ordre, et insistant sur l'unicité d'une nation nourricière – rurale et sans commerçants. Le noble est frivole. Il porte des vêtements démodés mais luxueux. Rubans et plumes renvoient à une dénonciation ordinaire de la féminisation des nobles. Distinction obtenue à la Cour, la croix rappelle l'importance des hiérarchies, mais l'épée, rougie de sang, est-elle le signe de la valeur militaire ou plus simplement de la pratique du duel qui identifie toujours l'honneur nobiliaire ? Le clerc est sans doute en habit plus strict, mais il est gras, allusion, là encore, aux critiques communes envers une partie du clergé, notamment les moines, accusés de vivre largement au détriment de la population. Le papier qui sort de sa poche énumère les possibilités d'ascension sociale pour le haut-clergé, presque entièrement nobiliaire à cette date, cumulant pensions et bénéfices. Le paysan reste alors seul à payer les nombreux impôts et taxes qui bénéficient à la monarchie (taille ou gabelle sur le sel, dixième) ou aux

propriétaires seigneuriaux (corvée), tandis que lapins et perdrix, qu'il ne peut chasser, dévorent ses récoltes. La charge est simple mais efficace : elle synthétise les grandes revendications qui affectent la société. En fait, de nombreux nobles sont déjà acquis à l'égalité fiscale mais tiennent à leur identité en tant qu'ordre. Les "privileges" sont devenus impopulaires et, avec eux, l'affichage de trop grandes disparités sociales.

La représentation féminine joue sur un autre registre. Les femmes sont jeunes, légèrement érotisées, annonçant l'usage que la période fera des corps sexués. La femme noble illustre les excès dans laquelle la mode féminine est tombée : la coiffure est extravagante ; la robe, large, évoque ces paniers qui avaient fait fureur dans les années précédentes. La religieuse est en prière, mais il est significatif que ce ne soit pas une sœur soignante ou enseignante (les plus nombreuses et les moins critiquées) qui soit ici figurée.

Ces images, très répandues, ne sont pas les reflets d'une réalité ou même d'une réflexion polémique. Elles expriment des idées élémentaires qui parcourent l'opinion. Leurs échos ont beaucoup joué cependant. C'est dans les cahiers de doléances, rédigés avant la tenue des États généraux, que s'exprime la complexité de la société française, dans les campagnes ou dans les villes.

Les famines n'existent plus à la fin du XVIII^e siècle, et si les hausses de prix des denrées alimentaires aggravent les conditions de vie des populations les plus pauvres, elles sont parfois favorables à certains producteurs. La gamme des "paysans" est grande, du manouvrier qui loue ses bras, au "fermier" qui est un véritable entrepreneur, en passant par les

Les "ordres", des cadres sociaux inappropriés

"A faut espérer q'eu jeu la finira ben tot", ou "La paysannerie porte le clergé et la noblesse sur son dos et en sus les impôts".
Estampes en couleurs anonymes, vers 1789.
Paris : musée Carnavalet et Bibliothèque nationale de France
Disponible sur transparent

"bordiers" à la tête d'une exploitation familiale. Dans les grandes villes, les couches moyennes et populaires sont divisées entre ceux qui sont déjà engagés dans une vie urbaine "moderne", lettrés, négociants, employés, voire domestiques de grande maison, et les autres, artisans, salariés, attachés aux formes traditionnelles de la vie des quartiers.

Cette hétérogénéité n'a pas fait disparaître les catégories anciennes des "ordres", elle en aggrave les rivalités. La dignité des personnes demeure fondée en effet sur leur appartenance au clergé, à la noblesse ou au "tiers état", soit le reste de la population, même si le mot désigne surtout les classes aisées non nobles, les pauvres n'ayant pas vraiment de reconnaissance politique et institutionnelle. La distribution de la richesse n'obéissant pas à ces distinctions, la noblesse pauvre supporte mal sa situation et les négociants non nobles sont irrités par le mépris qu'ils peuvent rencontrer ! Lors de la préparation des États généraux, ces cadres sociaux, inappropriés, ont pourtant été revendiqués par une partie des nobles de l'ouest et du sud-est de la France, refusant les modifications introduites par l'argent et donc hostiles à la présence des anoblis récents dans leur ordre. Les grippages qui se produisaient dans "l'ascenseur social" sont devenus tangibles et insupportables pour les exclus. Ce qui était occasion de tensions devient donc prétexte à des conflits politiques.



Les cahiers de doléances, témoins de la complexité de la société française, 1789

Dans les campagnes...

Le roi est supplié de vouloir bien faire défense à tous les propriétaires de louer plusieurs fermes au même fermier, parce qu'il en résulte plusieurs abus. [...] Ces gros laboureurs tenant tant de fermes, même des paroisses entières, ont tous les pâturages des paroisses, et même les communaux, et les défrichent... et les pauvres en payent les droits aux seigneurs, qui leur ont fait défense de les défricher ni d'y mettre leurs bestiaux et surtout leurs moutons.

Ces gros laboureurs tenant tant de fermes [...] deviennent donc les maîtres du prix des denrées et du sort du public, et ne vendent leurs blés qu'après les avoir gardés plusieurs années, et même l'enharrent s'ils le peuvent, ce qui met le pain à 4 sols la livre. Ce grand prix est la cause de la destruction de tout commerce parce que, après avoir acheté du pain, l'on ne peut pas acheter d'autre marchandise. Même d'aucuns pauvres ne peuvent pas avoir moitié de leur subsistance, d'autres point du tout, et donc meurent de faim, et pour faire fleurir l'état de laboureur... Faut donc, Sire, mourir de faim tandis qu'on entasse les blés dans les greniers !

Letteguives, baillage de Rouen

En ville...

L'indigence à laquelle est réduite l'ouvrier ne provient que de la dureté du marchand bonnetier. [...] Les ouvriers bonnetiers, dans le plus cruel ennui, voyant la méchanceté des marchands qui leur diminuait le prix de leurs ouvrages et certains qu'ils ont augmenté leurs marchandises à leurs clients, que le prix des laines a baissé en toutes qualités de 5 à 6 sols, que ce n'est qu'une pure friponnerie pour augmenter leur vile fortune, ne sachant à quoi s'en tenir dans leur misère et être méprisés des marchands avec paroles forcénées et injurieuses, bravant les grâces de Dieu, voyant l'approche de l'hiver, voulant faire ramper le pauvre mercenaire sous leur joug impétueux, ont relâché leurs ouvrages pour contraindre le pauvre à une plus prompte infortune en le faisant travailler à un bas prix...

Ville d'Orléans, ouvriers bonnetiers

Les origines religieuses de la Révolution

La France du XVIII^e siècle baigne dans un univers profondément religieux. La vie quotidienne est rythmée par le son des cloches, par les cérémonies mais aussi les interdits qui réglementent mariages et naissances. La nation est unie au roi par un lien mystique, qui fait de lui le "lieutenant de Dieu" sur terre, après son sacre à Reims, capable de soigner les "écrouelles" par imposition des mains. Au nom de l'unité entre le peuple et son roi, les opposants religieux ont été chassés et exclus. Les protestants n'ont pas de reconnaissance légale avant 1787, leurs communautés vivent dans le souvenir des guerres qui ont duré jusqu'au début du siècle et dans la rivalité avec les catholiques au pouvoir. Les juifs sont tolérés dans certaines régions et soumis parfois à des pogromes.

La religion catholique est elle-même divisée. Depuis la fin du XVII^e siècle, le jansénisme, cette forme austère du catholicisme, critique envers l'autorité du pape et du roi, attachée à des dévotions personnelles intenses, a fait des adeptes parmi les clercs et les fidèles. Le pape a condamné les thèses jansénistes et Louis XIV fait appliquer fermement ses décisions par le clergé et la police. Les sacrements sont refusés aux mourants qui n'ont pas abjuré leurs croyances, les plus militants sont jetés en prison. La "querelle des sacrements" devient l'expression d'une révolte politico-religieuse larvée qui affecte les classes populaires.

Dans les années 1730, des guérisons "miraculeuses" sont constatées dans le cimetière parisien de l'église Saint-Médard, sur la tombe de François de Pâris, diacre janséniste dévoué aux pauvres du quartier. Des femmes, quelques hommes sont pris de "convulsions". Jean Restout, peintre rouennais marqué par la spiritualité

janséniste, a laissé quelques esquisses de ces "miraculés". Il décrit ici le cas de Pierre Gautier de Pézenas, dont l'œil gauche était presque couvert par deux excroissances depuis l'enfance et qui se crève accidentellement l'œil droit avec une alène. Après une visite au cimetière de Saint-Médard, il recouvre miraculeusement la vue et exprime sa gratitude, les mains jointes et les yeux levés au ciel.

L'affaire prend de l'ampleur lorsque la police ferme le cimetière en janvier 1732 et pourchasse les participants, soutenus par le Parlement de Paris. Après 1735, les convulsionnaires, désavoués par les parlementaires, survivent mais se marginalisent.

L'indépendance doctrinale des jansénistes a ainsi été relayée par des pratiques mêlant dévotions collectives, attentes miraculeuses et critique de la société. Des fidèles, issus des classes moyennes et populaires, s'affranchissent des hiérarchies, au nom même de leur fidélité à l'Église et à la nation. Ce passage du religieux au politique rend pensable l'attentat contre le roi, en l'occurrence le coup de canif de Damiens contre Louis XV en 1757.

Le tableau de la France religieuse est ainsi marqué par des ruptures dans les sensibilités. Au sommet de l'État, les Parlements, terrain de prédilection du courant janséniste et gallican, luttent contre la centralité administrative et contre le pape, dont les jésuites sont censés être des émissaires. Ceux-ci sont chassés du royaume en 1764. Pour autant les relations avec les Lumières ne sont pas toujours bonnes, une partie du clergé et des parlementaires s'opposent aux philosophes.

Les campagnes sont affectées les unes par les rivalités entre protestantisme et catholicisme, dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, les autres par le maintien de la religiosité traditionnelle, allant

Guérison miraculeuse d'un convulsionnaire de Saint-Médard

Jean Restout (1692-1768), *Convulsionnaires et miraculés de Saint-Médard : le cas de Pierre Gautier de Pézenas*, dessins à la plume. Magny-les-Hameaux : musée des Granges de Port-Royal

Disponible sur transparent

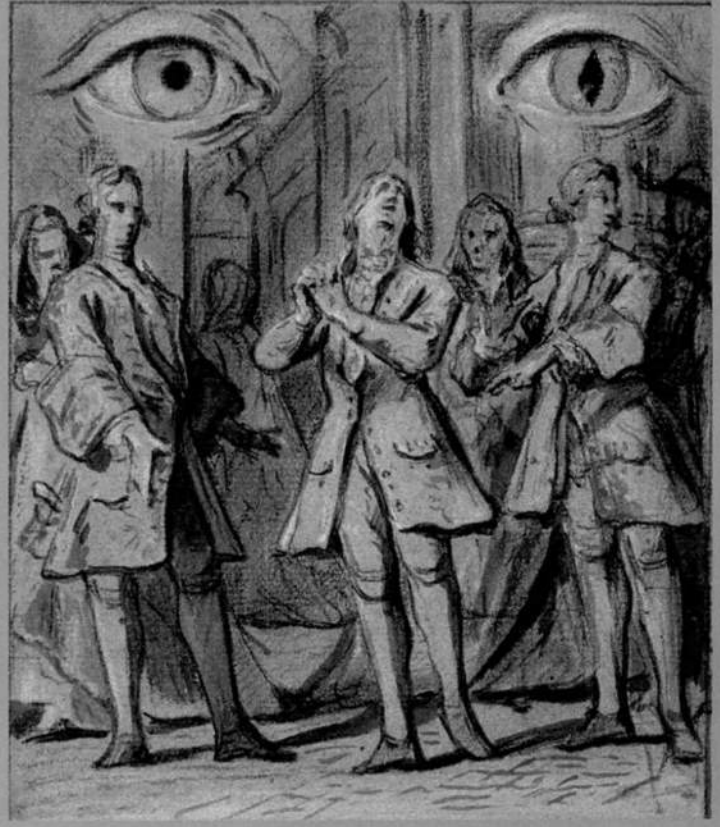
jusqu'à s'opposer aux tendances jansénisantes du clergé paroissial ! Dans l'Est et le bassin parisien, des groupes montrent un certain détachement envers les préceptes religieux. Partout le clergé régulier est critiqué quand les communautés sont contemplatives, tandis que les sœurs hospitalières ou enseignantes restent appréciées.

A la fin du XVIII^e siècle, des ordres religieux, comme celui fondé par Grignon de Montfort, organisent des "missions" pour ranimer la foi catholique dans les campagnes de l'Ouest. Ils prêchent énergiquement contre les progrès de l'impiété et du jansénisme ; ils érigent des calvaires. Ces missions seront rendues en partie responsables de l'attachement des ruraux au catholicisme. Elles ont joué leur rôle dans l'enracinement de dévotions au Sacré-Cœur et dans l'essor du culte marial. Elles montrent aussi les rivalités qui existaient alors au sein du clergé entre courants jansénisants et dévots. Le paysage religieux est loin d'être unifié, comme ces comptes rendus de missions le laissent entendre. Le peuple "républicain" de Saint-Lumine de Coutais renvoie ainsi à des habitudes de pensées que l'on qualifierait aujourd'hui de "communautaristes". La paroisse est résolument engagée dans la contre-révolution catholique après 1791-1792 et compte parmi les victimes des guerres de Vendée.

La Révolution intervient dans un débat complexe qui agite les consciences. Elle en change brutalement la donne en regroupant dans la défense de l'Église catholique des groupes jusque-là disparates.



La maladie



La guérison

Missions en province, 1777

"Cette mission fondée était nécessaire dans une paroisse également pauvre, et spirituellement et temporellement ; heureusement, elle avait deux excellents prêtres qui s'efforçaient d'en faire le bien. Le peuple d'ailleurs assez docile et assidu. Il n'y eut point de croix de mission, à cause de la pauvreté du lieu."

Sion-les-Mines, diocèse de Nantes

2 février - 2 mars 1777

"Cette mission à la providence, par les soins du digne prier, chanoine régulier et par le zèle de l'excellent vicaire, fut très fervente. Le peuple, spirituel, porté au bien, assidu aux exercices. La croix et le calvaire sont beaux."

La Tessoualle, diocèse de La Rochelle (Maine-et-Loire aujourd'hui, canton de Cholet est)

9 mars - 8 avril 1777

"Cette mission à la providence, fut fervente. Le peuple, bon, cependant républicain. Un droit royal qu'on appelle "Cheval Merlet" et qui se perpétue tous les ans, produit des abus tous les ans, parce qu'on ne peut l'empêcher ; il y eut un petit trouble pour le plantement de la croix".

Saint-Lumine de Coutais, diocèse de Nantes (Loire-Atlantique, canton de Saint-Philbert de Granlieu)

13 avril - 14 mai 1777

P.-F. Hacquet, L. Perouas, "Mémoire des missions des Montfortains dans l'Ouest (1740-1779). Contribution à la sociologie religieuse historique" dans Cahiers de la revue du Bas-Poitou et des provinces de l'Ouest, Fontenay-le-Comte, 1964.

Les images contrastées du roi

COMMENT est-on passé en vingt ans du jeune roi porteur des espoirs du royaume au "roi cochon" conduit à l'abattoir, en passant par le "roi père du peuple" ?

Les images du roi dépendent étroitement de leur statut ; les portraits officiels expriment la personnalité hors de l'humanité ordinaire du souverain, intermédiaire entre le Ciel et la Terre, incarnation de la Nation, doté d'un corps symbolique immortel au-delà de l'enveloppe charnelle. Le tableau de Duplessis accumule les symboles illustrant la majesté royale. Devant un pilier monumental, le roi en habit du sacre, portant le manteau orné de fleurs de lys et d'hermine, le collier et la croix de l'ordre du Saint-Esprit, est appuyé sur le sceptre ; la couronne est posée derrière lui. Il incarne la continuité du pouvoir, puisque si le corps royal ici présent est bien mortel, la lignée royale est, elle, immortelle, comme en témoigne le cri poussé lors des funérailles, "Le roi est mort ! Vive le roi !".

Louis XVI a été très peu représenté de cette façon, attestant le tournant pris par le roi d'aller vers plus de simplicité tout en affirmant clairement ses convictions catholiques et politiques. Le roi "père du peuple", bonhomme et prosaïque, existe en même temps. On voit là comment ont pu naître des ambiguïtés autour de cette mutation réelle mais peu comprise par les contemporains. Par ailleurs, cette représentation, destinée à orner les palais, était, à l'évidence, ignorée des Français qui connaissaient cependant le roi grâce aux pièces de monnaie à son effigie. Il n'était pas un inconnu pour eux et le palais était ouvert assez libéralement aux solliciteurs et visiteurs. En juin 1791, des Français ordinaires purent ainsi reconnaître le roi lors de sa fuite vers la frontière de l'Est. Reste que, pour les Français, en 1789, l'image du roi

est loin d'être unique. Elle est même brouillée, hésitant entre les registres de la solennité et de la trivialité, de l'absolutisme et du paternalisme.

A partir de 1787, des caricatures, de plus en plus dépréciatives, puis carrément obscènes et injurieuses, accoutument l'opinion à voir le roi comme un "pauvre homme", impuissant, sans grâce, ivrogne bedonnant, fou, enfin animal malpropre dont la Nation doit se débarrasser. Le "roi cochon et cocu" atteste cette descente aux enfers de l'image royale. On reconnaît évidemment le profil bourbonien inséré dans cette bête chimérique qui appartient au bestiaire populaire ordinaire. Devenue courante après Varennes, cette image illustre à elle seule cette dérive qui a participé à la désacralisation de la monarchie et a permis le jugement public et l'exécution du roi.

Il y a eu une guerre des images autour de Louis XVI. L'esprit du temps y est pour beaucoup. La vie politique ne se fait plus seulement à la Cour et dans les parlements, elle est devenue une affaire publique, débattue en ville, dans les salons et les journaux. Le roi lui-même doit recourir aux écrivains et aux polémistes. L'image n'est plus seulement le symbole du pouvoir, elle est aussi un élément de propagande dans le combat pour gagner l'opinion. Les Grands et la Cour ont leur responsabilité dans la vulgarisation de l'image du roi ; ils ont lancé des campagnes critiquant sa faiblesse, son inaptitude à gouverner, en utilisant des gravures allégoriques. Les opposants à la monarchie se sont coulés dans les voies ouvertes par ces dénonciations, en radicalisant les charges. Cette radicalisation a beaucoup emprunté aux pratiques ordinaires des arts de la rue, théâtres ambulants, pamphlets et caricatures vendues à la sauvette dont l'audience n'a cessé de croître à cette époque.

Louis XVI en majesté

Joseph Siffred Duplessis (1725-1802),
Portrait officiel du roi Louis XVI
en grand manteau du sacre, 1777.
Huile sur toile, Versailles : châteaux de
Versailles et de Trianon
Disponible sur transparent

Le roi n'a pas su faire face à cette vague déferlante. Prisonnier de l'étiquette, trop attaché à sa vie de travail et de loisirs, il est resté isolé et a été rendu vulnérable par son incapacité à s'affirmer quand l'Europe l'a ridiculisé en l'accusant d'impuissance sexuelle. Du roi, grand, majestueux, à la forte ossature, véritable "père du peuple", l'opinion est facilement passée au roi glouton. Sa personnalité en est sortie affaiblie, comme l'image de la monarchie absolue.

Pourtant la royauté n'aura pas perdu toute sa puissance imaginative. L'ultime image du roi sur l'échafaud l'identifie au Christ. Louis devient la victime expiatoire de la Révolution qui est une catastrophe pour la France. Sa mort permet paradoxalement de transférer l'espoir de restauration hors de France, donnant une légitimité aux émigrés. La querelle pour l'image s'est ainsi prolongée.

Louis XVI, "roi cochon et cocu", 1791



Médaille colorisée, Vizille : musée de la Révolution française



Les images critiquées de la reine

MARIE-ANTOINETTE est depuis toujours objet d'engouements ou de détestations. Arrivée très jeune à la Cour pour épouser le dauphin, futur Louis XVI, elle divise l'opinion : les uns la trouvent jolie et piquante, les autres voient en elle une enfant peu instruite, écervelée et capricieuse. Sa légitimité est mise en doute tant qu'elle n'a pas donné un héritier au royaume. On lui reproche ensuite d'épuiser les caisses de l'État. Elle est appelée "Mme Déficit" pour avoir fait réaménager le Trianon ou acheté des toilettes et des bijoux somptueux, qui ruinent le royaume mais aussi les courtisans, contraints de copier ses extravagances costumées. Lorsqu'elle se met à porter des tenues plus simples, elle est également critiquée. En témoigne ce portrait célèbre dont on ne mesure pas assez le côté scandaleux aux yeux de ses contemporains.

Madame Vigée-Lebrun, jeune femme devenue portraitiste reconnue, peint la reine en rompant avec la tradition qui présentait les corps royaux dans des habits d'apparat. Habillée de tissus légers, simples et blancs, coiffée d'un chapeau de paille, la jeune femme, en train de botaniser, est une image de ce plaisir de vivre attribué par la légende aux années de l'Ancien Régime. Le corps, libre sous les vêtements, évolue dans la nature : Marie-Antoinette a imposé une rupture à la Cour, refusant la rigidité de l'étiquette, créant son propre univers, notamment au Petit Trianon, influençant aussi la mode féminine, qui abandonne peu à peu l'artifice des vêtements lourds, empesés, et les cosmétiques épais et dangereux pour la santé. La Cour et la société parisienne copient cette liberté qui accompagne le retour à une nature "rousseauiste" et l'allaitement maternel.

Pourtant, lors de son exposition en 1783, ce tableau provoque le scandale : les critiques vont jusqu'à dire qu'ainsi vêtue "en chemise", la reine a perdu le sens des convenances, qu'elle tourne le dos aux fabricants français de soieries pour faire venir à grand frais des tissus étrangers et qu'elle affiche une indépendance inacceptable vis-à-vis du roi. La reine impose aussi sa modiste, Rose Bertin, autre innovation jugée inacceptable par les tenants de l'ordre social traditionnel. Comme le roi au même moment, la reine brouille l'image royale.

En même temps, elle est éclaboussée par des attaques beaucoup plus graves. Dans les années 1785, elle est la risée du pays qui l'accuse de multiplier les conquêtes masculines et féminines, ceci achevant, au passage, de ridiculiser le roi. Il ne s'agit pas là d'affaires simplement scabreuses, qu'il faudrait laisser à la "petite" histoire. Ces faits sont suffisamment connus pour que des chansons circulent dans tout le pays et que la dignité royale en souffre gravement. On le voit quand le cardinal de Rohan achète un collier somptueux à des escrocs dans l'espoir, dit-on, de coucher avec la reine grâce à ce présent. Démasqué, poursuivi et jeté en prison par le roi, il est absous par ses pairs ! Les origines autrichiennes ("autrichiennes") de la reine sont stigmatisées ; on feint d'oublier que toutes les reines de France sont nées dans des cours voisines. La caricature xénophobe dénonce ainsi l'arrogance, l'extravagance et l'étrangeté ! On remarque la hauteur du col très aristocratique, la surcharge des bijoux et des diamants, et la dénomination "poule", injurieuse évidemment. Mais il s'agit là d'une attaque bien peu violente,

Un portrait qui fit scandale : la reine "en chemise"

Élisabeth-Louise Vigée-Lebrun (1755-1842),
Portrait de Marie-Antoinette en robe
de mousseline blanche, 1783.
Huile sur toile, Darmstadt : Schlossmuseum
Disponible sur transparent

l'opinion s'est habituée à pire. Très souvent la dénonciation obscène s'ajoute, permettant de comprendre comment la reine a été désacralisée longtemps avant de perdre la vie sur l'échafaud en 1793.

Pas plus que le roi, Marie-Antoinette n'a su comment réagir aux campagnes calomniatrices. Elle a accumulé malentendus et erreurs, subi méchancetés et revirements de sensibilités. Ultime retournement, sa conduite lors de son procès et sa mort sur l'échafaud lui octroieront à titre posthume, comme pour le roi, une image de martyr.

Une caricature de la reine, 1791



LA POULLE D'AUTRICHE,

Je digère les argents avec facilité, mais la constitution ne se peut avaler

Eau-forte colorisée anonyme



La question religieuse

La Déclaration des droits de l'homme adoptée le 26 août 1789 institue ce qui était attendu depuis au moins une décennie : l'égalité de tous devant la loi et les impôts, la division des pouvoirs, la reconnaissance de la propriété comme base de l'organisation politique, ainsi que la liberté des cultes. L'article 10 inscrit la liberté religieuse en la fixant dans le "for intérieur", récusant ainsi l'idée d'une religion officielle, comme c'était jusque-là le cas du catholicisme. Cette mutation profonde correspond, au moins à ce moment-là, à l'attente de la grande majorité des habitants du pays, y compris des membres du clergé, souvent gallicans et parfois jansénistes. Quant aux lois qui suppriment les vœux monastiques, elles sont bien accueillies pour celles qui concernent les moines, régulièrement décriés, moins bien pour les religieuses enseignantes et hospitalières, dont une grande partie va continuer à exercer ses tâches sous un habit civil. On notera que sur les images qui se diffusent alors, la destinée attendue des moines et des religieuses est le mariage, à la fois parce que cela vise les dénonciations courantes contre leur sexualité supposée déviante ou perverse, et aussi parce qu'ils entreront ainsi dans le monde productif qui ne supporte pas les célibataires, nuisibles et parasites. La suite logique de cette orientation conduit l'Assemblée à mettre les biens de l'Église à la disposition de la nation, ce qui choque une partie du clergé qui aurait voulu garder l'indépendance procurée par de petites propriétés. Dès mars 1790, le pape Pie VI s'élève contre ces mesures qu'il juge sacrilèges, et pose la question de la rupture entre Rome et le royaume de France.

La Constitution civile du clergé, adoptée en juillet, rattache l'Église à la nation et accentue la prise de distance avec la papauté. Elle reprend

en fait des éléments de discussions anciennes, peu novateurs. Il s'agit d'affirmer la vocation gallicane de l'Église, de la ramener dans sa pauvreté originelle et de réinstaurer la collégialité entre ses membres. L'attaque contre le pape, la mise en place d'élections, avec des électeurs qui ne sont pas forcément catholiques, la réduction du nombre des paroisses posent cependant problème ; la contestation va partir de là.

Le débat divise profondément l'Église en France et, comme en témoigne la lettre qu'il adresse au roi, le pape prend beaucoup de temps et de précaution pour afficher son refus de ces mesures. Il ne les condamnera que le 10 mars 1791. Mais en mêlant les dimensions religieuse et politique, la question du statut des clercs provoque un débat qui échappe à ses initiateurs. Le problème de leur adhésion à la Constitution civile se mue en un vé-

ritable référendum, pour reprendre l'expression de l'historien Timothy Tackett. Or les clercs se décident en fonction de leurs relations proches et de la pression des fidèles, si bien que leur choix traduit plus celui des régions françaises d'accepter ou non la rénovation révolutionnaire, que la position doctrinale d'un corps particulier devant une question purement religieuse.

A partir de 1790, les opinions sont ainsi tranchées entre partisans et opposants au cadre juridique et religieux, les uns affichant la cocarde tricolore, les autres la cocarde noire, ces derniers se faisant appeler "aristocrates" par les premiers qui se proclament "patriotes". La division du pays est ainsi réalisée en quelques mois, alors que les premières mesures avaient donné l'impression de régénérer la nation en respectant les vœux de la majorité de ses habitants.

"On me raze ce matin, je me marie ce soir", gravure anonyme, 1790



Le pape condamne les décrets "sacrilèges", 19 mars 1790

Adresse du pape Pie VI aux cardinaux réunis en consistoire, Rome, 19 mars 1790.

Louis Delhommeau, *Sources vaticanes relatives à l'histoire de la Révolution dans l'Ouest de la France*, Nantes : conseil général de Loire-Atlantique, 1989

Les décrets rendus par les États généraux de la nation française attaquent et bouleversent la religion, ils usurpent les droits du Siège apostolique, ils violent les traités conclus solennellement ; et parce que ces sortes de maux prenaient leur source dans les fausses doctrines que contenaient des écrits empoisonnés et corrupteurs circulant de main en main, ça a été pour donner un cours plus libre et plus étendu à la publicité de ces principes contagieux, pour en assurer l'impression, qu'un des premiers décrets de cette assemblée assure à chacun la liberté de penser comme il lui plaît, même en matière religieuse et de manifester sa pensée au dehors avec impunité et prononce que tout homme ne peut être lié par d'autres lois que par celles qu'il a consenties. Après quoi la religion elle-même s'est vue réduite en délibération par la question de savoir si le culte catholique doit ou ne doit pas être maintenu comme la religion dominante de l'État. Tous les non-catholiques ont été déclarés aptes à posséder toute espèce de charge municipale, civile ou militaire. De plus, il a été statué de ne plus reconnaître de vœux solennels de religion, permis à tous les membres des communautés religieuses de l'un et de l'autre sexe de sortir de leurs maisons ; les biens ecclésiastiques ont été mis à la disposition de la nation et les dîmes qui en formaient la plus grande partie supprimées. [...]

Instruits de ces nombreux malheurs, pouvons-nous les passer sous silence, sans élever notre voix apostolique contre de sacrilèges décrets qui amènent la religion sur les bords d'un abîme, qui nous laissent entrevoir l'interception et presque la rupture des rapports du Saint-Siège avec le royaume de France ?

La Constitution civile du clergé, 12 juillet 1790

Titre I. Des offices ecclésiastiques. 1. – Chaque département formera un seul diocèse et chaque diocèse aura la même étendue et les mêmes limites que le département. [...]

4. – Il est défendu à toute église ou paroisse de France, et à tout citoyen français de reconnaître en aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siège serait établi sous la dénomination d'une puissance étrangère, ni celle de ses délégués, résidant en France ou ailleurs, le tout sans préjudice de l'unité de foi et de la communion qui sera entretenue avec le chef visible de l'Église universelle, ainsi qu'il sera dit ci-après. [...]

6. – Il sera procédé incessamment, et sur l'avis de l'évêque diocésain et de l'administration des districts, à une nouvelle formation et circonscription de toutes les paroisses du royaume. [...]

Titre II. Nomination aux bénéfices. 1. – A compter du jour de la publication du présent décret, on ne connaîtra qu'une seule manière de pourvoir aux évêchés et aux cures, c'est à savoir la forme des élections. [...]

Titre III. – Du traitement des ministres. 1. – Les ministres de la religion exerçant les premières et les plus importantes fonctions de la société, et obligés de résider continuellement dans le lieu du service auquel la confiance des peuples les a appelés seront défrayés par la nation.

Lettre du pape au roi Louis XVI, 22 septembre 1790

Louis Delhommeau, *Sources vaticanes relatives à l'histoire de la Révolution dans l'Ouest de la France*, Nantes : conseil général de Loire-Atlantique, 1989

Nous gémissons du fond de notre cœur en pensant que Votre Majesté s'est trouvée contrainte, par la violence et la tyrannie des circonstances, de publier les décrets de l'Assemblée nationale auxquels elle avait déjà donné sa sanction, avant de s'en référer à nous et de nous consulter sur les moyens de pourvoir aux intérêts des consciences, d'éviter le scandale des dissensions parmi les catholiques de son royaume et de prévenir les maux déjà presque irréparables du schisme. [...] Jusque-là nous suspendons la déclaration de notre juste censure contre les décrets de Constitution civile du clergé. Notre tendresse pour vous, le penchant de notre cœur en faveur de la nation française nous invitent à ne refuser aucune voie de conciliation. [...]

Nous exhortons en outre les évêques de votre royaume à s'adresser à nous avec confiance pour nous mettre à même de correspondre à leur sollicitude pastorale et de leur communiquer tout ce que nous croirons de plus propre à les entretenir dans leur sages principes, les engageant surtout à ne se permettre rien qui puisse compromettre la paix, exciter aux mouvements ou reproches capables d'amener le schisme ou d'en être la suite. Vous aussi, de votre côté, Notre-très-cher fils en Jésus-Christ, ne manquez pas de les engager à concourir avec nous à réparer des maux encore susceptibles de remèdes. [...]

Journées révolutionnaires

Trois journées populaires de nature différente

LA Révolution est scandée par ce qu'il est convenu d'appeler des "journées" qui ont accéléré le cours des événements et leur ont donné du sens. Ces trois gravures présentent des tournants essentiels de la période.

En juillet 1789, la prise de la Bastille fait suite aux agitations qui se succèdent à Paris comme ailleurs, et qui traduisent l'affaiblissement du pouvoir devant les émeutes. Le mouvement spontané, mal contrôlé par les élites politiques, débouche sur une grande violence, illustrée par la décapitation du gouverneur de Launay. Mais, au lieu de n'être qu'une émotion parmi d'autres, le 14 juillet prend une signification politique nationale : le député Bailly devient maire de Paris par acclamations ; le roi cède devant l'émeute et se rend dans la ville tandis que son jeune frère, Artois, part en émigration. Il y a eu là coïncidence entre changement politique national et violences populaires. De ce point de vue, la prise de la Bastille représente la fin de trente ans de luttes et le début de la Révolution, cette rencontre entre les élites et le peuple urbain. Faute de réaliser cette union, toutes les tentatives depuis 1770 avaient échoué à faire changer la monarchie. La gravure hollandaise atteste l'écho rapide et durable de la prise de la Bastille en Europe. Les symboles les plus évidents sont repérables. Au pied de la forteresse sombre et menaçante, la foule (des hommes en habit et en uniforme, façon de souligner leur légitimité !), unanime et organisée, va franchir une porte grande ouverte sur la liberté !

En juin 1792, la marche des sans-culottes parisiens revêt une autre signification. Cette émeute est représentée ici dans sa complexité. Des hommes appartenant à la sans-culotterie – ils portent la cocarde – et des femmes nombreuses, armées, accompagnées d'enfants, ont décidé

seuls de manifester. Le roi a en effet opposé son veto à deux décrets pris par l'Assemblée, visant à bannir les prêtres réfractaires et à former un camp de vingt mille fédérés près de Paris. Il a en outre renvoyé trois ministres girondins. Provoquée par ces initiatives royales, cette démonstration de force, partie des faubourgs, se rend jusqu'aux Tuileries où le roi se retrouve acculé à boire à la santé de la nation. La manifestation s'est imposée aux dirigeants de la Commune, puis aux députés de l'Assemblée législative qui n'ont pu s'y opposer.

Cette journée illustre les rapports de force qui s'exercent entre toutes les composantes de la Révolution. Chaque groupe joue sa propre partition, loin d'une unanimité simpliste. C'est l'union ou la désunion sur leurs objectifs qui déterminent le degré de violence des "journées" et leur place dans le processus révolutionnaire. Cela témoigne aussi de l'autonomie politique des masses populaires révolutionnaires dans la plupart des villes et notamment à Paris, contre-révolutionnaires dans certaines campagnes. Chacun tient son rôle en profitant des luttes au sommet de l'État, alors que la guerre aggrave les rivalités. La présence des femmes est significative car si elles ont été souvent actives, leur place n'a pas toujours été acceptée ; à cette date, elles sont sans doute à l'apogée de ce qui va être leur reconnaissance dans la vie politique locale à Paris.

Trois ans plus tard, le retournement est total. Le peuple des sans-culottes parisiens a été exclu de la vie politique depuis l'hiver 1793-1794. Il n'a pas bougé le 9 thermidor, mais il se mobilise dans l'hiver 1794-1795 contre l'évolution politique de la Convention et contre la hausse des prix. Réclamant le retour à la Constitution de 1793 sans la "Terreur" ni Robespierre, le mouvement populaire se cherche ; c'est la renaissance d'une

gauche révolutionnaire qui se joue ici. Les mécontentements débouchent sur deux émeutes dont la plus importante a lieu le 1^{er} prairial an III. Les femmes ont tenu une grande place dans le déclenchement de la manifestation, elles ont occupé l'assemblée où un député, Féraud, a été mis à mort, mais elles échouent à rallier une majorité de députés à leur cause. Les jours suivants, l'émeute se prolonge en mettant les hommes plus en avant. Finalement, elle tourne court ; la répression disperse les forces sans-culottes et interdit même tout rassemblement de femmes dans les rues.

Cette journée est essentielle pour l'histoire du peuple dans la Révolution. Il s'agit là de la dernière intrusion des sans-culottes dans une assemblée représentative. Elle se traduit par un meurtre, mais aussi par la résistance du président de la Convention, Boissy d'Anglas, à la pression populaire. Ce qui avait été accepté en juillet 1789, ou en octobre 1789, toléré en juin et en août 1792, est définitivement devenu inacceptable en 1795. La gravure atteste au passage le changement de point de vue. La majesté de la salle des séances, la place des symboles politiques (drapeaux, statues) ainsi que la sérénité des tribunes, sont en opposition avec la violence des manifestants au pied du perchoir où le président va leur tenir tête et garantir la permanence institutionnelle. Le lien est rompu entre actions violentes populaires et orientations politiques des élites. L'emploi de la force, qui n'a cessé d'être l'objet d'une rivalité entre les différents groupes, est dorénavant confisqué par le pouvoir.

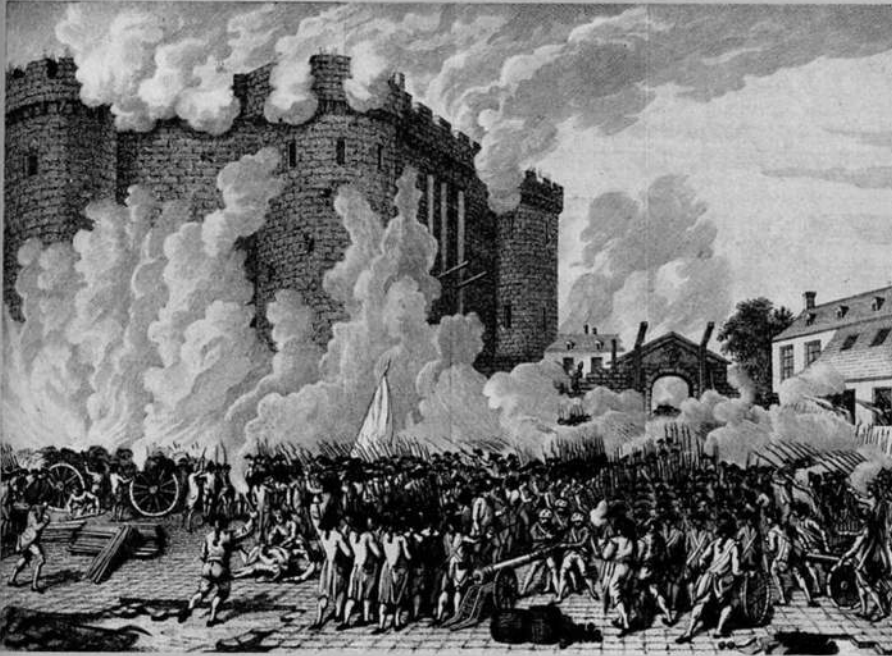
- En haut : *Bestorming der Bastille, op den 14 den van Hooimaand 1789*, gravure hollandaise tirée de *Tafereelen van de Staatsomwenteling in Frankrijk*, tome 2, vers 1795.

- En bas : eau-forte d'après Duplessi-Bertaux.

Vizille : musée de la Révolution française

- Au milieu : dessin encre noire, lavis gris.

Paris : musée du Louvre, collection Rothschild
Disponible sur transparent



La violence spontanée :
la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789

La violence imposée :
le peuple des faubourgs
allant au château des
Tuileries visiter le roi et lui
demander le retour des
ministres jacobins,
le 20 juin 1792



La violence récusée :
l'assassinat du député Féraud
dans la Convention nationale,
le 1^{er} prairial an III (20 mai 1795)

La Contre-Révolution

Le mot contre-révolution, apparu en 1790, ne doit pas faire oublier que le mouvement est né bien avant. Les anti-Lumières n'ont été ni insignifiantes ni inefficaces avant 1789. Certains de leurs membres, connus pour leur opposition à toute innovation politique ou religieuse, ont continué à lutter contre les propositions de la Révolution. L'abbé Barruel est de ceux-là. Avant 1789, il condamne d'emblée toute idée d'introduire le divorce en France pour préserver les règles de vie ; il s'oppose par la suite, au nom des libertés religieuses, à la réforme introduisant le mariage civil. Il dénonce, jusqu'à sa mort en 1820, les francs-maçons et les Jacobins qu'il voit à l'œuvre derrière les événements français. Si la Révolution a lieu, ce n'est pas en l'absence de ce courant, mais sans doute à cause de ses excès d'intransigeance précoces qui ont contribué à empêcher toutes réformes.

La croisade contre-révolutionnaire est lancée dès 1790 par un député anglais, Edmund Burke, jusque-là hostile à l'autoritarisme de la monarchie anglaise et favorable à l'indépendance américaine, mais qui voit dans la Révolution française un danger. Elle fait basculer l'Europe dans l'abandon des traditions politiques qui régissent depuis toujours les communautés, selon des hiérarchies "naturelles". Burke dénonce "l'abstraction" des principes français qui lui paraît porteuse de germes dangereux pour la civilisation et qui ne pourra entraîner que la guerre, en soulevant des peuples séduits. La Révolution française apparaît dès lors comme une rupture dans le cours de l'histoire du monde. Les propos de Burke furent souvent considérés comme prémonitoires, là où il n'y avait que l'expression d'un conservatisme culturel. Malgré le succès du livre qu'il publie en 1790, il ne réussit

à convaincre ni son roi ni les princes européens de la justesse de ses vues. Plus réalistes, ceux-ci profitent de la faiblesse française pour s'emparer de colonies outre-mer ou de territoires en Europe et soutiennent faiblement les émigrés dans leurs entreprises contre la France révolutionnaire.

Une autre dimension de l'hostilité à la Révolution s'est exprimée dans les insurrections populaires qui ont scandé toute la période. Mêlant mécontentements et refus des lois politiques ou religieuses, des groupes de ruraux ont régulièrement pris les armes dans le Sud-Est, le Sud-Ouest, l'Ouest ou l'Alsace. Les rivalités politiques font rejouer les vieilles luttes religieuses et les concurrences de légitimité rendent les conflits insolubles puisque, localement, le pouvoir central est pratiquement absent. C'est le cas à Nîmes et à Montauban où les gardes nationales, dominées par les protestants, incarnent la nation, ce que les catholiques, encore détenteurs du pouvoir municipal, récusent, créant une situation de guerre civile. Il y eut cinq morts en mai 1790 à Montauban et il fallut l'arrivée des troupes "patriotes" des villes voisines

pour rétablir l'ordre de la Révolution. Jusqu'en 1792, les opposants du Midi sont réprimés violemment (300 morts à Nîmes en juin 1790).

En 1793, alors que plusieurs zones se soulèvent, la Vendée est le cadre d'une "guerre" dont les motifs sont complexes. Ils mêlent revendications communautaires et résistance à la Révolution sur fond de liberté vis-à-vis des pouvoirs. On est loin de l'image d'une simple réaction conservatrice qui est souvent donnée de la Contre-Révolution. Après 1794, une grande partie de la France est plus ou moins contrôlée par des bandes d'opposants rattachées alors aux princes émigrés et à leurs réseaux d'espions.

En aucun cas il n'y eut unité véritable, ni militaire ni politique, au sein de la Contre-Révolution, ce qui peut expliquer sa défaite dans le pays. La population demeurait aussi inquiète devant les prétentions des princes à revenir à l'Ancien Régime et le risque d'être soumis aux étrangers ! L'échec de la Contre-Révolution, qui n'était pas écrit, a eu des répercussions considérables : il a lié le sort de la nation à celui de la République.

Jean-Louis Prieur, *Massacres des patriotes à Montauban*, 10 mai 1790



L'abbé Barruel : les anti-Lumières

Augustin Barruel, *Les vrais principes du mariage, opposés au rapport de M. Durand de Maillanne et servant de suite aux lettres sur le divorce*, Paris : chez Crapart, libraire-imprimeur, 1790.

* projet de décret faisant du mariage un contrat civil

**Pierre-Toussaint Durand de Maillanne (1729-1814), juriste, député d'Arles aux États généraux, rapporteur du projet au nom du comité ecclésiastique de l'Assemblée constituante.

Edmund Burke : la Contre-Révolution européenne

Edmund Burke, *Réflexions sur la Révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés à Londres, relatifs à cet événement*, traduit de l'anglais, Paris : Laurent fils, 3^e édition

Les insurgés de Vendée, 1793

Déclaration du 14 mars 1793 des insurgés de Saint-Étienne de Montluc (Loire-Atlantique, au nord de Nantes) citée dans Charles-Louis Chassin, *Études documentaires sur la Révolution française ; la préparation de la guerre de Vendée*, 1^{ère} édition, 1892 ; réédition Mayenne : impr. J. Floch, 11 vol, 1973

Le projet de décret* se réduit à faire contracter tous les mariages devant les officiers municipaux, libre aux époux ensuite de se remarier encore, ou de recevoir le sacrement de mariage de leur curé, auquel il faudra présenter l'acte de mariage déjà reçu par l'officier municipal, et cela encore sous peine de nullité de mariage, et par conséquent de sacrement. [...] J'en suis bien persuadé, nos grands et nos petits philosophes du jour vont trouver ce système admirable, et parfaitement conforme à la raison. [...] Que vous forciez des catholiques à prononcer, en l'absence de leur pasteur, *qu'ils se prennent en légitime mariage*, lorsqu'ils croient, et lorsqu'ils doivent savoir, qu'il n'est point alors pour eux de vrai mariage ? Vous n'avez pas ce droit sur les consciences ; et il faut effacer de vos décrets la liberté des opinions religieuses, si vous prétendez l'exercer.

M. de Maillanne et le comité** mettent dans un empire déjà trop agité, une opposition marquée entre la loi et les usages religieux, entre les décrets de l'assemblée et les décrets religieux. Si c'est là de la politique, il y en aura donc à répandre le trouble et les alarmes dans les consciences, à diviser le citoyen et le chrétien, le ministre de l'État et le ministre des autels. [...] Vous avez votre constitution ! J'en ai une qui ne varie pas : celle de ma foi. Malheur à l'innocent pasteur qui la sacrifiera à vos révolutions.

Je débute par la conduite de la société de la Révolution ; mais je ne me bornerai pas à ce qui la regarde. Et comment le pourrais-je ? Il me semble que je suis au milieu d'une grande crise, et que ce n'est pas la France seule, mais l'Europe entière, et peut-être plus que l'Europe, qui y est intéressée.

En réunissant toutes les circonstances de la révolution de la France, on peut dire que c'est certainement la plus étonnante que l'on ait vue jusqu'à présent dans le monde entier. Les choses les plus surprenantes ont été exécutées en plusieurs occasions par les moyens les plus absurdes et les plus ridicules, par des formes qui l'étaient autant, et l'on ne pouvait pas mettre en évidence des agents plus méprisables. Tout paraît hors de nature dans ce chaos étrange de légèreté et de férocité, et dans ce mélange de toutes sortes de crimes mêlés à toutes sortes de folies. En jetant les yeux sur ces monstruosité et sur ces scènes tragi-comiques, les passions les plus opposées se succèdent, et quelquefois se confondent ensemble dans l'esprit ; on passe du mépris à l'indignation, du rire aux larmes, et du dédain à l'horreur.

Il faut cependant convenir que quelques personnes ont envisagé cette scène sous un point de vue tout différent ; elles n'y ont trouvé matière qu'à des élans de joie et à des transports de ravissements ; elles n'ont vu, dans ce qui est arrivé en France, que l'effort courageux et modéré de la liberté.

Vingt-et-une paroisses, rassemblées dans le territoire et dans les environs de Saint-Étienne de Montluc, désirant entretenir paix et fraternité avec les habitants des autres départements, ont forcé le citoyen Gaudin-Bérillais d'être leur conciliateur et demandent conciliation avec leurs frères de Nantes aux conditions suivantes :

1°) que jamais, et sous quelque forme que ce soit, aucun tirage de milice ne sera prononcé, ni aucune espèce de corvées quelconques ; 2°) qu'il ne sera jamais pris de chevaux, et autres bestiaux, ou comestibles à qui que ce soit, dus de gré à gré avec les propriétaires qui voudront bien les vendre ; 3°) que les impôts seront taxés et assis sur le prisage que les municipalités ont fait et feront des biens, et non d'après des arrêtés arbitraires des directoires de district ou de département ; [...] 5°) que jamais on ne troublera le repos public par des visites de gens armés, dont journellement ces mêmes directoires ne cessaient d'inquiéter les plus recommandables citoyens ; [...] 8°) que la pleine et entière liberté du culte ne sera troublée pour quelque raison que ce soit ; qu'ainsi tout prêtre non assermenté jouira de toute sécurité publique ; qu'en conséquence de cette pleine liberté, qui leur est acquise par la loi, toutes les églises paroissiales seront ouvertes pour y célébrer publiquement les offices de leur religion. Chacun payera son ministre et sera libre de le choisir. [...] 13°) que tous les citoyens jouiront de la liberté de penser, de parler et d'écrire sur toutes les matières et sur quelque personne que ce soit, sauf à ceux qui s'en trouveraient blessés à les poursuivre juridiquement s'il y a lieu.

L'invention du discours politique

La Révolution marque la création d'un espace politique public. Jusque-là les opinions ne sont prises en considération que dans des cadres restreints aux élites, laissant aux plus petits les voies de la dérision, de l'obéissance ou de l'insubordination ; les décisions ne relèvent que des milieux étroits des Grands, des parlementaires. Les événements de 1789 rompent toutes les digues.

La liberté d'expression stimule l'intérêt pour la chose publique. Tous les domaines de la vie quotidienne sont concernés. Les décrets pris par l'Assemblée sont connus, appliqués ou discutés dans les villages, sans doute avec un délai qui nous paraît bien long aujourd'hui, mais le résultat est là : les formes que doit prendre la vie collective sont discutées, hors des cadres religieux et hiérarchiques antérieurs. L'utopie est accessible, même requise. Les individus adoptent des insignes (cocardes ou ceintures tricolores, rubans verts ou noirs) pour se singulariser et manifester leur engagement dans cette rénovation.

Ces pratiques démocratiques donnent à l'art oratoire une nouvelle dimension. Il se déploie à la tribune de l'Assemblée, bien entendu, mais aussi dans d'autres lieux de paroles (clubs, sociétés patriotiques). Mirabeau et Robespierre, comme Barère, Danton, Saint-Just, et bien d'autres, utilisent la force des mots pour défendre leurs idées. Dans des styles très différents, ces deux discours en témoignent.

En 1789, comme en 1793, puis en 1795, il faut inventer des systèmes politiques. Entre le désir de stabiliser la Révolution, qui est partagé par tous les groupes, et la nécessité d'assurer la victoire sur les opposants, les hommes politiques élaborent des structures destinées à être reprises par la postérité. Mirabeau tente, dans ce discours, de résoudre les

contradictions du moment pour créer un régime parlementaire qui évite la dictature personnelle, l'anarchie d'assemblée et la surenchère des extrêmes. Il ne faut pas lire ce texte seulement comme la tentative d'un "modéré" cherchant un compromis impossible. A cette date, personne ne pense la république possible dans un grand pays comme la France, tout le monde redoute l'aventure.

Dans cet extrait, l'éloquence de Mirabeau, surnommé "l'orateur du peuple", est classique et sobre. Vergniaud, député girondin, dans l'éloge funèbre qu'il prononce, le décrit à la tribune : "D'abord sa prononciation était lente, sa poitrine semblait oppressée : on eut dit qu'il travaillait à forger la foudre. Bientôt son débit s'animait, des éclairs partaient de ses yeux.[...] Les voûtes du temple retentissaient des sons de sa voix devenue éclatante ; il remplissait la tribune de sa majesté."

Robespierre est un orateur bien différent. Timide, selon son propre aveu, l'avocat d'Arras donne sa mesure à la tribune des Jacobins et de l'Assemblée. Il y prononce des discours passionnés faisant appel à la fois à la raison et aux sentiments. Ainsi, en 1793, la guerre ayant ravagé le pays à l'intérieur comme aux frontières, Robespierre imagine une sortie de la Révolution par l'instauration du gouvernement révolutionnaire. Là encore, il faut oublier l'image créée par Thermidor et y voir une tentative de donner pleinement aux comités de gouvernement et à la Convention les moyens de stabiliser la Révolution en évitant les concurrences avec les ultrarévolutionnaires et en contraignant les contre-révolutionnaires. Il s'agit d'endiguer la violence, qu'il n'est pas possible de ne pas évoquer, mais sans la justifier par le recours à une "terreur" qui ne sera jamais acceptée en tant que telle par Robespierre.

La cocarde, signe de reconnaissance des patriotes



Charles Collet, juge de paix de Lenancourt (Lorraine) et ses enfants, miniature sur ivoire, 1793, signée Lafrance. Vizille : musée de la Révolution française

Mirabeau : Discours sur le droit de veto

Mirabeau, Discours sur le droit de veto, 1^{er} septembre 1789, dans *Les Orateurs de la Révolution française*, texte établi par F. Furet et R. Halévy, Paris : Gallimard, Pléiade, 1989

Deux pouvoirs sont nécessaires à l'existence et aux fonctions du corps politique : celui de vouloir et celui d'agir. Par le premier, la société établit des règles qui doivent la conduire au but qu'elle se propose, et qui est incontestablement le bien de tous. Par le second, ces règles s'exécutent, et la force publique sert à faire triompher la société des obstacles que cette exécution pourrait rencontrer dans l'opposition des volontés individuelles.

Chez une grande nation, ces deux pouvoirs ne peuvent être exercés par elle-même ; de là la nécessité des représentants du peuple pour l'exercice de la faculté de vouloir, ou de la puissance législative ; de là encore la nécessité d'une autre espèce de représentants, pour l'exercice de la faculté d'agir, ou de la puissance exécutive. Plus la nation est considérable, plus importe que cette dernière puissance soit active ; de là la nécessité d'un chef unique, et suprême, d'un gouvernement monarchique dans les grands États, où les convulsions, les démembrements seraient infiniment à craindre, s'il n'existait une force suffisante pour en réunir toutes les parties, et tourner vers un centre commun leur activité.

L'une et l'autre de ces puissances sont également nécessaires, également chères à la nation. Il y a cependant ceci de remarquable, c'est que la puissance exécutive, agissant continuellement avec le peuple, est dans un rapport plus immédiat avec lui ; que, chargée du soin de maintenir l'équilibre, d'empêcher les partialités, les préférences vers lesquelles le petit nombre tend sans cesse au préjudice du plus grand, il importe à ce même peuple que cette puissance ait constamment en main un moyen sûr de se maintenir.

Ce moyen existe dans le droit, attribué au chef suprême de la nation, d'examiner les actes de la puissance législative, et de leur donner ou de leur refuser le caractère sacré de la loi. [...] Cette prérogative du monarque est particulièrement essentielle dans tout État où, le pouvoir législatif ne pouvant en aucune manière être exercé par le peuple lui-même, il est forcé de le confier à des représentants.

Robespierre : Rapport sur le gouvernement révolutionnaire

Maximilien Robespierre, Rapport sur les principes du gouvernement révolutionnaire, fait au nom du comité de Salut public, Convention nationale, 5 nivôse an II (1793), dans *Œuvres complètes de Maximilien Robespierre*, Paris : Phénix, 2000

La théorie du gouvernement révolutionnaire est aussi neuve que la révolution qui l'a amené. [...] Il faut l'expliquer à tous, pour rallier au moins les bons citoyens aux principes de l'intérêt public. La fonction du gouvernement est de diriger les forces morales et physiques de la Nation, vers le but de son institution. Le but du gouvernement constitutionnel est de conserver la République ; celui du gouvernement révolutionnaire est de la fonder.

La révolution est la guerre de la liberté contre ses ennemis ; la constitution est le régime de la liberté victorieuse et paisible. Le gouvernement révolutionnaire a besoin d'une activité extraordinaire, précisément parce qu'il est en guerre. Il est soumis à des règles moins uniformes et moins rigoureuses parce que les circonstances où il se trouve sont orageuses et mobiles, et surtout parce qu'il est forcé à déployer sans cesse des ressources nouvelles et rapides pour des dangers nouveaux et pressants.

Le gouvernement révolutionnaire doit aux bons citoyens toute la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du Peuple que la mort. Ces notions suffisent pour expliquer l'origine et la nature des lois que nous appelons révolutionnaires. Ceux qui les nomment arbitraires ou tyranniques sont des sophistes stupides ou pervers qui cherchent à confondre les contraires ; ils veulent soumettre au même régime la paix et la guerre, la santé et la maladie, ou plutôt ils ne veulent que la résurrection de la tyrannie et la mort de la Patrie.

Si le gouvernement révolutionnaire doit être plus actif dans sa marche et plus libre dans ses mouvements que le gouvernement ordinaire, en est-il moins juste et moins légitime ? Non ; il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois : le salut du Peuple, sur le plus irréfragable de tous les titres : la nécessité. Il a aussi ses règles, toutes puisées dans la justice et dans l'ordre public. Il n'a rien de commun avec l'anarchie ni avec le désordre ; son but, au contraire, est de les réprimer, pour amener et pour affermir le règne des lois ; il n'a rien de commun avec l'arbitraire. Ce ne sont point les passions particulières qui doivent le diriger, mais l'intérêt public. [...] Il doit voguer entre deux écueils, la faiblesse et la témérité, le modérantisme et l'excès [...].

La réorganisation du pays

Des découpages d'Ancien Régime à la départementalisation

L'ŒUVRE des révolutionnaires a été d'abord pratique et a concerné la société française dans toutes ses dimensions. La classe politique qui accède au pouvoir n'est pas composée d'avocats ou de juristes éloignés des réalités de la vie, ou de curés et de pasteurs soucieux de se venger de la hiérarchie ou de l'Église en général ; les hommes de 1789 ont eu des expériences dans les assemblées provinciales, les cours de justice, les institutions (synodes ou congrégations) qui existaient sous la monarchie. Arrivés au pouvoir, ils entendent "régénérer" le pays, rejoignant les souhaits du roi qui, faut-il le rappeler, affiche des objectifs de modernisation politique et économique. Dans cette optique, une des premières tâches est de constituer l'unité du pays selon des principes de justice et d'équité.

Si l'on observe les découpages de la France d'Ancien Régime, on est d'abord frappé de leur multiplicité. Ils sont essentiellement fondés sur l'histoire de la constitution du pays. L'agglomération des régions conquises et intégrées au royaume se lit notamment dans les cartes des parlements et des généralités. L'étendue du territoire central, qui dépend du Parlement de Paris et où les lois ne sont appliquées qu'après avoir été enregistrées par les parlementaires, renvoie à un espace cohérent, fondateur de la monarchie. Les généralités, divisions liées aux activités des intendants (police, justice, finances), se sont coulées dans les limites des ressorts parlementaires, illustrant la réalité de ces contre-pouvoirs dans le système monarchique. La mosaïque complexe des gouvernements militaires rend compte du caractère désuet de l'institution qui a perdu de sa vigueur. En revanche, les provinces ecclésiastiques corrigent l'impression donnée par la marqueterie des évêchés (qui n'est pas figurée ici).

Si les étendues varient beaucoup et si certaines provinces sont réduites, reste que les circonscriptions ecclésiastiques s'appuient sur des traditions régionales réelles. On comprend que les élections qui se sont déroulées en 1788-1789 aient pu s'inscrire dans des habitudes de débats et de rivalités. La logique administrative de la monarchie, telle que les généralités la mettent en place, apparaît bien, annonçant la distribution des "départements" qui ne peuvent décidément être compris comme des innovations absolues.

Poursuivant les réflexions entamées au cours des années 1780, les révolutionnaires ont découpé la France en départements dans lesquels tout citoyen devrait se trouver à proximité des centres de décision politiques, juridiques, militaires et bientôt religieux. Malgré certaines déclarations trop systématiques, le découpage n'est pas laissé à l'arbitraire de la géométrie mais adapté aux réalités géographiques pour rapprocher les services des citoyens. L'affirmation de la volonté réorganisatrice n'est pas niable, comme le montrent les noms des départements faisant disparaître les traces du passé. Pourtant, nombre de départements suivent, plus qu'ils ne rompent, les limites des anciennes provinces. Là où les frontières étaient floues et les régions imbriquées, ce maillage crée des rivalités entre les villes. Celles qui sont devenues des chefs-lieux sont assurées de leur avenir, les autres perdent leur influence et leur richesse. Les premières soutiennent souvent la Révolution, les autres basculent dans l'opposition. Il faut aussi trouver des locaux et recruter des administrateurs, ce qui provoque des difficultés et là encore des tensions, quand la population est divisée. L'espace est sorti des traditions administratives et tous les Français n'y trouvent pas leur compte, puisque certaines régions

ont perdu des privilèges fiscaux. Reste que la souplesse du système est prouvée quand la départementalisation s'applique progressivement, d'abord aux territoires conquis ou occupés, dans les années 1794-1799 puis sous l'Empire, quadrillant ainsi une bonne partie de l'Europe, avant de s'étendre dans quelques colonies au XIX^e siècle. Le lien est fort entre la population et ses élus, qui la représentent et qui l'administrent. La pyramide des administrations et juridictions est claire et efficace, la démocratie est en marche, même si elle n'est pas parfaite. L'habitude généralisée du vote unifie le pays et crée une culture durable.

Les critiques les plus virulentes viennent quand le système est mis en œuvre pour organiser la vie de la religion. La Constitution civile du clergé se moule dans la départementalisation en rompant brutalement les liens tissés entre clercs et fidèles.

Le rapprochement entre toutes ces cartes fait jouer les ruptures et les continuités d'une façon subtile, même si le choc entre l'esprit d'unité et d'égalité qui prévaut après 1789 n'a pu que heurter des principes bien enracinés au cœur des mentalités du pays. Mais il n'y a pas eu de table rase, plutôt aménagement des conditions existantes. Quant à la réussite de la départementalisation, elle n'est plus à prouver, caractérisant aujourd'hui encore la France dans une Europe des régions.

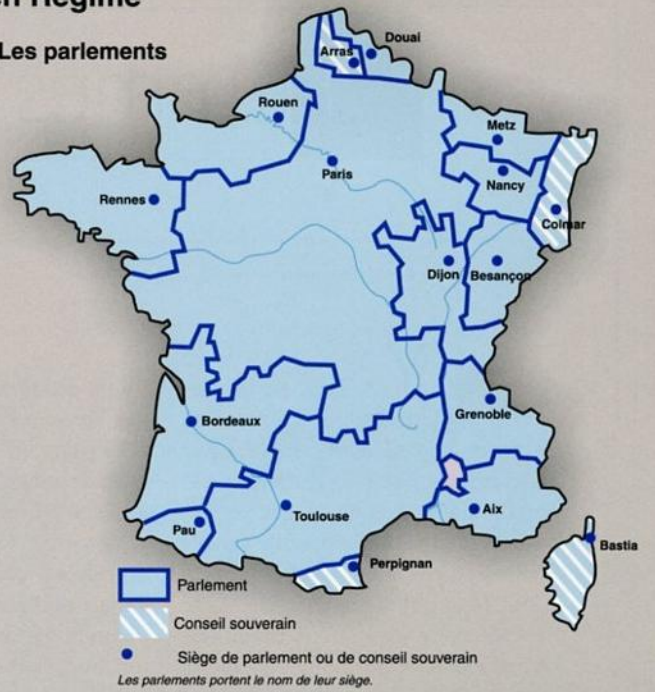
Cartes d'après D. Nordman, M.-V. Ozouf-Marignier, R. Gimeno, A. Laclau, *Atlas de la Révolution française*, t.4 Le territoire. Paris : Éd. de l'EHESS, 1989
Disponible sur transparent

La France d'Ancien Régime

Les généralités



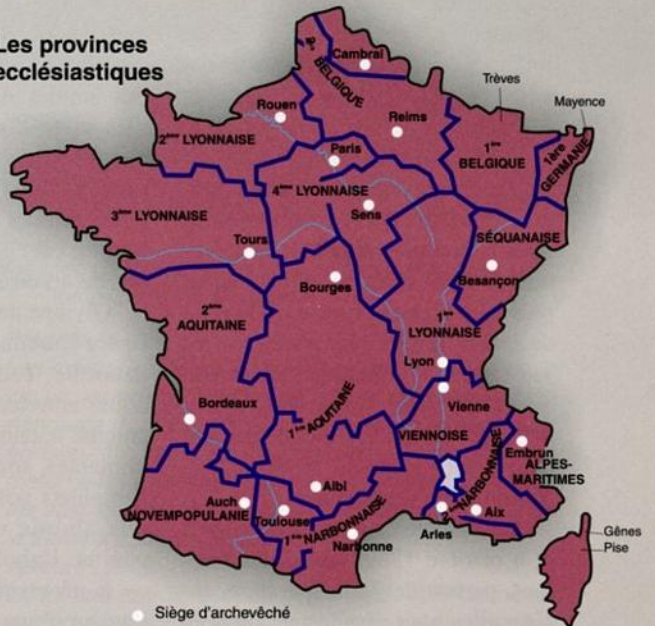
Les parlements



Les gouvernements



Les provinces ecclésiastiques



La France révolutionnaire

Les 83 départements



Les circonscriptions ecclésiastiques



Femmes et Révolution

YA-T-IL eu incompréhension entre les femmes et la Révolution ? Leur participation aux événements est importante et reconnue, que ce soit lors de la prise de la Bastille ou des journées d'octobre 1789 et du 20 juin 1792. Mais, rapidement, un décalage se crée entre aspirations féminines et propositions politiques, même si le divorce est légalisé en septembre 1792. Brutalement, après l'an III, les femmes sont exclues de la vie politique, préfigurant les règles qui vont régir la vie nationale jusqu'au XX^e siècle.

Le rôle ordinairement tenu par les femmes dans les manifestations économiques explique leur présence dans la première année de la Révolution. Mais elles ne se contentent plus de réclamer du pain. A la suite de débats ouverts dans les salons, les journaux ou les romans, elles demandent à intervenir dans le débat politique. Leurs revendications demeurent cependant modestes, respectant la prééminence des hommes.

Le basculement se produit les 5 et 6 octobre 1789, quand des femmes, partant de Paris, marchent sur Versailles pour manifester contre la hausse des prix et reviennent avec la famille royale, après une nuit d'émeutes. Cette gravure, anonyme, n'est sans doute pas loin de la réalité. Elle montre des femmes déterminées, armées de piques et de haches, marchant au son du tambour et réclamant une égalité politique (balance, bonnet phrygien...). En tête du cortège, l'une d'elle est à cheval. On note aussi, à gauche, une "bourgeoise" entraînée dans la colonne manifestement contre sa volonté. Sans doute ces femmes ont été accompagnées par des hommes, sans doute une partie d'entre elles vient de la Halle et est habituée aux actions fortes, mais la violence du mouvement – des gardes du corps ont été massacrés – a fait peur. Thé-

roigne de Méricourt, qui n'y participe pas, devient l'égérie involontaire de ces journées d'octobre. Comme beaucoup de militantes, cette jeune femme a cristallisé des fantasmes autour de sa personne. Dès 1789, alors qu'elle s'installe à Versailles pour suivre les débats politiques, elle est dénoncée comme une amazone car elle porte un uniforme de coupe masculine. Elle est enlevée quelques mois par des contre-révolutionnaires, puis participe à nouveau à la vie politique, réclamant notamment l'armement des femmes. Accusée d'avoir poussé à la mise à mort d'un royaliste, elle est critiquée pour ses opinions proches des Girondins. Fessée en public par des femmes, jetée dans un hospice car considérée comme folle, elle meurt en 1807.

Olympe de Gouges est une autre figure féminine emblématique. Fille naturelle, cette jeune veuve, sans doute entretenue, se fait connaître comme auteur de pièces de théâtre militantes, souvent critiquées, et de pamphlets politiques dans lesquels elle aborde des sujets sensibles comme l'abolition de l'esclavage ou la nécessité du divorce. Elle est l'auteur d'une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne (dédiée à la reine) dont le préambule fait encore référence à l'image et au rôle traditionnels de la femme (beauté, maternité...) mais qui, dès l'article premier, proclame l'égalité des droits entre les deux sexes. Les positions d'Olympe de Gouges sont à la fois radicales sur la place des femmes dans la société et peu novatrices sur le plan politique. Solidaire des Girondins, hostile à Robespierre, elle meurt sur l'échafaud en novembre 1793.

Vers 1792, la revendication des femmes, cantonnées au sein d'assemblées mixtes, se radicalise quand la guerre crée à nouveau les conditions d'une mobilisation globale. Mais la naissance d'un club de citoyennes

5 octobre 1789 : les femmes de Paris marchent sur Versailles

Gravure anonyme coloriée, 1789.
Paris : Bibliothèque nationale de France
Disponible sur transparent

révolutionnaires, plus politisé que les groupes précédents, va vite poser problème aux conventionnels qui vont le marginaliser et finir par le fermer en octobre 1792. La rupture est définitive après les émeutes du printemps 1795 qui seront suivies de l'interdiction faite aux femmes militantes de se rassembler dans les rues. L'indéniable misogynie de la quasi totalité des hommes de l'époque explique la relégation volontaire des femmes hors de la sphère publique, sauf dans des espaces précis.

Mais en même temps qu'elles sont écartées sur le plan politique, leur image est très utilisée. Si la vieille femme "hystérique", potentiellement violente, est perçue comme un danger, la femme jeune, légèrement érotisée, devient l'incarnation de la nation. La gravure tirée d'un calendrier républicain illustre parfaitement cette position. Dans un univers naturel et mythologique, la femme a une place d'amante et de mère, dépendant des hommes et n'empiétant pas sur leur domaine. La femme "idéale" est la mère allaitante, épouse du citoyen, dévouée à la nation à laquelle elle donne ses enfants. Les fêtes révolutionnaires accordent ainsi une place convenue aux femmes mariées en bonnet, aux jeunes filles en blanc. La citoyenne n'a pas d'existence propre, elle n'est que la femme du citoyen.

La dernière image, forte mais polémique, que la Révolution donne de la femme est celle des "merveilleuses" s'exhibant quasi nues dans les rues parisiennes du Directoire, incarnation du retour à la frivolité après la "Terreur".



Jeune et belle, la femme des calendriers républicains



Gravure de Tresca, d'après Louis Lafitte, vers 1794. Paris : musée Carnavalet

Olympe de Gouges, Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, 1791

Préambule

Les mères, les filles, les sœurs, représentantes de la nation, demandent d'être constituées en Assemblée nationale. [...] En conséquence, le sexe supérieur en beauté comme en courage dans les souffrances maternelles reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'être suprême, les droits suivants de la Femme et de la Citoyenne.

Article Premier

La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article IV

La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme lui oppose : ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison.

Article VI

La loi doit être l'expression de la volonté générale ; toutes les Citoyennes et Citoyens doivent concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation ; elle doit être la même pour tous ; toutes les Citoyennes et tous les Citoyens, étant égaux à ses yeux, doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

Olympe de Gouges, projet de Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, septembre 1791, Bibliothèque nationale de France, Lb⁹⁹ 9989

La Vendée "patriote"

ENTRE 1793 et 1796, une zone située au sud de la Loire va être le cadre de la "guerre de Vendée", du nom du département dans lequel se déroule en mars 1793 une bataille qui incite les conventionnels à y voir le symbole de la Contre-Révolution intérieure et à mobiliser le pays. Sans doute plus de 200 000 personnes trouvent la mort dans cette guerre. Les mémoires, antagonistes, de ces événements ont structuré notre histoire nationale.

Le territoire ne se différencie pourtant guère des régions ouvertement contre-révolutionnaires depuis 1791-1792, comme la Bretagne du Morbihan ou du Finistère nord et la vallée du Rhône. Les oppositions aux mesures religieuses, sociales et politiques, les manifestations rurales et les menées nobiliaires, se combinent en 1793 pour aboutir au refus de la levée des 300 000 hommes destinés aux armées des frontières. L'ampleur de la menace suscite le vote d'un décret envoyant à la mort sous vingt-quatre heures les porteurs d'armes ou de cocardes blanches. Pris le 19 mars 1793 contre les Bretons, il est appliqué aux "Vendéens" et entraîne la "guerre" dans une spirale de surenchères.

L'importance de cet emballement politique repose sur la circulation de rumeurs et sur leur exploitation dans les rivalités entre révolutionnaires. L'exemple le plus frappant est celui des "massacres de Machecoul" qui font, en mars-avril 1793, environ 160 morts chez les républicains. Immédiatement, ces massacres deviennent dans la mémoire nationale le symbole de la sauvagerie des insurgés.

La mémoire de la Vendée mérite en effet qu'on s'y arrête en acceptant le détour par des documents venus de la mémoire "bleue", républicaine. Si aujourd'hui la mémoire suit plutôt les leçons des "Blancs" en insistant sur les massacres commis au nom

de la République, y voyant parfois les prémices des états totalitaires, pendant longtemps les républicains ont, au contraire, exalté le combat contre les forces réactionnaires et contre la violence archaïque. Le tableau de Flameng est un modèle exceptionnel de cette dénonciation. Il est resté longtemps dans les réserves d'un musée, à Agen, connu seulement par des copies. Pourtant il rend parfaitement compte des enjeux de mémoire de notre pays.

La Vendée est ainsi ce château féodal de Machecoul au pied duquel un vrai jardin des supplices a été constitué pour les révolutionnaires : prêtre constitutionnel torturé, femme tuée, violée sans doute, patriotes massacrés. La troupe empanachée des Vendéens d'opérette est caricaturale : elle est menée par un Charette (en réalité absent) en uniforme, arborant sur la poitrine un sacré-cœur surmonté d'une croix, signe de ralliement des "Blancs". Courtisanes curieuses, pages maître chiens et chouans sortis tout droit de Bretagne, sont là pour condamner une révolte de ruraux frustes, manipulés par une élite dépravée ! Les fumées de l'incendie achèvent le tableau. Jean Jaurès lui-même dans son *Histoire de la Révolution française*, qui connut un grand succès, reprend à son compte les témoignages qui avaient eu cours à l'époque et dont Michelet, au milieu du XIX^e siècle, s'était fait l'écho. En diffusant des chiffres monstrueux de victimes à Machecoul, entre 400 et 800 morts, les républicains ont frappé les imaginations et suscité une mobilisation qui a permis l'exceptionnelle brutalité de la guerre. On est loin de la complexité des motifs réels de la révolte.

Jusqu'à l'automne 1793, les divisions internes dans les chaînes de commandement et dans les armées de la Révolution laissent le contrôle de la "Vendée" aux armées catholiques

et royales, pourtant ignorées par les émigrés et les étrangers. Les clivages entre Girondins et Montagnards en sortent aggravés. Après réunification, sous la houlette des sans-culottes, les armées révolutionnaires chassent les Vendéens qui réussissent cependant à traverser la Bretagne et la Normandie mais échouent à trouver l'alliance anglaise.

L'écrasement de la Vendée se fait difficilement fin 1793 - début 1794. Des représentants en mission et des officiers, outrepassant leurs responsabilités, lancent dans les campagnes des troupes mal contrôlées qui ravagent le pays et laissent effectuer des massacres, dont les fameuses noyades de Nantes qui font plusieurs milliers de victimes. La reprise en main par la Convention après le printemps 1794 fait peu à peu cesser ces exactions en s'appuyant sur des armées plus disciplinées. Ces opérations, aussi brutales soient-elles, ne peuvent être assimilées à un "génocide" mais plutôt à des crimes de guerre commis par des troupes mal commandées.

En 1796, la guerre est relancée à l'initiative des émigrés. Mais elle tourne court devant la détermination de généraux comme Hoche. En Bretagne, subsistent des bandes de chouans, parfois puissants et dangereux. Tout l'Ouest demeure ainsi dans cette situation tendue pendant l'Empire, les derniers soubresauts de ces révoltes jouant encore en 1832 dans l'opposition à la monarchie de Juillet, vue comme la suite de la Révolution.

Les massacres de Machecoul vus au XIX^e siècle

François Flameng (1856-1923), *Les Massacres de Machecoul*, 1884. Cholet : musée d'Art et d'Histoire
Disponible sur transparent



Jean Jaurès et le mythe de Machecoul

Depuis le vendredi 15 mars jusqu'au lundi 24 avril, à peine se passa-t-il un jour qui ne fût marqué par des assassinats. Pour les légitimer en quelque sorte aux yeux de ceux qui commençaient à s'en lasser, Charette écrivait des lettres qu'il s'adressait à lui-même ; tantôt c'était de Nantes, tantôt c'était de Paris. La veille de Pâques, il lut en public une de ces prétendues lettres, dans laquelle on lui marquait que les prêtres sexagénaires, détenus dans la ville de Nantes, attendaient d'être saignés à la nuit. Dès le lendemain, cette ruse barbare eut l'effet qu'il en attendait. On se porte aux prisons ; 24 de nos malheureux frères sont assassinés le matin et 56 le soir, et ces anthropophages disaient en soupant : "Nous nous sommes bien décarémés aujourd'hui !"

Ils n'assommaient plus, mais ils attachaient les prisonniers à une longue corde qu'on leur passait au bras (les brigands appelaient cela leur chapelet) ; puis on les menait dans une vaste prairie où on les faisait mettre à genoux devant un grand fossé. Ils étaient fusillés ; ensuite des piquiers et des assommeurs se jetaient sur ceux qui n'avaient pas reçu de coups mortels.

Ces barbares ont enterré des hommes vivants. Un jeune homme de dix-sept ans, nommé Gigault, s'est soulevé de dessous les cadavres enterrés avant lui ; mais n'ayant pas assez de force pour aller loin, il fut bientôt repris et assommé. On voyait encore le 23 avril, dans cette prairie qui a servi de tombeau à tant de braves et de malheureux citoyens, un bras hors de terre, dont la main, encore accrochée à une poignée d'herbe, semblait celle d'un homme qui avait voulu sortir de la tombe.

Ces monstres avaient assommé dans Machecoul 542 citoyens, et tant de victimes ne suffisaient pas encore à leur fureur. Ils voulaient détruire les femmes, Charette s'écrivait encore une lettre de Nantes, où on lui mande que sa femme vient d'être massacrée dans cette ville. Aussitôt toutes les femmes citoyennes sont conduites en prison ; mais le moment n'était pas venu, on les fit sortir.

Ces scélérats se partageaient déjà les propriétés des citoyens. L'un d'eux disait un jour à sa femme : "Tu te plainais de faire ta métairie à moitié, hé bien ! je te la donne ; je viens de tuer le propriétaire".

Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris : Editions sociales, 1972

Esclavage et Révolution : le cas de Saint-Domingue

Jean-Baptiste Belley, un député noir à la Convention nationale

Anne-Louis Girodet de Roussy-Trionson (1767-1824), *Portrait de Jean-Baptiste Belley, député de Saint-Domingue à la Convention, 1797.*
Versailles : châteaux de Versailles et de Trianon
Disponible sur transparent

LE 3 février 1794, une députation composée de deux noirs, deux métis et deux blancs est reçue à la Convention. Jean-Baptiste Belley, élu de Saint-Domingue (Haïti aujourd'hui), en fait partie. Né en 1738, arrivé dans l'île à deux ans comme esclave, il a été affranchi en 1758. Il a participé à la guerre d'Indépendance américaine et commandé des troupes – comme d'autres officiers noirs, dont le général Dumas, père du futur romancier. Girodet le représente ici dans sa tenue de conventionnel : il porte la ceinture et, à la main, le chapeau à plumes aux couleurs de la République. Belley appartient à cette élite de couleur porteuse d'une culture politique qui fait écho à celle des Lumières : il pose devant le buste de l'abbé Raynal dont l'œuvre a joué un grand rôle dans la critique de l'esclavage.

La question de la traite et de l'esclavage agitait depuis longtemps les milieux progressistes qui en dénonçaient l'inhumanité. La création en 1788 de la "Société des Amis des Noirs", animée par Brissot, témoigne de l'importance de ce courant anti-esclavagiste dans le paysage politique.

A Saint-Domingue, la brutalité des oppositions sociales et ethniques est criante. Entre les grands propriétaires blancs et les esclaves, toute une échelle complexe, fondée à la fois sur la richesse et sur la couleur de peau, fait cohabiter, plus ou moins bien, les petits blancs et les métis de toutes conditions. Vue de la France métropolitaine, la question de la présence des noirs et des esclaves est rapidement tranchée, en évitant de la poser ! La Déclaration des droits de l'homme ne s'applique pas dans les colonies. A l'Assemblée, une députation des colons blancs entre en concurrence avec une représentation

des "libres de couleur" qui réclame la citoyenneté pour les métis.

En 1791, l'esclavage est maintenu par l'Assemblée qui ne comprend pas les divisions locales. En août, l'insurrection des esclaves fait entrer Saint-Domingue dans une guerre atroce. La troupe envoyée par la métropole prend parti pour les colons. Les orientations sont déterminées, à Paris, par les rapports entre Girondins et Montagnards, tandis que dans les îles les envoyés des uns et des autres peuvent adopter des points de vue personnels, en fonction de leur propre sensibilité et de leur façon de comprendre les rapports de force sur place. Grossièrement, on peut avancer que les partisans du *statu quo* colonial insistent à la fois sur l'inégalité de la couleur et sur la permanence de l'esclavage, ce qui a poussé les métis à la révolte puisqu'ils étaient condamnés à une situation sans issue. Les Montagnards restent prudents sur la question, jusqu'à contredire leurs principes. Les Girondins, souvent engagés dans la Société des Amis des Noirs, sont porteurs d'une volonté d'abolition, tempérée par le souci de ne pas provoquer de troubles graves. Ce dont témoigne le texte du créole Milscent,

lié aux Girondins et propagandiste du mouvement abolitionniste. Victime lui-même des conflits entre factions, il est guillotiné en mai 1794.

Le 4 avril 1792, le droit politique des hommes libres de couleur est promulgué, mais ceci n'a pas l'effet escompté sur le terrain, à Saint-Domingue, où la guerre civile exigeait manifestement des mesures plus décisives. Dans ce contexte, les envoyés de l'Assemblée, Sonthonax et Polverel, décident de leur propre chef, le 29 août 1793, de supprimer l'esclavage pour contrer les offensives des colons soutenus par l'Angleterre et se rallier les esclaves soulevés. D'obédience girondine, ils durent se justifier au cours d'un procès à leur retour en France ! Le 4 février 1794, lendemain de la venue de Belley à la Convention, l'esclavage est enfin aboli dans toutes les colonies. Il est rétabli en 1802, mais Haïti n'est plus alors sous domination française.

Claude Milscent, un créole de Saint-Domingue, défend l'abolition de l'esclavage

- 1) Est-il bien vrai que Saint-Domingue ne puisse exister sans le maintien de l'esclavage ?
- 2) Si la loi a borné la minorité des enfants à l'égard des pères et mères, en doit-il exister une qui retienne en minorité éternelle un homme à l'égard d'un autre ?
- 3) Est-il un lieu, est-il une famille d'hommes condamnés par la nature à être la propriété d'une autre ?
- 4) La force sur un autre homme lui donne-t-elle sur celui-ci le droit de propriété ?
- 5) Y a-t-il dans la nature des maîtres, puis des esclaves ?

Si l'on peut répondre à cette question par la négative, y a-t-il une somme capable de payer la liberté d'un homme, et l'individu peut-il devenir la propriété de l'acquéreur, lors même que le premier se serait vendu lui-même ? [...]

Les uns, et je les crois exagérés, prétendent qu'il faut abolir tout d'un coup l'esclavage ; les autres, et je les crois aussi exagérés, pensent au contraire que les colonies ne sauraient se cultiver sans des bras enchaînés au joug de l'esclavage.

Claude Milscent, *Le Créole patriote*, n° 137, 28 novembre 1792, et n° 192, 26 décembre 1792, cité dans Jean-Daniel Piquet, *L'émancipation des Noirs dans la Révolution française, 1789-1795*, Paris : Karthala, 2002



Sciences, techniques et Révolution

“**L**A Révolution n’a pas besoin de savants”. La formule, bien connue, n’a pas été prononcée au moment du procès qui envoya le chimiste Lavoisier à l’échafaud, quoi qu’on dise ! Lavoisier est mort parce qu’il avait été fermier général et s’il est vrai que la communauté savante de son époque n’a pas réussi à empêcher son exécution, il ne faut pas conclure pour autant à l’antagonisme du politique et de la science. Au contraire, on peut même penser que la Révolution naît bien des échos provoqués par les mutations scientifiques et techniques. L’électricité, l’aérostation avaient été des engouements dès les années 1780, habituant l’opinion à penser en termes d’énergie, de transmissions immédiates, justifiant l’idée essentielle que le progrès était en cours et que l’amélioration des conditions de vie pouvait accompagner celle des idées et des mœurs ! Il s’agit d’une rupture majeure dans la pensée occidentale : traditionnellement l’histoire de l’humanité était décrite comme celle d’un déclin irréversible. La perspective est renversée puisqu’est posée alors la question de la perfectibilité de l’homme grâce à l’éducation.

L’intérêt pour la science et la technique ne faiblit pas pendant la Révolution, même si la situation des érudits et des scientifiques est parfois difficile pendant l’hiver 1793-1794 où des courants sans-culottes leur sont hostiles. Des chimistes, des physiciens travaillent pour l’armée et mettent au point des armes nouvelles. Au château de Meudon, des équipes de scientifiques, soutenues par une partie des conventionnels, font des recherches et expérimentent les procédés de l’aérostation. Même si l’avantage est en l’occurrence plus

symbolique que réel, la présence d’un ballon captif à Fleurus, bataille victorieuse qui consacre la suprématie de la France en Europe, marque les esprits. En même temps, le télégraphe Chappe raccourcit les distances en transmettant les nouvelles. Cette bataille constitue un des tournants de l’histoire de la Révolution puisque l’on peut considérer que la France a enrayé définitivement les menaces qui pesaient jusque-là sur son sort. Mais cet affrontement fut très coûteux en hommes (sans doute cinq mille soldats périrent dans chaque camp). A côté de l’entrée dans la brutalisation de la guerre, qui ne cessera de croître pour culminer pendant les guerres de l’Empire, on voit donc apparaître l’usage d’armes scientifiques. Le ballon captif a servi à recueillir des renseignements déterminants sur l’avancée ennemie, même si les fumées des combats ont rapidement rendu sa tâche difficile. Son utilisation sur le champ de bataille témoigne aussi de la capacité technique à déplacer et à mettre en œuvre un instrument encombrant, lourd et fragile. Cet aspect mérite l’attention. Sans l’avancée technique du matériel militaire, les victoires françaises auraient été impossibles.

L’identification de la Révolution au progrès passe aussi en l’an II par des concours destinés à inventer de nouvelles formes d’art et d’architecture. La vision scientifique transforme la culture, avec l’apparition du musée en 1794. L’idée, reprise par la Révolution, est défendue à partir de 1792 pour tenter d’enrayer les destructions de monuments et d’œuvres d’art rappelant la royauté ou la religion. Entre 1792 et 1793, le pays hésite entre conservation et anéantissement, mais dès le début de 1794, suivant l’abbé Grégoire qui

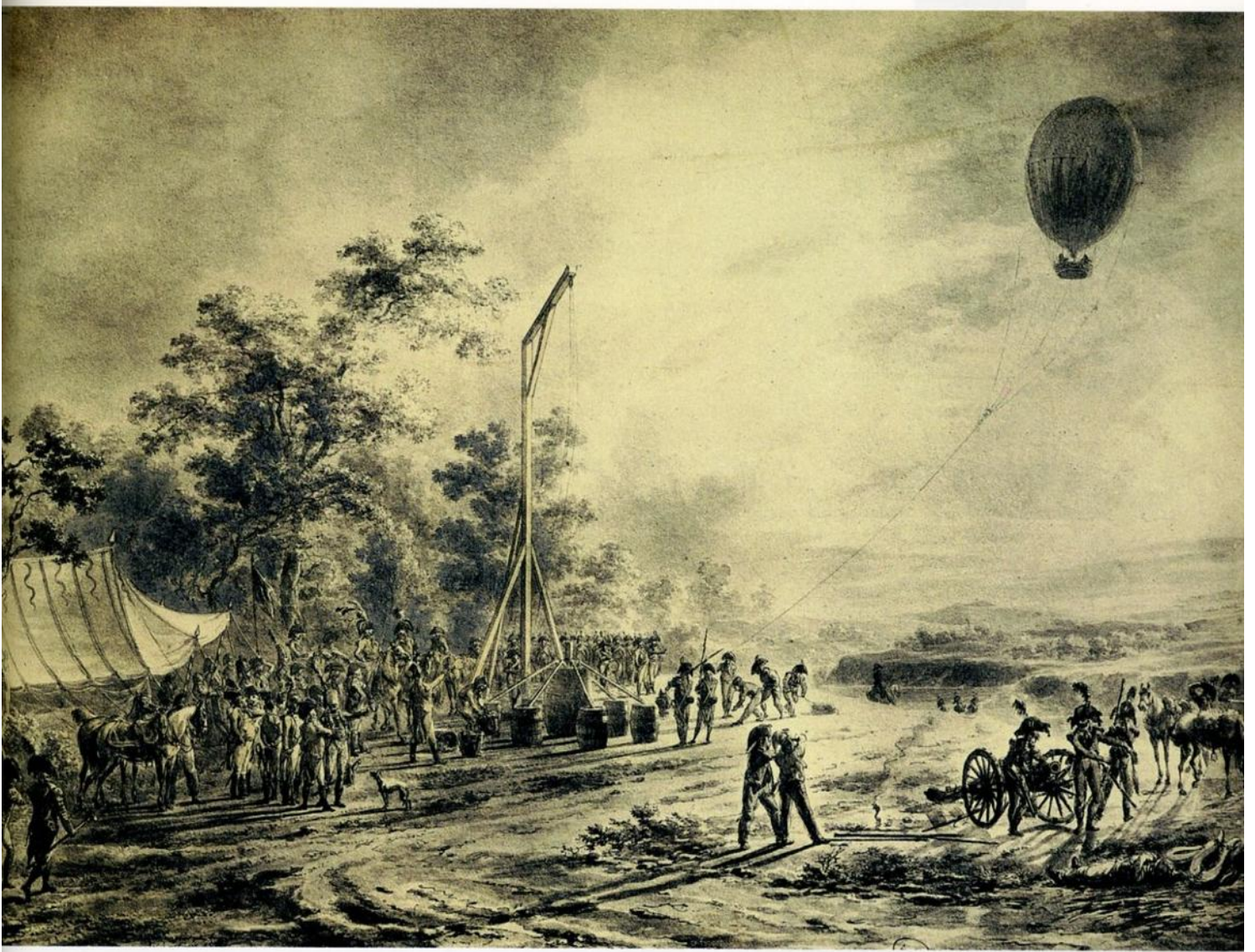
Le ballon militaire L'Entreprenant à la bataille de Fleurus, 26 juin 1794

L'Entreprenant, premier aérostat militaire, dirigé par le capitaine et physicien, Jean-Marie Coutelle. Gravure hollandaise de Dirk Langendyk (1748-1805).

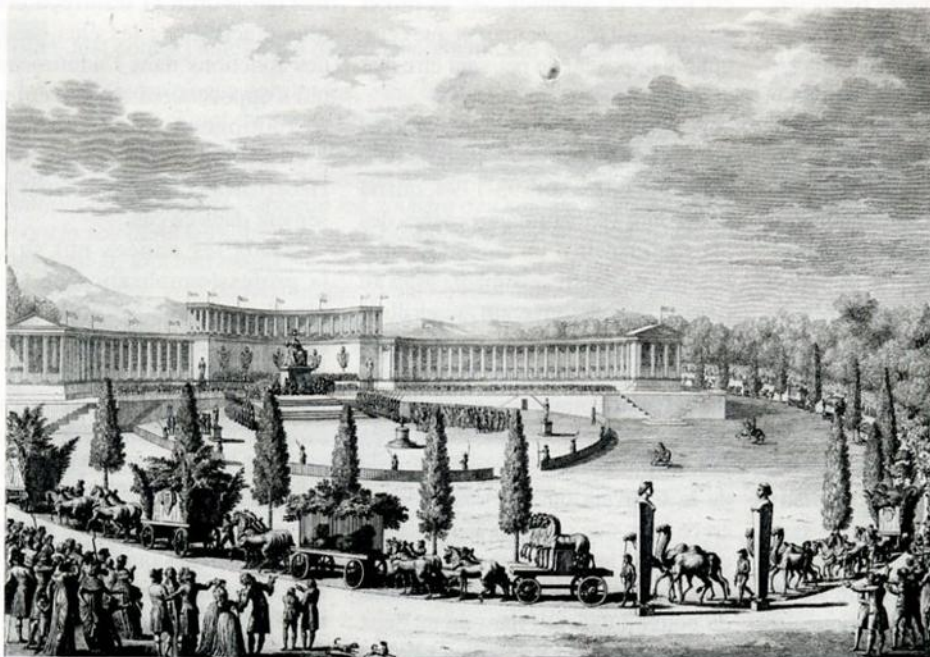
Paris : Bibliothèque des Arts décoratifs
Disponible sur transparent

condamne le “vandalisme” des sans-culottes, la Convention amorce une politique de protection du patrimoine culturel, national et laïcisé.

Cet effort se poursuit sous le Directoire qui, en outre, confisque œuvres et objets précieux dans les territoires conquis, en Europe et en Égypte, pour faire de la France le centre du monde. Si nous sommes habitués à cette captation d’héritage, il y eut là un geste éminemment politique à destination des autres pays et des autres peuples, que des voix discordantes ont estimé arrogant et dangereux. Des manifestations sont organisées pour consacrer à la fois la victoire militaire des armées mais aussi la suprématie artistique et scientifique de la civilisation française. Le véritable spectacle qui est organisé les 27 et 28 juillet 1798 pour mettre en valeur la constitution du patrimoine muséal répond à une volonté pédagogique et politique. On voit ici le défilé des “monuments des sciences et des arts” sur le Champ-de-Mars, devant les spectateurs, jusqu’à l’hémicycle construit pour la circonstance. Ils sont ainsi mis à la disposition du public dans un esprit laïcisé, pour que le goût se forme librement, dans un éclectisme accepté. L’égalité de tous devant la science et la culture est une conviction partagée, qui se trouve à la racine des institutions scolaires du Directoire, même si celui-ci demeure peu attentif à l’enseignement populaire par ailleurs.



Fête pour l'entrée triomphale à Paris des Monuments des sciences et des arts,
9 et 10 thermidor an VI (27-28 juillet 1798)



Gravure de Berchant d'après Girardet, Paris : Bibliothèque de l'Arsenal

Les cadres nouveaux de l'administration

Le mot "fonctionnaire", employé dès le XVIII^e siècle, naît véritablement avec la Révolution, dans une confusion qui doit être comprise pour ce qu'elle signifie.

Après 1789, le fonctionnaire devient une catégorie à part entière : c'est un homme lettré, élu ou désigné pour ses compétences, qui se consacre à sa tâche d'administrateur au niveau local ou départemental, dans le sens où il légifère, réglemente, administre et juge. Il est différent du "représentant" qui exerce la puissance nationale et énonce la volonté générale dans l'Assemblée. Il est secondé par des employés, agents de bureaux, les "commis" (ceux que, précisément, nous appellerions "fonctionnaires" aujourd'hui) qui sont recrutés parmi les personnels déjà en place sous la monarchie, permettant d'assurer la continuité des services administratifs dans de nombreux domaines (services financiers notamment) ou parmi les individus favorables à la Révolution. Mais les choses ne sont pas si simples.

Au sommet de la pyramide, le roi, désigné comme le premier des fonctionnaires en 1790, possède une double nature : il est l'incarnation du souverain, personnalité inviolable, tout en étant serviteur de la nation et responsable de ses actes ! A la base, les maires appliquent les lois, organisent le lien social, y compris dans la sacralisation toute laïque des mariages républicains.

La gravure atteste la solennité qui règne, certainement, dans les lieux représentant la République. La simple cérémonie d'un mariage se fait ici face à un autel, sous une statue à l'antique, devant un fonctionnaire ceint de l'écharpe tricolore. Le couple et l'officier d'état-civil sont bien

engagés dans une procédure sacramentelle. L'institutionnalisation et la sacralisation du régime sont des éléments indispensables à sa survie. Elles sont aussi les ferments de la dissociation d'une classe politique et administrative, identifiée par des uniformes, des avantages, un certain prestige. Dans un pays où la circulation des nouvelles et des lois laisse une autonomie de quelques semaines parfois aux "représentants de l'État", ces "fonctionnaires" sont essentiels car c'est bien en vertu de leur double légitimité, conférée par l'élection d'abord, par le rattachement à une administration cohérente ensuite, qu'ils agissent.

Ce système est né à la fois de l'urgence et d'une intention politique. L'urgence vient de la nécessité de trouver des relais capables de faire fonctionner tous les rouages créés par la départementalisation et la réorganisation du pays. L'intention est liée à la certitude que le projet politique est régénérateur et que ceux qui s'y opposent ne peuvent être que de mauvais Français.

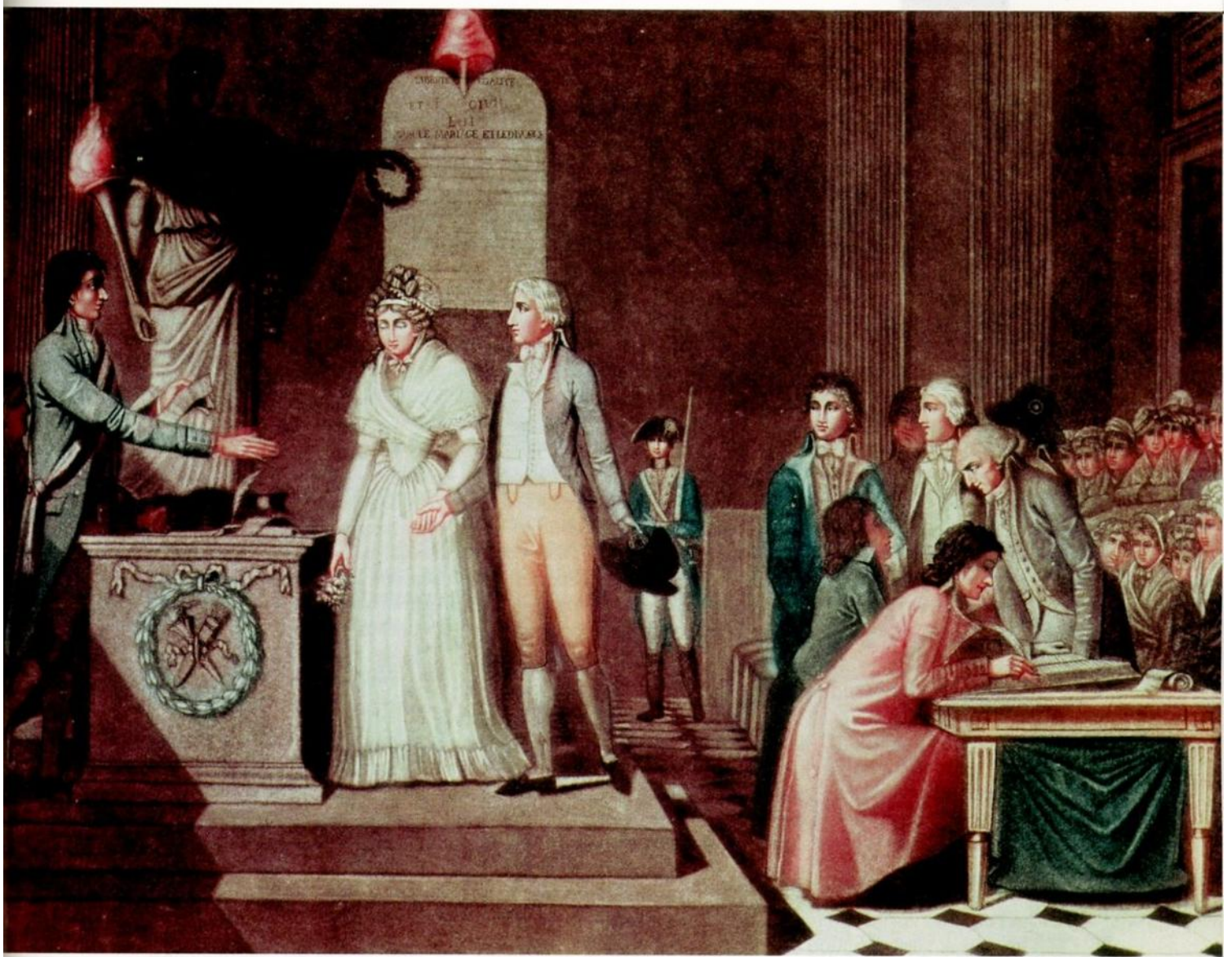
L'État s'invite donc dans toutes les dimensions de la vie jusqu'à provoquer la crise de 1793-1794, quand des groupes concurrents, proches des conventionnels d'un côté, des sans-culottes de l'autre, estimant parler au nom du peuple souverain, quadrillent la France avec leurs institutions (sociétés populaires et comités de surveillance notamment) et leurs représentants. Les "représentants en mission", députés envoyés au nom de la Convention sont exemplaires en ce sens : ce sont des législateurs, capables d'intervenir en tant que tels, tout en étant chargés provisoirement du pouvoir exécutif dans un ou deux départements. Au printemps 1794, la Convention réalise un coup de force

Mariage républicain devant le maire

Jean-Baptiste Mallet (1759-1835), *Mariage républicain*, 1793. Gravure coloriée. Paris : musée Carnavalet
Disponible sur transparent

mené par Saint-Just et Robespierre en rappelant à l'ordre des "fonctionnaires" pour qu'ils respectent la hiérarchie avec les "représentants" du peuple, les conventionnels, et donc les comités. Le discours de Saint-Just témoigne de la tension dans laquelle s'inscrit la Révolution au moment où elle cherche à stabiliser son fonctionnement tout en voulant garder l'esprit et la pureté des intentions qui l'ont fait naître. Les acteurs sont bien conscients de ce dilemme. A un moment où le gouvernement révolutionnaire, dirigé par les comités, et principalement par le comité de Salut public, entend défendre l'idée qu'il incarne la nation au nom de la représentation nationale, à savoir la Convention, il est nécessaire d'affirmer que le droit à l'insurrection n'est plus d'actualité : les élus occupant des fonctions dans l'administration qui s'opposeraient au gouvernement révolutionnaire sont susceptibles d'être poursuivis comme traîtres. Hébertistes et Indulgents sont précisément dans ce cas.

Dans les années qui suivent, la professionnalisation se met en place, rompant progressivement cette confusion. Les représentants en mission, qui ont perdu de leur importance dès Thermidor, disparaissent. Le pouvoir des ministres s'accroît sur des administrations qui se développent avec de nombreux commis. La phase ultime est lancée par le Consulat qui institue les préfets, œil et bras du pouvoir exécutif, tandis que les élus du peuple sont confinés dans des tâches législatives, représentatives ou de conseil.



Saint-Just contre l'autonomie des fonctionnaires, 23 ventôse an II (13 mars 1794)

Il y a une autre classe corruptrice, c'est le ménage des fonctionnaires. Le lendemain qu'un homme est dans un emploi lucratif, il met un palais en réquisition ; il a des valets soumis ; son épouse se plaint du temps, elle ne peut se procurer l'hermine et les bijoux à juste prix, elle se plaint qu'on a bien du mal à trouver des délices. Le mari est monté du parterre aux loges brillantes des spectacles ; et tandis que ces misérables se réjouissent, le peuple cultive la terre, fabrique les souliers des soldats et les armes qui défendent ces poltrons indifférents. Ils vont le soir dans les lieux publics se plaindre du gouvernement. Si j'étais ministre, dit celui-ci ; si j'étais le maître, dit celui-là, tout irait mieux...

Tout le monde veut gouverner, personne ne veut être citoyen. Où donc est la cité ? Elle est presque usurpée par les fonctionnaires. Dans les assemblées, ils disposent des suffrages et des emplois ; dans les sociétés populaires, de l'opinion. Tous se procurent l'indépendance et le pouvoir absolu, sous prétexte d'agir révolutionnairement, comme si le pouvoir révolutionnaire résidait en eux.

Tout pouvoir révolutionnaire qui s'isole est un nouveau fédéralisme, qui contribue sans doute à la disette. Le gouvernement est révolutionnaire, mais les autorités ne le sont pas intrinsèquement ; elles le sont, parce qu'elles exécutent les mesures révolutionnaires qui leur sont dictées ; si elles agissent révolutionnairement d'elles-mêmes, voilà la tyrannie, voilà la cause du malheur du peuple.

Saint-Just, Discours au comité de Salut public, dans *Œuvres complètes*, Paris : Éditions G. Lebovici, 1984

L'école et la Révolution

L E projet révolutionnaire passe par l'éducation, que ce soit pour lutter contre les mauvaises mœurs, toujours suspectées de favoriser l'archaïsme, ou pour établir l'égalité, au besoin en refusant les savoirs favorisant les élites de la naissance, ou enfin pour garantir à l'État stable une base sociale éduquée, capable de contenir les demandes populaires jugées excessives et dénoncées après 1794 : trois orientations qui recourent l'évolution globale de la période.

Les plans d'éducation étaient à la mode avant 1789, pour les garçons et pour les filles, à la suite des débats lancés par Rousseau dans *L'Émile*. Dès le début de la Révolution, l'Assemblée se saisit de la question pour attacher au régime les générations à venir. Mais il faut attendre 1792 pour que Condorcet propose un plan, qui insiste sur l'instruction donnée aux jeunes gens. Même si les filles demeurent destinées à devenir des maîtresses de maison, l'orientation du plan est laïque et scientifique, hostile aux interventions de l'État.

En 1793, les programmes se succèdent, d'abord celui de Michel Lepeletier de Saint-Fargeau, député montagnard assassiné en janvier 1793 – c'est Robespierre qui présentera son plan à la Convention en juillet et Félix, son frère, qui le fera éditer –, puis celui du montagnard Bouquier. Ces plans insistent sur l'éducation à réaliser par des enseignants, les instituteurs, issus des milieux révolutionnaires. L'accent est mis sur la dimension politique et nationale, dans une vision égalitariste gommant les différences, pour fabriquer un peuple de révolutionnaires. Le temps de l'enseignement ne doit pas se prolonger trop longtemps cependant, car la République ne peut sacrifier son économie : agriculture, artisanat, commerce, industrie ont besoin de main-d'œuvre.

En 1794, l'utopie spartiate est vite abandonnée au profit de "cours révolutionnaires" pour former des canonnières, ou de création d'Écoles (de Mars pour les soldats, Centrale des Travaux publics – vite appelée Polytechnique –, Normale supérieure), tandis que sont rétablies les formations d'enseignement secondaire dans tout le pays. Le Directoire prolonge le mouvement, créant des écoles centrales pour les garçons dans chaque département, laissant l'enseignement primaire à l'initiative, et à la charge, des communes et des parents. Le principe de l'école laïque, surveillée par l'État mais respectant les familles, est finalement retenu, dans le maintien des inégalités sociales.

L'éducation passe aussi par l'organisation des fêtes révolutionnaires qui sont chargées d'apprendre et d'enraciner les principes collectifs indispensables à la vie des citoyens. La fête révolutionnaire est en effet rapidement dotée d'un programme pédagogique : l'éducation du peuple se réalise par sa mise en scène dans un mouvement collectif qui abolit les distinctions, harmonise les relations humaines, définit la place de chacun. L'orientation est plus égalitaire pendant les années 1792-1793, plus hiérarchique ensuite, mais l'objectif reste le même, avant que les fêtes ne redeviennent des moments d'adoration du chef de l'État. La distribution des rôles selon le sexe et l'âge est très marquée. Ainsi les processions festives attribuent aux femmes un rôle maternel affirmé, aux hommes mariés une place prééminente dans la défense de la société et elles apprennent aux jeunes garçons qu'ils doivent se préparer physiquement à la tâche qui les attend. Les mêmes principes se retrouvent dans des brochures de propagande, comme le *Recueil des actes héroïques et civiques*, véritable petit manuel destiné à remplacer les figures des saints par celles des héros

– et de quelques héroïnes – dans les imaginaires enfantins.

Au total, le bilan est mitigé. L'alphabetisation reste plus importante chez les garçons que chez les filles, toujours destinées à un enseignement plus pratique. Pourtant la création de corps d'enseignants liés à la nation, le recrutement des élèves par voie de concours constituent des innovations durables, comme le principe de la répartition des écoles selon le nombre d'habitants.

Reste que, localement, comme on le voit au travers du journal d'un instituteur rural, principes, vie quotidienne, luttes politiques se mêlent. Sous l'Ancien Régime, la fonction d'enseignement revenait traditionnellement au clergé et il semble bien qu'en 1792, dans un village d'Île-de-France, ce soit toujours le marguillier de la paroisse, c'est-à-dire le laïc tenant le registre des comptes, qui règle le salaire du maître d'école. A Silly, le curé est constitutionnel, des jeunes gens plantent un arbre de la liberté face à l'école, mais on sonne aussi les cloches pour le retour des sœurs de la Charité. Ces sœurs enseignantes, souvent appréciées de la population, doivent abandonner leur costume pour se conformer à la loi, et se fondre dans la population. Les nouvelles arrivent de la ville, en l'occurrence de Meaux, où l'on vient de massacrer des prêtres réfractaires ; la politique entre bien au village.

Un plan d'éducation nationale

Félix Lepeletier de Saint-Fargeau*,
*Plan d'éducation nationale de Michel
Lepeletier présenté aux Jacobins*,
imprimé par arrêté de la Société des
Jacobins, juillet 1793

*L'orthographe du nom de Lepeletier
varie : on trouve aussi Le Peletier,
Lepelletier...

Le rôle éducatif de la fête révolutionnaire

Maximilien Robespierre, au nom du
comité de Salut public, Convention
nationale,
18 floréal an II (7 mai 1794)

Le quotidien d'un maître d'école

Jacques Bernet, *Le journal d'un
maître d'école d'Île-de-France*,
*Silly-en-Multien, de l'Ancien Régime
à la Révolution*, Lille : Septentrion,
Presses universitaires, 2000

* 12 avril 1792

**Silly est situé entre Senlis et Meaux

A cinq ans, la patrie recevra donc l'enfant des mains de la nature ; à douze ans, elle le rendra à la société. Cette époque, d'après les convenances particulières et l'existence politique de la France, m'a paru la plus convenable pour le terme de l'institution publique.

A dix ans, ce serait trop tôt, l'ouvrage est à peine ébauché. A douze ans, le pli est donné et l'impression des habitudes est gravée d'une manière durable.

A dix ans, rendre les enfants à des parents pauvres, ce serait souvent leur rendre encore une charge ; le bienfait de la nation serait incomplet. A douze ans, les enfants peuvent gagner leur subsistance ; ils apporteront une nouvelle ressource dans leur famille.

Douze ans est l'âge d'apprendre les divers métiers, c'est celui où le corps, déjà robuste, peut commencer à se plier aux travaux de l'agriculture. C'est encore l'âge où l'esprit déjà formé peut, avec fruit, commencer l'étude des belles-lettres, des sciences, ou des arts agréables.

Prolonger l'institution publique jusqu'à la fin de l'adolescence est un beau songe ; [...] la République française, dont la splendeur consiste dans le commerce et l'agriculture, a besoin de faire des hommes de tous les états : alors ce n'est plus dans les écoles qu'il faut les renfermer, c'est dans les divers ateliers, c'est sur la surface des campagnes qu'il faut les répandre ; toute autre idée est une chimère qui, sous l'apparence trompeuse de la perfection, paralyserait des bras nécessaires, anéantirait l'industrie, amaigrirait le corps social, et bientôt en opérerait la dissolution.

Un système de fêtes bien entendu serait à la fois le plus doux lien de fraternité et le plus puissant moyen de régénération.

Ayez des fêtes générales et plus solennelles pour toute la République ; ayez des fêtes particulières et pour chaque lieu, qui soient des jours de repos, et qui remplacent ce que les circonstances ont détruit. Que toutes tendent à réveiller les sentiments généreux qui font le charme et l'ornement de la vie humaine, l'enthousiasme de la liberté, l'amour de la patrie, le respect des lois. Que la mémoire des tyrans et des traîtres y soit vouée à l'exécration ; que celle des héros de la liberté et des bienfaiteurs de l'humanité y reçoive le juste tribut de la reconnaissance publique.[...]

Vous y serez, braves défenseurs de la patrie, que décorent de glorieuses cicatrices. Vous y serez, nobles vieillards [...]. Vous y serez, tendres élèves de la patrie, qui croissez pour étendre sa gloire et pour recueillir le fruit de nos travaux. Vous y serez, jeunes citoyennes, à qui la victoire doit ramener bientôt des frères et des amants dignes de vous. Vous y serez, mères de familles dont les époux et les fils élèvent des trophées à la République avec les débris des trônes.

Le même jour* vers les 6 heures et demie du soir, la sœur [de la Charité] Madeleine Robert, qui s'en alla le 27 mai 1791 parce que dit-elle alors, elle ne pouvait plus rester à Silly** où était un curé constitutionnel et excommunié, revint avec une autre sœur (probablement parce qu'on leur donnait à chacune 300 livres [d'argent], le linge, le bois, la lumière, le sel, etc. Tout accordé dans l'assemblée du 25 mars, ce qui est plus qu'il n'en faut pour lever l'excommunication et tout scrupule. Ah, mon Dieu !). Des femmes et des filles de cette paroisse sonnèrent les quatre cloches à leur arrivée à l'église, ensuite des hommes et des garçons sonnèrent deux accords, comme on aurait fait autrefois, à la prise de possession d'une cure ou d'une seigneurie.

Mardi 15 mai au soir, le compère Louis Deseaues, comme marguillier en charge, m'a payé la somme de 29 livres 19 sous, à quoi s'est trouvé monter le mémoire approuvé et arrêté de M. le curé et des principaux habitants de la paroisse. Il contient le nom des filles pauvres qui se sont trouvées à mon école pendant l'absence des sœurs de la Charité. [...]

29 juillet, ce même jour, dès le matin, plusieurs garçons de cette paroisse, plantèrent un arbre de la Liberté dans la place en face de l'école.

Mercredi 5 septembre, la sœur Robert et sa compagne ont quitté le costume des sœurs de la Charité, pour prendre celui des autres femmes, et ce parce que la loi l'ordonne. Le même jour à Meaux, la garde nationale dudit Meaux, à la sollicitation de celle de Paris, a massacré sept prêtres réfractaires.

La violence et la Terreur

La violence a-t-elle déclenché la Révolution, le 14 juillet 1789 ? Le pays était entré dans la monarchie parlementaire le 17 juin précédent, mais il faut la prise de la Bastille pour que ce passage soit accepté. L'émeute elle-même n'est pas exceptionnelle, mais elle devient, par la conjonction avec les luttes politiques, le symbole de la résistance collective au pouvoir du roi et des privilégiés. A cette date, l'alliance de la révolte et de la révolution est consacrée par les députés : Bailly, savant austère, hostile à l'absolutisme mais bien peu populiste, est proclamé maire de Paris. Par la suite, les formes traditionnelles de la violence populaire prennent de l'ampleur quand la situation du pays devient critique et que le discours politique se radicalise. Les massacres de septembre 1792 renouent avec des pratiques de déshumanisation et de dévastation qui rappellent celles des guerres de religion.

Face au déferlement de la violence, les députés adoptent une ligne politique ambiguë. Ils ne la désavouent pas clairement mais cherchent à la contenir. Ne pouvant disposer d'une force armée équivalente à celle de la Commune de Paris, les conventionnels emboîtent le pas aux sans-culottes, tentent de les encadrer, voire de les éliminer quand ils le peuvent. Dans l'été 1793, pour répondre au peuple de Paris, qui crie au complot contre-révolutionnaire et réclame l'extermination des aristocrates, Bertrand Barère, au nom du comité de Salut public, accepte la création d'une "armée révolutionnaire", sorte de milice patriotique organisée et aux ordres de la Convention. Le ton du discours est propre à satisfaire la rue, mais il s'agit en fait de diriger et de contrôler la répression. L'Assemblée ne met pas cependant la "Terreur" à l'ordre du jour, restant dans un flou juridique compliqué. En décembre

1793, la création du gouvernement révolutionnaire est, paradoxalement, le moyen de donner tous les pouvoirs à la Convention et de canaliser la violence. Mais, alors que la guerre civile et extérieure sévit, les rapports de force les plus brutaux sont la règle dans certaines zones où l'autorité centrale est presque absente (Ouest vendéen, certaines parties de la vallée du Rhône). Des individus adoptent des pratiques qui relèvent du droit commun ou du crime de guerre. C'est le cas, à Nantes, de Jean-Baptiste Carrier. Envoyé en mission pour réprimer l'insurrection royaliste, il ordonne, ou laisse commettre par ses subordonnés, des exécutions massives. Alors que d'autres criminels échappent à tout jugement, Fouché ou Tallien par exemple, Carrier, isolé, opposé à Robespierre, rejetant dans son mémoire de défense toute responsabilité, est condamné et guillotiné le 16 novembre 1794.

En mai-juin 1794, par des lois dites par l'historiographie "de Grande

Terreur", Robespierre essaie de redonner au pouvoir légal la maîtrise de la violence en l'affectant au seul Tribunal révolutionnaire. Mais l'effet produit par les exécutions parisiennes contredit cette volonté. A la fois adoucissement de la peine, puisque la torture est abolie, et banalisation de la mise à mort, la guillotine devient le symbole même de la Terreur. Sur ce tableau, une foule composite est rassemblée autour de l'échafaud ; il s'agit manifestement d'un acte ordinaire, intégré dans la vie quotidienne. Il ne faudrait pas s'arrêter à cette impression, qui, pas plus que l'image des "tricoteuses", ces femmes présentes au pied de l'échafaud, ne rend compte de la réalité. Le spectacle de l'exécution capitale est resté tragique et mal accepté après 1793.

Les tentatives de 1793-1794 de légiférer pour encadrer la violence ont donc échoué. Elles deviennent, après Thermidor, le symbole même des excès.

La guillotine, symbole de la Terreur



Pierre Antoine De Machy (1723-1807), *Une exécution capitale, place de la Révolution, Paris : musée Carnavalet*

Organiser et encadrer la violence

Bertrand Barère, Discours à la Convention nationale, au nom du comité de Salut public, 5 septembre 1793, paru dans *Le Moniteur universel*, 1793

Bertrand Barère de Vieuzac (1755-1841), avocat au barreau de Toulouse, député du tiers état de Bigorre aux États généraux, membre de l'Assemblée constituante puis de la Convention nationale, membre du comité de Salut public.

Depuis plusieurs jours tout semblait annoncer un mouvement pour Paris. Des lettres interceptées, soit pour l'étranger, soit pour des aristocrates de l'intérieur, annonçaient les efforts constants que faisaient leurs agents pour qu'il y eût incessamment, dans ce qu'ils appellent la "grande ville", un mouvement. Eh bien ! ils l'auront ce dernier mouvement [...] mais ils l'auront, organisé, régularisé, par une armée révolutionnaire qui exécutera enfin ce grand mot qu'on doit à la Commune de Paris, "Plaçons la terreur à l'ordre du jour". C'est ainsi que disparaîtront en un instant et les royalistes et les modérés, et la tourbe contre-révolutionnaire qui vous agite. Les royalistes veulent du sang, eh bien ! ils auront celui des conspirateurs, des Brissot, des Marie-Antoinette !

[...] Que faut-il pour mettre un terme à tant de crimes et de complots ? une armée révolutionnaire qui balaye les conspirateurs ; une armée qui, organisée de la même manière que les bataillons de gardes nationales, puisse aujourd'hui se rassembler, et dès demain se mettre en mouvement. Il faut une armée qui exécute toutes les mesures de salut public que décrétera la Convention. Il faut une armée, non pas pour Paris seulement, mais partout où les mouvements contre-révolutionnaires se seront fait craindre. [...]

Le comité de Salut public n'a pu préparer jusqu'à ce moment qu'une partie des mesures qu'il doit vous proposer. Mais déjà vous en avez pris de très bonnes. Celle relative à l'arrestation des gens suspects a été provoquée par les commissaires des sections et par les membres de l'excellente société des Jacobins, qui veille jour et nuit au salut public.

Témoignages de Nantais contre Carrier

Lettre des citoyens de Nantes à la Convention nationale, séance du 29 brumaire an III (19 novembre 1794), cité dans Archives parlementaires, tome CI, Paris : CNRS, 2006

C'est par cette conduite atroce que Carrier a prolongé la guerre de Vendée ; c'est en faisant fusiller impitoyablement des communes entières qui se rendaient volontairement qu'il a tout réduit au désespoir, en mettant ainsi les brigands entre la mort et le crime : et lorsqu'il rappelle avec tant de complaisance, dans son mémoire, les horreurs qu'ils ont commises, c'est sans doute pour faire oublier ses forfaits.

C'est alors que Carrier, coupable de tous ses attentats, se plaignant de ne plus recevoir des nouvelles de la Vendée, à l'instant même où les brigands augmentaient de force et d'audace, s'était retiré dans une petite maison auprès de Nantes, où il croyait apparemment pouvoir se soustraire aux regards des hommes vertueux [...] où il prolongeait bien avant dans la nuit ses orgies bruyantes, où ses satellites et lui buvaient à la coupe du crime et se réjouissaient à la pensée du massacre. [...]

Et Carrier ose dire, dans ce qu'il appelle un rapport, ce mémoire indigeste, aussi calomnieux que perfide, qu'il n'avait fait que passer à Nantes. [...] Il n'a fait que passer !... Eh ! ces infortunés qui lui redemandent du pain et des vêtements qu'il leur arrache, le champ qu'ils fertilisaient et qu'il fit dévaster, les fruits de leurs pénibles travaux et qu'il livra au pillage, et l'humble toit qui leur servait d'asile devenu la proie des flammes ne disent-ils pas assez que Carrier parcourut ces contrées ? Il n'a fait que passer ! ... et ces déserts qu'il créa [...] ces routes de sang qu'il ouvrit près de nos remparts, ne sont-ils pas des monuments qui attestent à jamais de sa présence ? Il n'a fait que passer !... Eh ! ces pères tendres, ces mères éplorées qui cherchent en vain leurs enfants [...] ces fils désespérés qui ne retrouvent plus leurs parents, [...] ces amis sensibles qui ne peuvent exister sans leurs amis, qu'il fit périr de même ;... Eh ! ces faibles et touchantes créatures qui appellent à grands cris leurs mères, et qui, privées d'un lait nourricier, expirent loin du sein maternel ! Tout ne prouve-t-il pas que Carrier ne vécut que trop longtemps au milieu de nous ?... Il n'a fait que passer ! ... Eh ! ne compte-t-il donc pour rien les quatre mois consécutifs où sa présence a pesé sur nos têtes ? Il n'a fait que passer !... Carrier ! C'est la lave enflammée du volcan qui détruit tout sur son passage, qui porte partout l'épouvante et la désolation, [...] Carrier ! On ne peut songer à ce monstre, sans frémir encore d'indignation et d'horreur !... On ne sait comment exprimer sa scélératesse... Les noms manquent au crime.

Les Jacobins

LA Révolution a utilisé d'innombrables mots, entrés depuis dans nos structures mentales et politiques. Notre lexique se réduit souvent à quelques idées simples, déconnectées des évolutions qui ont affecté les significations de ces mots. Un exemple : le terme "jacobin".

Quand une partie des députés des États généraux se regroupe pour défendre des positions réformatrices et s'opposer aux partisans du *statu quo*, voire du maintien de la monarchie absolue, ces hommes se reconnaissent plutôt sous l'appellation de "patriotes", opposés aux "aristocrates". Sous le nom de "Société des Amis de la Constitution", ils se retrouvent à Paris dans le couvent vide de l'ordre des Jacobins, à deux pas des Tuileries, dont ils héritent de la désignation. Celle-ci est commodément appliquée à tous les "clubs" (autre mot nouveau de l'époque) de province qui s'affilient peu à peu à la société parisienne, quels que soient les noms locaux de ces organismes.

Le réseau des sociétés "jacobines" (une centaine rapidement, entre 600 et 800 en 1793) se distingue des clubs ouvertement royalistes ou "simplement monarchistes" sur sa droite, comme des clubs plus "populaires", comme les Cordeliers, sur sa gauche. Il traverse une grave crise en juillet 1791, quand une majorité de ses membres fonde une société rivale, dans le couvent des Feuillants, pour marquer son refus des alliances avec les manifestants des faubourgs.

Les Jacobins entament ainsi une radicalisation qui leur réussit : leur implantation nationale se confirme, tandis que leurs adversaires s'affaiblissent peu à peu. Ils ne sont pas plus nombreux à Paris que dans les assemblées locales, mais leur défense d'une démocratie représentative et leurs actions leur donnent une influence considérable.

L'année 1792 voit les Jacobins arriver au pouvoir, mais ils sont divisés. A l'Assemblée s'impose la nébuleuse des "Brissotins", ou "Rolandins" (du nom des meneurs, Brissot, Roland), les "Girondins" ou les "Girondistes" (autour de députés de la Gironde). La distinction, classique, avec les "Montagnards" – assis en haut de la salle – et les députés de "la plaine" ou du "marais" ne doit pas faire oublier que tous sont attachés à la République, au libéralisme économique et aux mesures fortes si besoin est. Les lignes de fracture sont peu claires et les rivalités personnelles jouent leur rôle. En province, les frontières sont encore plus floues au sein d'un jacobinisme qui regroupe un demi-million d'hommes. En juin 1793, les Montagnards éliminent les Girondins, avec l'appui des sans-culottes : le jacobinisme est associé à la Montagne, assimilée à Paris, contre les Girondins "fédéralistes", ce que ces derniers n'étaient pas !

A la fin de 1793, la Convention adopte des mesures de centralité gouvernementale, ultime image du jacobinisme, identifié alors au comité de Salut public. Robespierre incarne "le" Jacobin, homme d'État plus que chef populaire. L'image que la postérité a retenue de lui est celle du révolutionnaire sombre, du "dictateur sanguinaire" mort sur l'échafaud, plus rarement celle d'un représentant de la petite bourgeoisie, vivant très ordinairement. C'est pourtant cet aspect que retient Boilly, peintre ami de Robespierre, connu pour ses dons de portraitiste. On voit le tribun assis à son bureau, dans un décor chichement meublé, le travail accaparant manifestement toute sa vie. La malle ouverte renvoie sans doute à l'existence modeste du héros, tous ses biens y tenant. Le costume mérite l'attention. Habillé et coiffé avec soin, poudré, Robespierre est bien le contraire du sans-culotte. Le sérieux et la sérénité

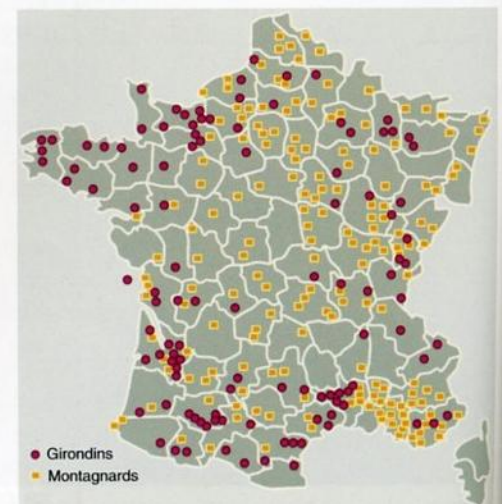
Robespierre, incarnation du "Jacobin"

Louis Léopold Boilly (1761-1845),
Portrait présumé de Maximilien Robespierre.
Huile sur toile, non datée.
Lille : musée des Beaux-Arts
Disponible sur transparent

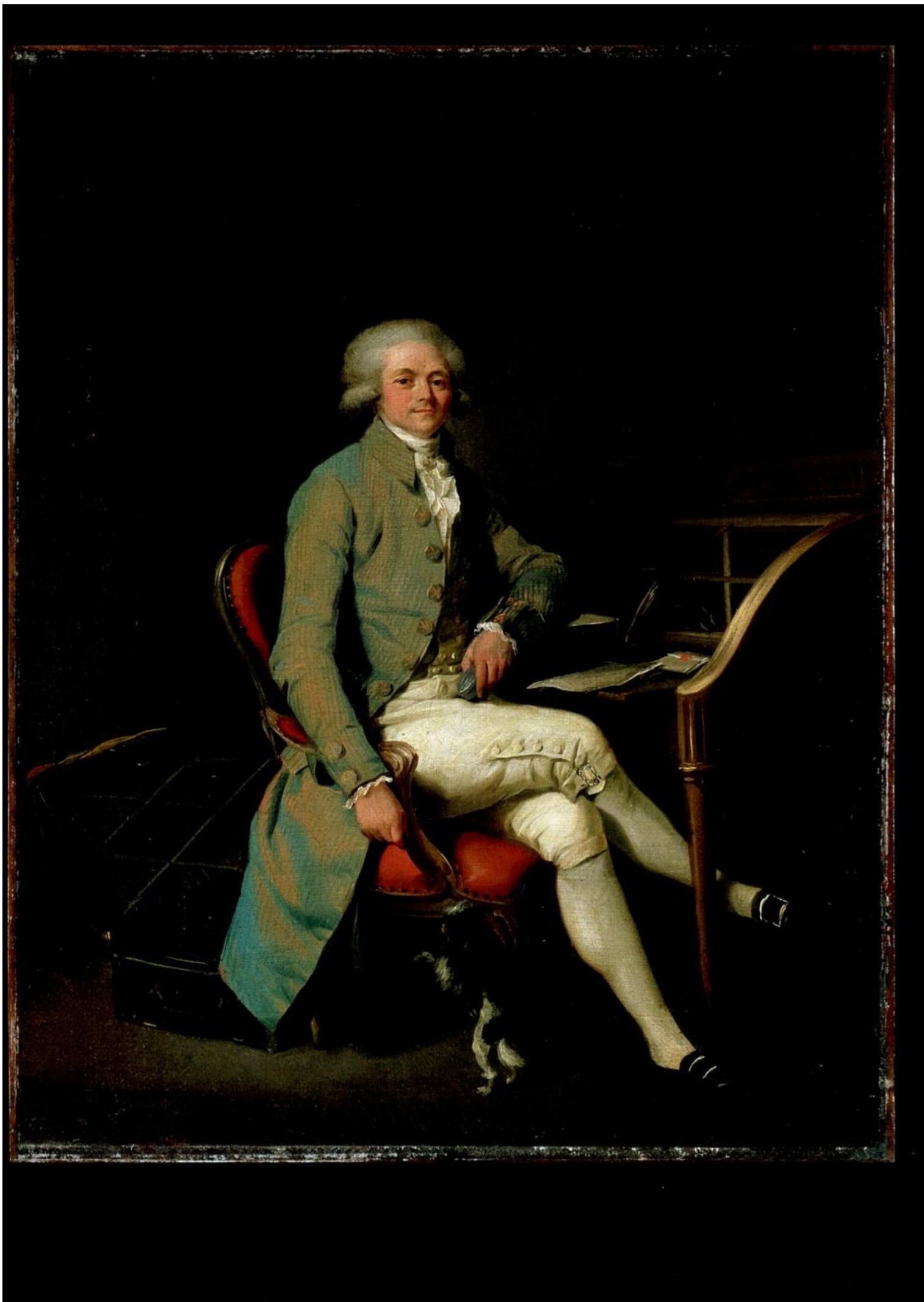
sont soulignés fortement, en même temps que l'humanité du politique jouant avec son chien. L'histoire a retenu que Robespierre était allé sur les bords de Seine avec son chien, Brout, juste avant les séances tragiques des 8 et 9 thermidor. Solitude et compassion sont indiscutablement des traits de sa personnalité, même s'ils ont été occultés par la postérité. A sa chute, les clubs jacobins sont assimilés à "la Terreur" et fermés. Après 1795, des "néo-jacobins" revendiquent la démocratie participative et sont hostiles à la politique modérée du Directoire, comme aux coups de force populaires.

De toute cette histoire, nuancée, on retiendra que le "centralisme" parisien accolé au jacobinisme n'est que le résultat d'une propagande dont nous sommes toujours victimes.

Le réseau jacobin : sociétés girondines et sociétés montagnardes, mai 1793



Source : d'après D. Nordman, M.-V. Ozouf-Marignier, R. Gimeno, *Atlas de la Révolution française*, Paris : Ed. de l'HESS, 1989



Les sans-culottes

Bourgeois et familles sans-culottes au siège de Lille

“SANS-CULOTTE”, le mot, injurieux en 1791, désigne les manifestants pauvres. Après l'éclatement du mouvement "patriote" en juillet 1791, il devient synonyme de peuple. L'acceptation est renforcée par les journées de 1792 qui assurent la victoire de la Révolution, aidée aux frontières par l'élan des volontaires.

Ce mouvement est très hétéroclite. Les quartiers populaires des villes fournissent le gros des effectifs mais tout un éventail social est là, des petites gens aux élites sociales : militants et militantes de base, meneurs locaux (dont des femmes), porte-parole qui monopolisent les fonctions électives dans les communes, ou les postes de contrôle des sociétés populaires, enfin grandes personnalités, rivales, parfois solitaires, comme Marat, Hébert, Chaumette. L'unité est donnée par un langage – le tutoiement est de rigueur – et une allure qui se veut populaire, pantalon rayé et sabots pour les hommes, robe blanche et bonnet pour les femmes, sans oublier la cocarde tricolore.

On connaît surtout les gouaches attribuées aux Lesueur pour leur description des épisodes et des figures de la révolution parisienne. Ici, c'est un épisode provincial qui a retenu leur attention : le siège de Lille par les Autrichiens en 1792. Pendant une semaine, la ville est bombardée de boulets et de bombes à mèche que les habitants récupèrent, parfois pour en faire des objets d'usage commun ; un barbier utilisa un éclat pour faire un plat à barbe. Cet enthousiasme collectif, qui permit de résister aux assaillants, est perceptible ici. Différentes classes sociales se mêlent ; on le voit surtout aux vêtements des femmes, chapeaux et bonnets se côtoient. La présence des enfants n'est pas étonnante. A cette époque, ils sont dans les armées et les combats, ou dans les manifestations, et ils peu-

vent être inclus dans les répressions. C'est bien toute une population qui se rassemble.

L'orientation politique du mouvement sans-culotte, peu structuré, tourne autour de la préservation de la communauté solidaire – à défaut d'être égalitaire –, fondée sur la petite propriété, hésitant entre défense nostalgique d'une société attaquée par les bouleversements économiques perceptibles dans la fin des années 1780, et l'utopie d'une démocratie directe. L'antiféminisme y est répandu. Certains groupes s'engagent dans une déchristianisation violente et iconoclaste, d'autres mettent manifestement à profit le pouvoir dont ils peuvent disposer pour exercer des vengeances, voire des violences, notamment dans les zones de guerre civile où ils sont envoyés. Cet éclatement des positions est accru par les situations locales : chaque ville développe des équilibres compliqués entre sans-culottes et Jacobins locaux. Lyon et Marseille témoignent de luttes internes durables, où les alliances avec les homologues parisiens se réalisent parfois dans la confusion.

A Paris, le club des Cordeliers devient peu à peu le lieu de rassemblement des meneurs, qui jouent après 1792 un rôle politique important, puisqu'ils contrôlent de fait les "troupes" parisiennes, la Commune insurrectionnelle, et que certains décident de la conduite de la guerre au sein du ministère. Les journées des 31 mai-2 juin 1793 marquent l'apogée politique du mouvement. Sous sa pression, la Convention élimine les Girondins, qui n'ont pas réussi à faire condamner Marat et Hébert. Mais en imposant la centralité exécutive du gouvernement révolutionnaire en décembre, en arrêtant la déchristianisation et en n'appliquant pas le contrôle des prix voulu par le "maximum", la Convention contrecarre la sensibi-

lité sans-culotte. En mars 1794, les meneurs sont exécutés, les sections passent sous le contrôle des Montagnards. On comprend qu'en juillet, lorsque Robespierre et ses amis sont guillotins, les quartiers populaires se sentent peu concernés.

La sensibilité sans-culotte n'a pas disparu pour autant, on la retrouve dans les journées de 1795, laissant des racines pour les mouvements ultérieurs de contestation populaire. Mais dans l'immédiat, le sans-culotte devient la cible des critiques et de la propagande. Le Directoire popularise l'image du destructeur vandale, du terroriste sanguinaire, et de la "tricotouse" se repaissant du spectacle de la guillotine. Il ne fait en cela que suivre l'exemple de l'étranger.

En effet, les violences d'août et de septembre 1792 ont vite été connues et condamnées en Europe. Les caricatures se multiplient, surtout en Angleterre. Gillray, artiste très prolifique – on connaît de lui plus de dix mille dessins – est un de ceux qui dénoncent avec le plus de verve la Révolution. "Sans-culotte" est pris ici dans son sens le plus littéral, ce qui permet d'accuser les Français d'être des cannibales obscènes en plus d'être violents et de commettre les pires atrocités.

La brutalité des bouleversements sociaux et l'arrivée de groupes populaires sur la scène politique sont interprétées comme l'intrusion des forces les plus archaïques, sous couvert de révolution. Sans vouloir leur accorder trop d'importance, ces images ont aussi contribué à forger les stéréotypes qui ont identifié la Révolution française.

Gouache découpée attribuée à Jean-Baptiste Lesueur.

Paris : musée Carnavalet

Disponible sur transparent



LE SIÈGE de LILLE.

Au Siège de Lille, les Habitans ont montré un Courage et une intrépidité peu commune, Les Enfants jouoient à des Bombes et les Boulets; Des Femmes ramassoient des boulets rouges dans des casseroles après les avoir laissé étendre, et un peu refroidir. Une bombe tombant, une femme en arrachait la mèche, et des hommes la coiffèrent d'un bonnet rouge. Mesmes, Femmes, Enfants courent sur les bombes pour en arracher les mèches.

Un petit souper à la Parisienne ou Une famille de sans-culottes se restaurant après les fatigues du jour, James Gillray (1757-1815), 1792



Caricature publiée à Londres par Hannah Humphrey, 20 septembre 1792, Oxford, Courtesy of the Warden and Scholars of New College

La Révolution et l'étranger

Franklin, Voltaire et Rousseau aux Champs-Élysées

La Révolution française appartient à la vague révolutionnaire qui a touché l'Europe et les Amériques dans les années 1770. Les mêmes principes, de respect de la division des pouvoirs, de libéralisme économique, de représentation politique, ont mobilisé d'un continent à l'autre des individus qui souhaitaient créer une communauté humaine au-delà des frontières. Mais là où les autres révolutions se bâtissent contre des souverains étrangers, la France essaie d'abord de changer l'État. En outre, elle entre la dernière dans le cycle des révolutions : les États-Unis, puis la Pologne, se dotent de Constitutions avant notre pays.

Que Benjamin Franklin figure, aux côtés de Voltaire et de Rousseau, au panthéon des Lumières, montre l'impact de la révolution américaine en France. Les Constitutions américaines ont été traduites et discutées, modifiant l'opinion française vis-à-vis de ce pays. Franklin arrive à Paris en 1776 : la modestie de sa mise et de ses manières séduit ; il incarne la sagesse rustique, la simplicité des mœurs d'un peuple résistant au roi d'Angleterre. Il devient l'objet d'un véritable engouement qui facilite l'envoi de troupes, commandées par La Fayette, auprès de Washington. Son culte se perpétue après sa mort en 1790 comme l'atteste cette cire qui le représente dans un décor bucolique évoquant le paradis des âmes vertueuses. Alors qu'au pied de Rousseau un enfant blanc symbolise l'intérêt de ce dernier pour l'éducation, l'enfant noir auprès de Franklin rappelle la lutte contre l'esclavage.

Dans les années 1780, les échecs des révolutions à Genève, aux Pays-Bas et dans les provinces belges contribuent paradoxalement à faire du royaume de France une "terre de la liberté". Le pays accueille les réfugiés politiques. Il attire également les voyageurs intéressés par le débat

d'idées. Jusqu'en 1790, la France paraît avoir suivi le modèle américain et avoir réussi la révolution libérale.

Les choses changent en 1792. La guerre, envisagée par une partie des Jacobins comme un moyen de rallier à la France les patriotes européens, tourne mal ; les peuples d'Europe ne semblent pas vouloir se libérer de leurs "despotes". L'exécution du roi accentue encore le décalage entre Français et "patriotes" étrangers. Les émigrés contribuent aussi à noircir l'image de la France. Le philosophe allemand Kant, la publiciste Mary Wollstonecraft, alors célèbre en Angleterre – sa fille, Mary Shelley, est l'auteur de *Frankenstein* – prennent leurs distances devant une évolution violente qu'ils ne partagent pas. Wollstonecraft, cependant, continue à défendre les idéaux de la Révolution contre les critiques de Burke.

Le divorce avec l'étranger est consommé en 1794 : les conventionnels abandonnent tout projet de citoyenneté universelle au profit d'une révolution valorisant la "nation" française. La répression du "complot de l'étranger" envoie notamment à

l'échafaud l'allemand Cloots, proclamé "orateur du genre humain". Des révolutionnaires, polonais comme Kosciusko, sud-américain comme Miranda, un temps général français, anglo-américain comme Thomas Paine, un temps député à la Convention, sont poursuivis et quittent la France. La brouille est définitive avec les États-Unis en 1797-1798. Les traités de Mortefontaine, en 1800, puis de Fontainebleau, en 1803, rétabliront des relations diplomatiques, mais les deux révolutions n'ont plus rien de commun. De l'idéal d'une citoyenneté universelle, on est passé à l'ère des "relations internationales".

Reste que le modèle américain ne s'est pas imposé en Europe. La conquête a donné à la France une prééminence et un rôle d'initiatrice politique, mais aussi une réputation de violence qu'elle conservera.

Cire coloriée sous vitrine, après 1790.
Vizille : musée de la Révolution française
Disponible sur transparent

Convention de Mortefontaine signée entre la République française et les États-Unis d'Amérique, 11 vendémiaire an IX (3 octobre 1800)



Aquarelle de Baublé fils d'après Jacques François Joseph Swebach, 1800
Blérancourt : musée de la Coopération franco-américaine



Une Anglaise défend la Révolution française

Les bouleversements rapides, les assassinats abominables, infâmes et violents, qui ont jeté une ombre sur la riante perspective où un rayon de joie et de bonheur commençait à éclairer le sombre horizon de l'oppression, ne manqueront pas de refroidir les sympathies et d'ébranler les convictions intellectuelles. C'est une tâche ardue et mélancolique que de rendre compte de ces vicissitudes, à tel point que le cœur, vibrant aux élans de la nature, doit se garder des inférences trompeuses de la sensibilité, et que seule la raison, jetant son éclat sur le grand théâtre des changements politiques, se révèle un guide sûr vers une conclusion juste et bienveillante. [...]

En contemplant ces événements étonnants avec l'œil froid de l'observateur, le jugement peut difficilement garder sa sérénité devant l'étendue des désastres provoqués par des factions désespérées et enragées. Mais il voit bien pourtant que la grande majorité non corrompue des citoyens de la nation française, dont l'esprit commence à saisir ce qu'est la liberté, a permis de maintenir l'État en équilibre, alors qu'il vacillait au bord de l'anéantissement et ce, en dépit de la folie, de l'égoïsme, de la fureur, de la trahison et du faux patriotisme encore plus nuisible, effet ordinaire des mœurs dépravées et complice de cette servilité voluptueuse qui pendant si longtemps a ravalé au rang de l'animal les ordres supérieurs de cette célèbre nation.

En nous attachant ainsi aux événements, nous verrons distinctement que la Révolution n'a été ni le fait des talents ou des intrigues de quelques-uns, ni le résultat d'un enthousiasme soudain et éphémère, mais la conséquence naturelle des progrès intellectuels, qui mènent peu à peu les communautés humaines vers la perfection, de l'état de barbarie à celui de civilisation.

Les Républiques-sœurs

L'expansion territoriale
de la Révolution

Disponible sur transparent

DÈS 1792, les provinces belges ou de la rive gauche du Rhin sont rattachées à la France en tant que départements. Mais la déception engendrée par le manque d'enthousiasme des habitants devant l'instauration des lois françaises provoque un revirement dans la conduite de la guerre. La France est bien la "terre de la liberté", mais il lui faut dorénavant l'imposer à des "peuples-enfants". Les soldats de l'an II deviennent porteurs d'un nationalisme inédit. La "grande nation" va s'entourer de "Républiques-sœurs", ainsi que de glacis protecteurs, renouant de fait avec les théories anciennes des frontières naturelles. Le changement d'orientation de la guerre est aussi lié au besoin de trouver des ressources pour garantir le succès de la Révolution.

Ainsi, en 1794, les Pays-Bas, transformés en une République batave après la fuite du prince d'Orange, sont lourdement imposés au profit de la France. Le traité de La Haye (1795) régularise les relations entre la "grande nation" et sa nouvelle alliée, qui promet également son concours, notamment maritime, contre l'Angleterre.

Mais c'est en Italie que les "Républiques-sœurs" sont les plus nombreuses. Entre 1796 et 1799, la péninsule est envahie par les troupes du général Bonaparte puis presque entièrement découpée en territoires soumis à la France, ou plus exactement aux militaires français, provoquant la déception des patriotes locaux, exclus du pouvoir. Le roi de Piémont, dont les troupes sont défaites, signe l'armistice, ratifié par le traité de Paris (1796) qui cède la Savoie et Nice à la France. Le duché de Parme et la Toscane sont également occupés. Mais Bonaparte, qui mène une politique personnelle, va plus loin en imposant la création de républiques dans l'ombre de la République française. Une Répu-

blique cisalpine, couvrant la partie la plus riche de l'Italie du Nord, est ainsi instaurée, avec Milan pour capitale. Elle reçoit une Constitution comparable à celle de la France, en 1797, tout comme la République ligurienne, constituée autour de Gênes. La République romaine est créée en 1798 et le pape Pie VI déporté. La République de Lucques, mise en place début 1799, ne dure que six mois : elle est abolie par l'Autriche dès juillet. Enfin, l'accueil favorable fait par la cour de Naples aux troupes anglaises entraîne l'intervention de la France et la création de la République parthénopeenne (du grec Parthénopé, premier nom de Naples) en 1799. Quant à Venise, libérée des troupes autrichiennes par ses propres forces révolutionnaires, elle est néanmoins rétrocédée par Bonaparte à l'Autriche au nom d'une *Real Politik* (entérinée par le traité de Campo-Formio en 1797) qui ne prend en compte que les intérêts des États.

Plus au nord, Genève est annexée et les cantons suisses englobés dans une manœuvre politique instaurant une "République helvétique" contrôlée par les Français. La nouvelle République se voit imposer en 1798 une Constitution prévoyant un directoire et un parlement composé de deux chambres. Mais les réformes ne furent pas appliquées, les cantons du centre se soulèvent et la Suisse devient en 1799 le théâtre de la guerre entre la France et la deuxième coalition (Autriche, Russie, Angleterre, Bourbons de Naples, Turquie).

Face à cette politique, les réactions sont ambivalentes. D'une part, les mécontentements provoquent des émeutes contre les troupes françaises. Toute la péninsule italienne est ainsi marquée par des révoltes rurales. Dès l'arrivée de Bonaparte, de fortes résistances apparaissent. En 1796, à Pavie, la population exaspérée par les pillages et au nom

de la religion catholique, se révolte contre l'occupant. Ce mouvement est réprimé avec une grande violence, dans des conditions qui rappellent les réactions contre la Vendée. Plus tard, menées au nom de la foi catholique, des révoltes secouent la Toscane et le sud napolitain, où le cardinal Ruffo dirige la reconquête pour Dieu et le roi. Soutenues par la deuxième coalition, les forces contre-révolutionnaires réussissent à chasser les Français de l'Italie en 1799. Naples est alors soumise à une terrible reconquête, dont sont victimes les républicains locaux. La situation en arrive au point où la France échappe de peu à l'entrée des troupes étrangères sur son territoire. Les victoires remportées *in extremis* en Suisse et aux Pays-Bas lui évitent cette humiliation.

Mais, d'autre part, tout n'est pas rejeté dans la présence française. Les Néerlandais sont sans doute hostiles aux Français, ils ne soutiennent pas pour autant le retour du prince d'Orange appuyé par les Anglais et les Russes. Les Belges se sont révoltés en 1798 dans une "guerre des paysans" qui a certes causé la mort de 10 000 personnes, mais les élites belges n'ont pas répudié le système juridique français. Les Allemands de la rive gauche du Rhin, soumis à une occupation militaire, conservent pourtant les principes imposés par la République.

Le modèle français, laïc, empreint de rationalité et de libéralisme, réussit ainsi à s'implanter, par la récusation même de la mainmise française. L'éveil des nationalités trouve ici ses origines pour tous les peuples européens qui transfèrent à leur compte les utopies françaises.



La révolte de Pavie, 7 prairial an IV (23 mai 1796)



Gravure aquarellée de Jacques Joseph Coigny (1761-1809) d'après Antoine Charles Horace Vernet (1758-1836), collection privée

Un bilan humain de la Révolution ?

La question du bilan humain de la Révolution a été régulièrement posée, souvent pour juger négativement de la décennie.

Dès 1794, les contemporains ont échafaudé des statistiques, évidemment polémiques. Le publiciste Louis-Marie Prudhomme estimait le total des morts à 2 022 903 dont 120 000 en Vendée, 184 000 dans les colonies et 800 000 dans les armées. Libraire, éditeur, homme politique, Prudhomme est un exemple de ces jeunes hommes entreprenants qui trouvèrent des carrières inédites pendant la Révolution. Pamphlétaire avant 1789, il dirige la publication des *Révolutions de Paris*, qui connaît un grand succès et participe à la radicalisation du mouvement. Prudhomme, pourtant, se détache de la gauche et est même accusé de royalisme. Lorsqu'il publie les six volumes de l'*Histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant la Révolution française*, il s'est retiré de la vie politique active et participe à l'effort de mémoire qui touche l'époque. Toute une tradition est née à sa suite, concentrant l'attention sur les années 1793-1794. Les principales scènes tragiques que l'Histoire va retenir sont présentées dans ce tableau. La cruauté est au cœur de la Révolution. On notera que la Terreur blanche n'y figure que par l'évocation de "l'assassinat des terroristes de Lyon", que la Vendée et Lyon occupent une grande place dans cette énumération et que les massacres sont imputés au comité de Salut public.

En 1935, l'historien américain Donald Greer impute 35 à 40 000 morts à la seule justice révolutionnaire. Certains reprendront cette évaluation pour en faire le chiffre

global des morts de la période. Greer n'ignore pas pour autant les autres causes de décès, mais il estime impossible d'entreprendre d'autres comptes alors qu'il pense qu'environ un demi million de personnes ont été emprisonnées à un moment ou un autre ! Il est prématuré aujourd'hui de proposer des fourchettes dans lesquelles s'inscrirait un bilan des pertes humaines enregistrées pendant la Révolution. Les comptabilités demeurent encore imprécises, même pour des événements qui semblent bien connus. En ce qui concerne la "Grande Terreur", entre le 14 juin et le 27 juillet 1794, le nombre des guillotins oscille entre 1366 (voire 1356) et 1515. L'examen précis révèle que la violence, pour aussi grande qu'elle ait été, n'a pas été aveugle. Entre 1793 et 1795, sur 5 343 personnes traduites devant le Tribunal révolutionnaire, 2 747 sont condamnées et exécutées, 239 emprisonnées ou déportées, restent alors 2 357 individus acquittés ou bénéficiant d'un non-lieu.

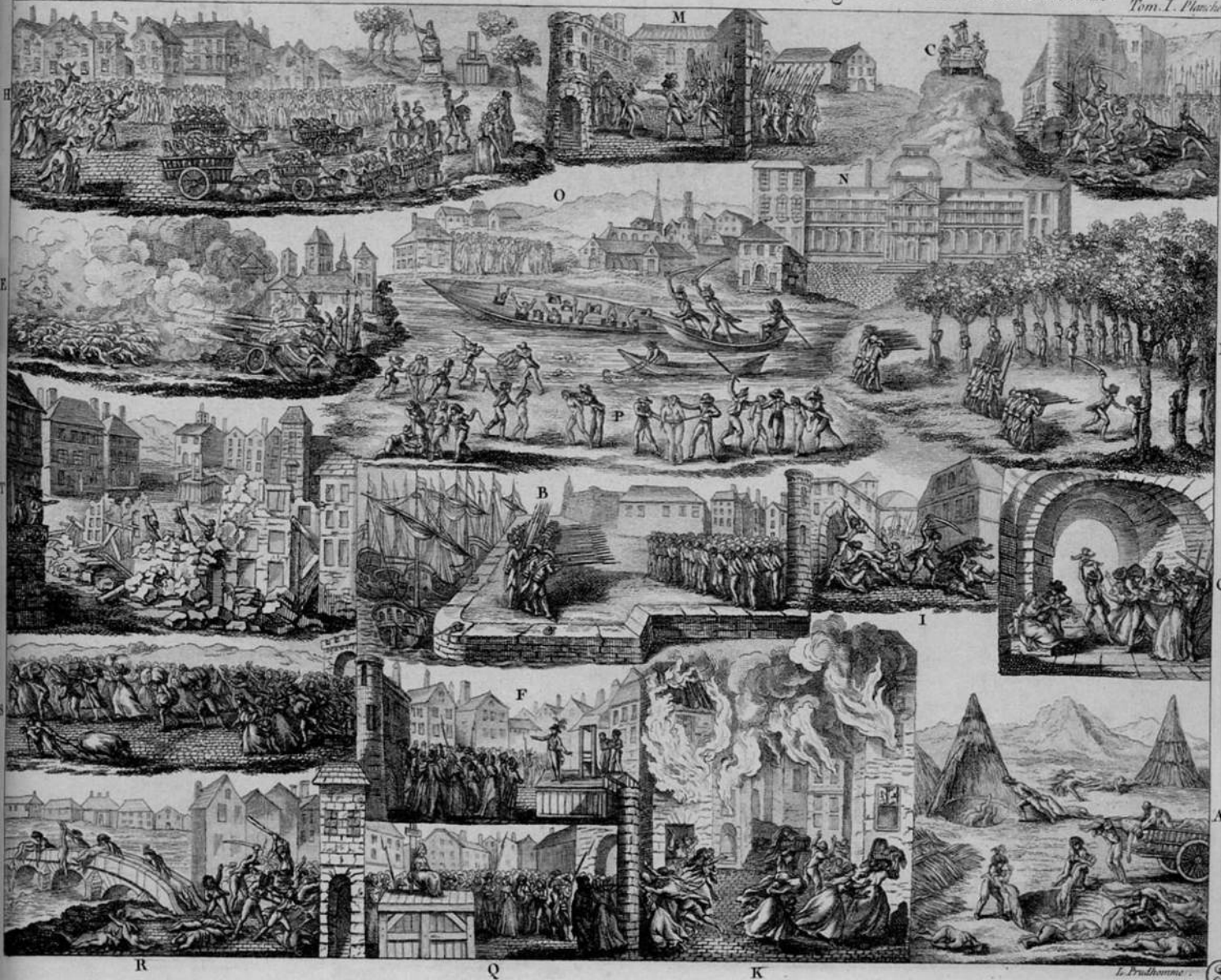
La querelle des chiffres n'est pas finie. Les évaluations brutes que l'on peut établir sont nécessaires, mais rendent imparfaitement les raisons de la disparition des populations : exécutions, morts des suites de maladies ou de blessures, départs vers d'autres lieux, sans compter les déficits de naissances, toujours incertains. Aucune statistique systématique n'existe avant les années 1806-1810. Les chiffres doivent donc être pris pour ce qu'ils veulent dire : le constat d'une fracture ressentie par toute une population – comme cela se produisit aussi par la suite devant le million de morts des guerres napoléoniennes. On peut prendre conscience de l'importance de cette fracture et de ses conséquences en

"Tableau d'une partie des crimes commis pendant la Révolution..."

Louis-Marie Prudhomme (1752-1830), *Histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant la Révolution française*, tome 1 planche 1, Paris : 1797. Dessin original à l'encre brune. Paris : musée du Louvre, collection Rothschild. Disponible sur transparent

comparant le nombre des habitants de villages vendéens avant 1789 et en 1802 ; certains perdent plus de la moitié de leur population. Avant que de nouvelles études ne viennent affiner les chiffres sur l'ensemble du territoire, reste à penser que le bilan exact des pertes humaines est manifestement très élevé, bien au-delà des 40 000 victimes de la vulgate. Surtout, il faut souligner que son impact psychologique et politique a été très fort, dans la mesure où nombre de victimes ont été mises à mort au nom d'une politique déterminée. L'image même de la Révolution s'en est trouvée chargée. Le contraste entre un tel bilan et les intentions affichées d'instaurer le "bonheur" est saisissant.

Cependant, il n'est pas possible de rendre "la" Révolution responsable de destructions systématiques quand on connaît la complexité des affrontements qui ont opposé différents principes et groupes humains. Les pertes les plus grandes ont affecté les zones de "guerre civile", c'est-à-dire là où des populations opposées les unes aux autres pour des raisons sociales, religieuses, communautaires, se sont engouffrées dans des cycles de vengeances, au nom de la politique. Il convient de rappeler aussi que la répression militaire qui sévit dans le Sud-Est notamment, à la fin du Directoire et au début du Consulat, est coûteuse en vies humaines, mais elle n'est pas restée dans les consciences parce qu'aucun débat n'eut jamais lieu à son propos.



La difficulté des bilans démographiques : l'exemple de la Vendée

Communes	Population avant 1789	Population en 1802	Communes	Population avant 1789	Population en 1802
Aizenay	3000	2067	La Boupère	2130	1057
Beaufou	1100	522	Le Poiré	2800	1700
Belleville	1100	159	Les Brouziis	1900	1480
Bois-de-Céné	1800	1338	Les Clouzeaux	950	424
Chavagnes-en-Pailliers	1900	1 186	Les Épesses	1100 (1500)	615
La Bernardière	1100	357	Les Landes-Génusson	850 (950)	447
La Boissière-de-Montaigu	1 100	360	Les Lucs	2150	1211
La Bruffière	2200	726	Martinet	561	397
La Copechagnière	550	338	Mortagne	1000	63
La Flocellière	(1239)	520	Pouzauges	2200	1262
La Garnache	2800	2182	St-Mesmin	1208	592
La Guyonnière	1200 (856)	337	St-Michel-Mont-Mercure	850 (1183)	330
La Mothe-Achard	450	173	St-Philbert-de-Boutaine	2000	1012
La Pommeraye	700 (893)	312	Tiffauges	(627)	210

Légende de la planche ci-dessus établie par Prudhomme

- A. La Glacière d'Avignon
- B. Fusillade des enfants de la Vendée
- C. Le comité de Salut public indique les villes à brûler
- D. Suite des fusillades de la Vendée
- E. Fusillades de Lyon par Collot
- F. Discours de Joseph Lebon à la guillotine
- G. Une mère demandant d'allaiter son enfant avant d'aller au supplice
- H. Charretées conduites au supplice
- I. Massacres de Toulon
- K. Mignet fait brûler Bedoin
- L. 94 Français massacrés dans les prisons de Lyon après le 9 Thermidor
- M. Le représentant Lequinio et son secrétaire tirent dans les prisons
- N. Château des Tuileries d'où partaient les ordres
- O. Noyades de Nantes
- P. Mariages républicains dans la Vendée
- Q. Femmes exposées à Lyon sur l'échafaud pour avoir sollicité la liberté de leurs époux
- R. Assassinat des Terroristes de Lyon
- S et T. Démolition à Lyon des maisons qui cachaient la vue de la guillotine aux représentants du peuple

La Révolution française est l'objet d'une historiographie et d'une iconographie considérables, qui font partie de son histoire. Le propre d'une révolution réussie n'est-il pas de se prolonger par les sollicitations à changer le monde, justifiant la nécessaire inventivité humaine ? L'importance d'un événement se mesure peut-être aux réinterprétations qu'il suscite sans cesse, continuant à travailler les consciences et les structures sociales. Il n'est pas illégitime de mêler les époques pour comprendre la période révolutionnaire elle-même. Reste à en comprendre les articulations.

Soit deux tableaux de Jacques-Louis David. Peintre et homme politique important – il fut membre du comité de Sûreté générale –, organisateur des fêtes révolutionnaires et proche de Robespierre, il est poursuivi et emprisonné après la chute de ce dernier. A sa libération, il entame une nouvelle carrière, devient le peintre officiel de l'Empire et finit sa vie en exil à Bruxelles.

En 1785, son *Serment des Horaces* préfigure la Révolution. La scène montre les trois frères partant combattre les Curiaces, champions de la ville d'Albe, ennemie de Rome. Les jeunes gens, impeccablement alignés, prêtent serment au père inspiré et véritable prêtre. L'engagement viril envers la communauté rejette dans la pénombre les femmes, mères, épouses, amantes, vouées à la vie familiale et aux sentiments. La nécessité du dévouement au salut commun passe par l'acceptation du combat, éventuellement de la mort – celle de l'ennemi et sa propre mort – et par le lien noué entre des individus se cooptant pour bâtir un nouveau monde.

Ce tableau ne reflète pas l'esprit du temps, il montre à quel point les individus sont profondément conscients des enjeux dans lesquels ils s'engagent, des échos que leurs

actes peuvent avoir avec l'histoire passée – qu'ils connaissent bien – et des conséquences qu'ils peuvent entraîner sur l'histoire à venir – pour laquelle ils sont prêts à mourir ! Si l'on pense que les événements de 1789 ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais au contraire, l'aboutissement brutal de luttes antérieures, il n'y a pas lieu de s'étonner que publications et représentations "commémorent" aussitôt la Révolution. L'opinion possède une grande sensibilité aux événements et les lit en comparaison avec les autres révolutions, qui ont pour la plupart échoué, et avec les grands repères du passé antique, qui sont connus. La Révolution se représente en même temps qu'elle se déroule ! Les symboles qu'elle emploie, et qu'elle lègue, attestent aussi la nécessité pour toute société d'inventer ses rites.

En 1799, suivant l'exemple de ses homologues anglais, David organise une exposition payante pour présenter *Les Sabines*, sujet lui aussi inspiré d'une Antiquité romaine renvoyant désormais chacun aux valeurs républicaines. Selon la légende, les Sabines, enlevées mais bien traitées par leurs époux romains, auraient elles-mêmes ramené la concorde entre les deux peuples. Le peintre a choisi de traiter non pas le thème canonique de l'enlèvement, mais plutôt la réconciliation après la guerre civile. Ici, Hersilie s'interpose entre Romains et Sabins, personnifiés par Romulus à droite et Tatius à gauche. Le rapprochement avec la situation politique et sociale du moment est évident : après le paroxysme de Thermidor, la guerre entre factions fait désormais partie du passé, la paix est de retour. Mais d'autres aspects du tableau traduisent le renversement de l'équilibre social qui a eu lieu en France depuis les années 1780. En arrière-plan, des centaines de personnes se battent dans un lieu public.

De l'aventure héroïque à la réconciliation

Jacques-Louis David (1748-1825) :
 - *Le Serment des Horaces*, huile sur toile, 1785.
 H : 3,300 m, L : 4,250 m
 - *Les Sabines*, huile sur toile, 1799.
 H : 3,850 m, L : 5,220 m
 Paris : musée du Louvre
 Disponible sur transparent

Cette présence des masses, violentes et belliqueuses, illustre l'irruption du peuple dans l'histoire moderne. En outre, la forteresse romaine que l'on voit à gauche est presque une image classique de la Bastille et fait directement référence au 14 juillet 1789. La nudité héroïque des personnages principaux et l'androgynie de leurs deux aides, la présentation toute maternelle des femmes, dorénavant au centre de l'œuvre, traduisent également les changements profonds qui parcourent la société.

Ces échos de la Révolution française pointent ainsi ce qui lui est certainement le plus spécifique. Longuement mûrie, portée par des groupes déterminés aux changements, elle s'est radicalisée dans le choc des expériences, mais elle a élaboré en permanence les paroles et les signes qui lui étaient nécessaires dans la continuité d'une réflexion ancienne. Elle a légué ainsi un héritage complexe et profus, qui a pu être ensuite réutilisé et réinterprété.



La Révolution française, comment en parler ? Comment l'enseigner ? L'épisode demeure central dans l'histoire et la mémoire du pays. Le parti pris par l'auteur, Jean-Clément Martin, est d'envisager la période sous l'angle de la constitution d'un espace politique collectif. Il propose ainsi un itinéraire chronologique, original dans sa périodisation, qui rend compte de ce qu'est une révolution en train de se faire, une révolution "en marche". Cette approche permet de cerner au plus près les ruptures, les enchaînements, les phases de radicalisation comme les efforts continus de stabilisation, entre grandes espérances et réalités vécues.

Un choix de documents iconographiques variés et de textes d'époque permet à l'auteur d'aborder les nouveaux champs de la recherche historique. Loin des idées reçues, voici un numéro qui réveille l'intérêt pour une Révolution que l'on croit "bien connaître".

Secrétariat général
du gouvernement

Direction de
La **documentation** Française

29, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07
01 40 15 70 00

Directeur de la publication
Olivier Cazenave

Photogravure, flashage
et impression par
Louis Jean (Gap)
Dépôt légal 4^e Trim. 2006
DF08012-8-8054
ISSN : 0419-5361

10,50 €

Point sur (pages 1 à 16)

Une brutale sortie de crise
La fin de trente ans d'oppositions et d'inventions
La stabilisation dangereuse
Les surenchères
L'élimination de l'ennemi
"La Terreur"
La stabilisation imposée
Le nouveau régime

Thèmes et documents (pages 17 à 63)

Philosophie, sensibilités et Révolution
Les origines sociales de la Révolution
Les origines religieuses de la Révolution
Les images contrastées du roi
Les images critiquées de la reine
La question religieuse
Journées révolutionnaires
La Contre-Révolution
L'invention du discours politique
La réorganisation du pays
Femmes et Révolution
La Vendée "patriote"
Esclavage et Révolution : le cas de Saint-Domingue
Sciences, techniques et Révolution
Les cadres nouveaux de l'administration
L'école et la Révolution
La violence et la Terreur
Les Jacobins
Les sans-culottes
La Révolution et l'étranger
Les Républiques-sœurs
Un bilan humain de la Révolution ?
Échos de la Révolution

3 303331 280545

